

FRANCE FORUM

- *Pour une "politique de l'entreprise"*
- *Impressions d'Allemagne*
- *Voix d'Allemagne :
Europe et Etat-Nation*
- *Quel avenir pour l'Europe ?*
- *L'Afrique hostile au développement ?*
- *Variations sur l'identité européenne*
- *Maritain face à la modernité*
- *Présence de Raymond Aron*
- *Théâtre de Jean Anouilh (I)*
- *Arts et lettres*

Michel DRANCOURT - Bernard ESAMBERT - René PUCHEU - Alfred DREGGER - Daniel MORENNE - Jean-Yves CHEVALLIER - Nicolas QUILLET - Charles BLANCHET - François FEJTŐ - André LE GALL - Philippe SÉNART - Yvan CHRIST - Marc DARMON - Jean CHÉLINI - Jean AUBRY.

OUEST-FRANCE : DE LA COMMUNE AU MONDE

Premier quotidien de France, Ouest-France est le journal de la Basse-Normandie, de la Bretagne et des Pays de la Loire.

Par ses informations locales, Ouest-France donne à ses trois millions de lecteurs la possibilité de participer à la vie de leur commune, de leur département.

Plus de quinze pages d'informations générales permettent aux lecteurs d'Ouest-France de vivre au rythme de la France, de l'Europe et du Monde.

Ainsi le journal donne-t-il à ses lecteurs la possibilité de comprendre les événements, les évolutions de la société, et de s'intégrer aux multiples communautés dont ils sont solidaires.

Désintéressement

Ouest-France est au service de ses lecteurs, et au service d'un idéal.

Celui-ci a été défini dès sa fondation, en août 1944 : "*servir l'ordre des personnes dans la cité du bien commun*". Paul HUTIN-DESGREES, son fondateur, qui donnait ainsi le cap, s'était entouré d'actionnaires issus de la Résistance et porteurs des mêmes valeurs. Leur désintéressement, tout au long des décennies, a permis au journal de croître et de se moderniser. Ils avaient en effet renoncé à toute rémunération du capital. L'argent, ainsi maintenu au journal, restait au service des lecteurs et de la région.

En 1990, Ouest-France a franchi une nouvelle et décisive étape en adoptant à la quasi-unanimité des actionnaires (plus de 90 % des actions) la réforme juridique qui met le titre hors de portée des convoitises en en donnant la propriété à une association loi 1901 à but non lucratif, "*l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste*".

L'épopée, 50 ans après

Cette année 1994 va être pour Ouest-France le moment du souvenir. Celui du Débarquement et de la Libération qui permit la naissance du journal et la marche en avant de la démocratie, qui se relevait du totalitarisme hitlérien, préparant l'union de l'Europe qui doit encore tant progresser.

Tout au long des semaines, Ouest-France vous fera revivre ces événements mémorables grâce à des témoignages, des récits historiques, des analyses politiques, dans les pages communes à toutes ses éditions. Et dans chacune d'entre-elles s'ajoutera, au jour voulu, tout ce qui se rapportera à la libération de chaque ville.

Pour bien suivre cette épopée, une suggestion : s'abonner à l'édition de Caen du 1^{er} avril au 30 septembre 1994, ou à tout le moins, du 1^{er} avril au 30 juin. Un numéro vert : 05.22.92.85.

Publicité

Erratum : A l'avant-dernier alinéa du texte publicitaire relatif à Ouest-France, figurant à la page 2 de couverture du précédent numéro de France-Forum (n° 289-290), il fallait lire "association loi de 1901 à but *non* lucratif".

France-Forum a été créé en 1957 par **E. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet et M-R. Simonnet.**
De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les "Propos du temps" d'**Etienne Borne.**

Directeur de la publication : **René Plantade** — Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**

Commission Paritaire n° 60361 — Dépôt légal n° 2560

Composition et Impression : **VIENNE IMPRIM'** — 23, quai Jean-Jaurès — 38200 VIENNE — Tél. 74 85 47 06 — Télécopie 74 31 65 64
Photos : Roger-Viollet.

FRANCE FORUM

Henri Bourbon, Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10
Abonnement annuel 120 F
Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire *291-292*

Janvier-Mars 1994
30 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

QUELS RAPPORTS LA POLITIQUE, L'ÉTAT, PEUVENT-ILS (OU DOIVENT-ILS) ENTRETENIR AUJOURD'HUI AVEC L'ENTREPRISE ?

DEBAT AVEC MICHEL DRANCOURT
ET BERNARD ESAMBERT p. 2

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

PAR RENÉ PUCHEU p. 9

UN POINT DE VUE ALLEMAND : L'ÉTAT NATION A-T-IL ENCORE UN AVENIR EN EUROPE ?

PAR LE D^r ALFRED DREGGER p. 15

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?

PAR DANIEL MORENNE p. 22

ET SI L'AFRIQUE REFUSAIT LE DÉVELOPPEMENT

PAR JEAN-YVES CHEVALLIER p. 24

VARIATIONS SUR L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

PAR NICOLAS QUILLET p. 26

MARITAIN FACE A LA MODERNITÉ

PAR CHARLES BLANCHET p. 31

LA PRÉSENCE DE RAYMOND ARON

PAR FRANÇOIS FEJTŐ p. 37

EXAMEN DU THÉÂTRE DE JEAN ANOUILH (1910-1987)

PAR ANDRÉ LE GALL p. 39

ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTÉRAIRE

PAR PHILIPPE SÉNART p. 46

PIERRE GUYÉNOT

PAR YVAN CHRIST p. 54

DISQUES

PAR MARC DARMON p. 55

NOTES DE LECTURE

UNE HISTOIRE "RÉVISIONNISTE" DE L'EMPIRE DES HABSBOURG

PAR FRANÇOIS FEJTŐ p. 56

CHRONIQUE D'HISTOIRE RELIGIEUSE

PAR JEAN CHÉLINI p. 58

ÉTUDIANTS D'EUROPE DE JEAN FLORY

PAR JEAN AUBRY p. 59

QUELS RAPPORTS LA POLITIQUE, L'ÉTAT, PEUVENT-ILS (OU DOIVENT-ILS) ENTREtenir AUJOURD'HUI AVEC L'ENTREPRISE ?

Débat avec Michel DRANCOURT et Bernard ESAMBERT

Crise et chômage constituent le défi majeur auquel, en France, les hommes politiques sont aujourd'hui confrontés. France-Forum, tout au long de l'année 1993, n'a cessé, avec l'aide d'intellectuels, de politiques, de professionnels, d'économistes, d'en explorer les multiples dimensions - doctrine ("catholicisme et libéralisme", "Le Marché et le Royaume") en mars, histoire et contexte ("Crise mondiale") en juin, technique ("Où va l'économie française", "L'épreuve : la crise économique") en septembre, aspects concrets ("Uruguay Round : fiction et réalités", "L'agriculture dans la tourmente") en décembre.

Pour compléter cette série, notre premier numéro de 1994 fait dialoguer sur le thème des rapports entre l'Etat et les entreprises deux hommes d'expérience. Michel Drancourt successivement journaliste, industriel, commissaire à l'industrialisation de la Lorraine, délégué général de l'Institut de l'Entreprise, et de nouveau journaliste, vient de publier, après de nombreux livres échelonnés tout au long de sa carrière, le récit vivant d'un demi-siècle de profondes transformations économiques, sous le titre "Mémoires de l'entreprise". Bernard Esambert, ingénieur du corps des mines, proche collaborateur de Georges Pompidou dans le domaine de la politique industrielle, a présidé pendant plusieurs années aux destinées d'une Banque et exerce toujours des responsabilités dans le domaine des affaires : il publie en ce début de 1994 un nouveau livre, "Georges Pompidou, capitaine d'industrie".

Bernard ESAMBERT - A cette question, je donnerai d'entrée de jeu une réponse toute simple et lapidaire : l'Etat doit favoriser le développement de l'entreprise et surtout ne pas se mêler de sa stratégie et de sa tactique - autrement dit mettre en œuvre des mesures macro-économiques en faveur du monde des entreprises et surtout ne pas descendre dans l'arène au niveau micro-économique.

DE LA "POLITIQUE INDUSTRIELLE" A LA "POLITIQUE DE L'ENTREPRISE"

Michel DRANCOURT - D'un point de vue historique, je rappellerai cependant les traditions françaises qu'on pourrait qualifier d'"étato-capitalistes". Les Fran-

çais ont été saint-simoniens. Tout au long de l'histoire une bonne partie des développements économiques ont été réalisés avec l'appui de l'Etat. Mais c'est surtout depuis la Première Guerre mondiale que l'Etat est devenu dirigiste. Avant il orientait ; après, il s'est mêlé directement des choses. Il est difficile de se débarrasser complètement d'une aussi lourde tradition : en l'absence d'incitations publiques, souvent rien ne bouge. Les gens ont tendance à attendre le signal de l'Etat.

Autre élément qui a pu jouer historiquement en faveur de l'intervention étatique, c'est l'insuffisante dimension française. Pour justifier les nationalisations, on a utilisé un chapeau idéologique, mais, à mon avis, leur objectif réel était de constituer un substitut à la puissance. On va

voir, maintenant que l'on est entré dans l'ère des privatisations si le capitalisme français sera au niveau des ambitions nourries par les entreprises.

Bernard ESAMBERT - Sur les nationalisations, il ne faut pas oublier que la France a été aussi en même temps qu'une nation saint-simonienne, une nation de petites et moyennes entreprises (PME) beaucoup plus qu'une nation de grandes entreprises, ceci quelles que soient les époques. C'est notamment pourquoi à la Libération, le général de Gaulle a procédé à des nationalisations pour créer des groupes d'une certaine puissance susceptibles de tenir tête aux groupes de taille équivalente ou supérieure existant à l'étranger - indépendamment du fait qu'il a voulu probablement aussi punir un certain nombre d'entreprises d'avoir coté de trop près Vichy et l'occupation allemande.

Michel DRANCOURT - On peut revenir à ce que disait Bernard Esambert d'entrée. Il est certain que, partout, l'Etat fixe des cadres et des règles. La manière dont les règles sont fixées a des conséquences sur les activités. Exemple : Dans le dernier Livre Blanc des Communautés Européennes, que je trouve personnellement très intéressant, il est dit que les activités gravitant autour des multi-médias auront dans l'avenir la même importance qu'ont pu avoir les grands équipements (électricité et autres) d'avant-hier ; on parle d'"autoroutes informatiques". Quand on regarde la réalité des choses, on constate trois difficultés au moins pour puiser dans ce potentiel d'activités :

- La première, c'est le statut de France-Télécom qui ne favorise pas les adaptations rapides.

- Deuxième difficulté : on peut très bien avoir "l'auto-route informatique", et rien derrière : s'il n'y a pas les programmes nécessaires pour alimenter les différents terminaux, qui financera ces programmes ?

- Troisième difficulté : tant qu'en France on aura une mentalité dirigiste - elle existe encore en matière d'audiovisuel, - il y aura peu de capitalistes pour se lancer dans l'aventure.

Bernard ESAMBERT - Sur ce thème des médias et du multi-médias je vous propose deux néologismes pour clarifier la situation : on pourrait parler "d'informatique" au lieu d'informatique et "d'info-structures" au lieu d'infrastructures, en amont de cette part du tertiaire qui joue un rôle important aujourd'hui et qui, d'une certaine façon, comme facteur de dynamisme économique, remplace désormais le secondaire, c'est-à-dire l'industrie, qui avait eu ses moments de gloire sous le général de Gaulle et surtout sous Georges Pompidou.

Revenons une seconde sur ce qu'a été cette politique industrielle, dont on parle beaucoup, au temps du Général et surtout de son successeur. Elle a consisté à essayer de donner un socle industriel plus important à la France. A l'époque en effet l'industrie représentait plus de la moitié du Produit national brut (PNB) du pays, et surtout s'adossaient sur elle la puissance économique et

même la puissance tout court du pays ainsi que son rayonnement à l'étranger : les établissements industriels et les laboratoires de recherche créés un peu partout dans le monde étaient autant de témoins de notre développement et de notre dynamisme.

Trente ans plus tard il est clair que l'industrie, dont la part dans le PNB a fortement régressé, ne peut plus jouer ce rôle. Et si, aujourd'hui, on devait rebâtir l'équivalent de la politique industrielle de Pompidou, il faudrait agir non plus sur l'industrie, mais sur l'industrie et sur les services, ou même à la limite sur les seuls services. Personnellement, je préfère dire "l'industrie plus les services", parce qu'il y a une dialectique très forte entre l'industrie et les services et que les services n'existeraient pas au même degré s'ils n'étaient pas adossés à un secteur industriel suffisamment fort, celui établi précisément à l'époque de Pompidou. Plus généralement, si on reprend l'industrie plus les services, la "politique industrielle" d'aujourd'hui devrait être plus exactement qualifiée de "politique des entreprises". Et, pour transposer ce que j'ai vécu sous Pompidou, cette politique consisterait à encourager les entreprises à naître, à croître, à se développer, à se multinationaliser, de façon à donner une force de frappe économique plus grande à la nation - et ceci dans un contexte international, et notamment, on va y venir, dans un contexte européen. Cela veut dire beaucoup de choses : encouragement aux PME, encouragement aux multinationales pour que la France apporte en dot à l'Europe des grands groupes, pas forcément de l'industrie, mais du tertiaire aussi bien, susceptibles de devenir des champions de l'Europe et pas seulement des champions français. Bref on pourrait décliner à peu près tout ce qui a été fait il y a vingt ans sur le thème de l'*entreprise*, cette fois-ci, et non plus seulement de l'*industrie* comme naguère.

Michel DRANCOURT - Si on se réfère à l'époque dont parle Bernard Esambert, dont je dis dans "Mémoires de l'Entreprise" qu'elle a été une grande époque, il convient d'en souligner le "climat". Sous Georges Pompidou les chefs d'entreprise savaient qu'ils pouvaient être entendus au plus haut niveau de l'Etat.

Bernard ESAMBERT - On pourrait même dire que Georges Pompidou avait une certaine "tendresse" pour les chefs d'entreprise.

Michel DRANCOURT - Pour Georges Pompidou, l'industrie était "une ardente obligation". Bernard Esambert l'épaulait en ce domaine. Il y avait, au plus haut niveau, un souci d'écoute.

Il y a un autre point à souligner en matière de ce que je ne qualifierai pas de "politique industrielle" mais de "politique favorable à l'activité". L'Etat lui-même est un facteur de la compétitivité ou de la non compétitivité d'un pays. Les entreprises choisissent de plus en plus leur localisation dans le vaste monde en fonction des qualités de la formation, des conditions de fonctionnement de la protection sociale, des infrastructures et des "infrastructures", de la fiscalité, mais aussi des comportements

juridiques, prévalant sur les divers sites d'installation envisagés. Je connais des entreprises qui ne vont plus aux Etats-Unis parce que le fonctionnement juridique du système américain devient trop complexe. Et quand vous êtes une entreprise moyenne vous hésitez à vous payer des avocats chaque fois que vous ouvrez la bouche.

Bernard ESAMBERT - Il est vrai que l'Etat joue un rôle important dans la vie de l'entreprise par l'environnement qu'il lui crée ou lui façonne à tous les niveaux, en amont et en aval. Il peut donc aider le développement des entreprises, non forcément de celles qui seraient uniquement industrielles mais des entreprises en général. L'emploi désormais se créera plus dans le tertiaire que dans l'industrie dont il ne faut plus espérer aujourd'hui quoique ce soit dans ce domaine, du moins dans les groupes d'une certaine dimension. A l'Etat d'agir en trouvant des financements nouveaux de la solidarité, des politiques sociales, pour réduire le poids de cette solidarité sur l'entreprise. Il peut aussi aider à la nécessaire recherche - développement, qui n'est pas l'innovation mais qui appuie et prolonge l'innovation, et à laquelle les entreprises ne consacrent peut-être pas spontanément les montants nécessaires - notamment dans les services, où cette notion de recherche-développement devrait pénétrer après avoir enfin été largement admise dans le secteur industriel. Il y a ainsi un certain nombre de domaines dans lesquels l'Etat peut agir en encourageant, en incitant, en organisant une vision à long terme, en aménageant la fiscalité. Il me semble qu'il devrait le faire à l'égard du monde des entreprises en ne se limitant plus aujourd'hui aux seules entreprises industrielles.

PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION EUROPEËNNE

Bernard ESAMBERT - Tout cela concerne le niveau hexagonal, mais le niveau hexagonal n'a plus grand sens aujourd'hui, en tout cas à lui seul. Il faut raisonner, désormais, au moins au niveau européen. La compétition, elle, est mondiale, c'est bien connu depuis trente ans. Dieu merci ! les entreprises se sont adaptées ; je ne lis plus aujourd'hui la même lueur d'étonnement dans les yeux de mes interlocuteurs quand je leur pose la question de savoir quelle est la part de leur entreprise dans le marché mondial. Quand je la posais en 1970/71 dans les entreprises, les gens me regardaient comme si je soulevais une question stupide. Aujourd'hui, n'importe quelle PME, au fin fond de la campagne française, sait à peu près de quoi s'en tenir sur son marché mondial. En tout cas notre espace de référence, au-delà de cette globalisation, c'est l'Europe, et c'est au niveau européen que devrait se mettre en route un jour cette politique d'encouragement et de développement des entreprises. D'abord par une meilleure coordination des politiques nationales - et peut-être par la mise en œuvre, non forcément par la Commission, mais par une concertation au niveau des Etats, d'encouragements, par exemple à la recherche-développement précédemment évoquée, mais, cette fois-ci, au niveau européen. Il faut désormais

que l'Europe, dans le domaine des entreprises, ait un poids supérieur à celui des Etats-Unis ou du Japon, et qu'un certain nombre d'entreprises se sentent européennes. Alors que personne aux Etats-Unis ou au Japon ne conteste l'identité américaine d'IBM ou japonaise de Mitsubishi, il est rare qu'une grande entreprise telle que Saint-Gobain en France, Hoechst en Allemagne, ou telle ou telle autre en Grande-Bretagne se sente spontanément européenne. Un état d'esprit est à créer, et surtout il faut qu'on dispose d'un certain nombre de champions dans chaque secteur européen, capables d'affronter économiquement et pacifiquement - et la compétition économique n'est pas moins rude que les autres - les grands champions américains ou japonais. Ce qui veut dire que l'Europe, pour parler crûment, devra créer un certain nombre d'oligopoles composés de groupes dont les origines nationales se sont situées dans les Etats de la Communauté, mais devenus européens afin de profiter pleinement, c'est déjà le cas pour beaucoup, du territoire européen dans toutes ses dimensions, commerciales, industrielles, scientifiques, ... Autrement dit, il faut que nos entreprises se sentent en Europe comme des "poissons dans l'eau" sous la forme de grandes sociétés européennes, d'un tissu de sociétés moyennes européennes, vivier des grandes, et d'un tissu encore plus important de petites entreprises européennes, vivier des moyennes. Ce qui ne veut pas dire que la Commission doit a priori s'ériger en gouvernement des entreprises au niveau européen. Encore une fois je pense davantage à une concertation, au niveau du Conseil européen, entre les Ministres chargés des entreprises - pour autant qu'il y en ait dans chacun des pays d'Europe - afin de créer cet environnement favorable.

Michel DRANCOURT - Sur ce point, j'irais plus loin. Je suis frappé, je l'ai dit, par la qualité du dernier Livre Blanc de la Commission qui se veut une contribution à l'amélioration de la compétitivité et à la création d'emplois, tout en marquant bien les faiblesses européennes, lesquelles tiennent au fait que l'Europe avance moins vite aujourd'hui que les autres grands ensembles économiques, c'est-à-dire qu'elle recule. Elle vieillit. Or, dans une société vieillissante, les réflexes ne sont plus ceux de la créativité, mais ceux de l'équilibre, voire de l'état stationnaire. A noter que ce vieillissement de la population, comme je l'avais indiqué dans mon livre, "Une économie volontaire - l'exemple du Japon" (1), est plus accentué encore dans un pays comme le Japon et je suis persuadé qu'il entraînera dans ce pays des changements importants de comportement dans les vingt ans qui viennent.

Pour en revenir à l'Europe, le Livre Blanc recense divers projets d'infrastructures susceptibles de concourir aux objectifs précités de compétitivité et d'emploi : transports, équipements physiques divers. En matière de transports, il y a beaucoup à faire pour donner une consistance à l'ensemble européen, ne serait-ce qu'en reliant Berlin et la Pologne. Il y a là un champ de relance d'activité considérable. De même, en matière de multimédias, de recherche-développement. Mais on bute sur

le problème des budgets communs. Ou bien, on finance les projets au travers de sociétés privées favorisées par l'ensemble des participants. Exemple : le tunnel sous la Manche. Il a coûté cher, mais il est fait. Il est évident que c'est lourd et que cela suppose des groupes qui s'engagent. Ils ne le feront pas sans un cadre politique. On n'échappera pas au fait de poser la question de savoir : où est la capacité *politique* de l'Europe pour aborder ce type de problème ? Je crois certes à la concertation mais je croirais plus à l'existence d'un pouvoir à caractère fédéral, qui ne serait pas un pouvoir très étendu mais qui offrirait un début de gouvernement, des moyens d'action et permettrait de fixer le cadre des développements à venir.

Ce type de cadre est d'autant plus nécessaire qu'à l'heure actuelle les entreprises continuent de souhaiter une préférence nationale et que les entreprises allemandes ne jouent pas toujours "européen".

Bernard ESAMBERT - Michel Drancourt a prononcé le mot de pouvoir fédéral. C'est un thème fort. Pour ma part, je ne suis pas du tout contre une Europe fédérale à condition qu'elle fédère les Etats actuels tels qu'ils sont, mais pas les régions. Autrement, elle ne pourra pas se bâtir. Aujourd'hui nous avons tous les inconvénients de cette Europe fédérale, sans en avoir les avantages. Nous avons une administration qui légifère - qui décrète plutôt - tous azimuts, souvent à la surprise des Gouvernements. Le chancelier Kohl s'en étonne périodiquement et il est moins suspect de partialité à l'égard de la Commission que les Français, qui passent leur temps à la décrier. On a donc les inconvénients d'un système presque plus centralisé qu'un système fédéral. Dans le pouvoir fédéral il y a le fait de fédérer mais en conservant aux Etats fédérés de nombreuses prérogatives. Pour l'instant nous avons un système qui unifie sur des points de détail où souvent la liberté devrait être de mise.

Michel DRANCOURT - En fait, on a surtout un système qui "bouche les trous". Personnellement je ne critique pas la Commission. Je lui sais gré d'exister car, si elle n'existait pas, il n'y aurait rien. L'accusation à mon sens ne devrait pas viser la Commission, mais les Conseils, qui ne vont pas jusqu'au bout de la logique du système,...

Bernard ESAMBERT - ...et le pouvoir politique européen créé par les Conseils, qui n'ont pas le courage de dire à la Commission jusqu'où elle ne doit pas aller et qui n'ont pas "l'audace" en particulier de mettre en œuvre un certain nombre de politiques, à charge pour la Commission ensuite, bien sûr, d'en préciser les modalités. La Commission dès lors a tendance à combler un vide qui existe parce que le Conseil européen ne fait pas son travail.

Quant à l'Allemagne, il est vrai qu'il y existe, comme dans d'autres pays européens des protections culturelles, à l'exemple de celles existant au Japon, où il n'est nul besoin de protection juridique. Les Japonais ont des réseaux de distribution conçus pour vendre et distribuer

les produits japonais, et non les produits étrangers. En France au contraire, il existe en quelque sorte une anti-protection car, par snobisme, on préfère les produits étrangers, notamment allemands, réputés de qualité (opinion naguère justifiée, mais les produits français aujourd'hui n'ont plus rien à envier aux produits allemands). Certes, il ne serait pas raisonnable d'espérer créer en France un contexte culturel à l'allemande. Souhaitons simplement que de tels réflexes nationalistes s'estompent au sein de l'Europe au fur et à mesure que celle-ci prendra plus de consistance.

Je reviens sur l'Europe des entreprises. Comment essayer de donner du corps à ce concept d'entreprises européennes ? Il faut, encore une fois, que les entreprises s'étendent sur le territoire européen. Je ne crois pas à des fusions pures et simples de grandes entreprises entre elles. Il y en a eu quelques exemples dans le passé qui d'ailleurs ont tous débouché sur des échecs - Dunlop-Pirelli et Agfa-Gevaert par exemple -, car l'essentiel est d'avoir un centre de décision et un seul. C'est donc par rachat d'entreprises, d'implantations à l'étranger - usines, centres de recherche, ... -, singulièrement et prioritairement en Europe, qu'il convient de procéder. Reste que beaucoup de groupes bénéficiant de la dimension européenne se considèrent à la limite plus franco-américains, germano-américains ou italo-américains qu'européens. Un "recentrage" est probablement nécessaire dont les entreprises vont prendre conscience en fonction de la dimension économique de l'Europe, supérieure à celle de n'importe quel autre espace.

Michel DRANCOURT - Dans certains domaines où les pouvoirs politiques ont des moyens de pression directs, par exemple dans le domaine militaire, on incite souvent des entreprises françaises et allemandes à opérer entre elles des mariages ou des accords partiels. Je crois que cela devrait être favorisé parce qu'une fois que vous avez démarré dans des opérations communes de recherche - développement ou de recherche de marché lointains, vous prenez des habitudes et "l'euro-péisation" de telles entreprises se réalise progressivement.

Bernard ESAMBERT - Il s'agit plus de coopération que de mariage. Effectivement, pour un certain nombre de grands marchés, comme l'aéronautique, le spatial, les grandes infrastructures, ... inciter les entreprises à se regrouper pour présenter trois ou quatre grands groupements européens en compétition sur ces grands marchés est une politique qui permettra de donner un peu plus de consistance à cette nationalité européenne, à cette identité européenne. Je crois que véritablement pour moi le terme fort c'est celui "*d'identité européenne*".

Michel DRANCOURT - Il y a un exemple qui me vient à l'esprit en matière audiovisuelle, c'est la Compagnie Luxembourgeoise de Radio et de Télévision : voilà une véritable entreprise européenne qui devrait servir d'exemple, d'autant qu'elle intervient aussi dans des pays tiers.

Mais on ne saurait passer sous silence les difficultés rencontrées chaque fois que l'on a cherché à faire adopter, soit des programmes communs d'armement ou de matériels militaires, soit des accords entre entreprises pour leur réalisation.

Bernard ESAMBERT - Cela dit, l'Europe doit intervenir de façon plus exigeante dans certains domaines. Un exemple : on se pose toujours la question de savoir ce que doit devenir un groupe comme Bull en France, de même que, j'imagine, les Allemands se posent la question du sort de Siemens-Nixdorf, ou les Italiens celui d'Olivetti. Pour éclairer notre route européenne constatons qu'aux Etats-Unis, aujourd'hui, il existe encore un certain nombre de champions en informatique, laquelle informatique évoluée : il ne s'agit plus de hardware au sens ancien du terme, mais d'un mélange de hardware et de software dans lequel la micro-informatique prédomine désormais.

Compte tenu de ces évolutions, subsistent encore néanmoins dans ce pays trois ou quatre grands groupes d'informatique, IBM étant en passe de perdre son privilège. Au Japon il y en a également trois ou quatre.

A partir de cette constatation, l'Europe devrait essayer de se dire : dotons-nous à terme d'un ou deux grands groupes européens. Il y en a pour l'instant trois petits - ou quatre avec ICL qui n'est plus britannique - dispersés dans des pays de la Communauté. Comment y arriver ? Eh bien ! en favorisant des coopérations entre les groupes informatiques actuels, des recherches communes grâce aux aides - précédemment évoquées - en faveur de la recherche-développement, lesquelles pourraient un jour être distribuées au niveau européen et non plus par chacun des Etats de la Communauté. Essayons d'inciter Olivetti, Bull, Siemens-Nixdorf... à se marier sous différentes formes, à charge pour elles d'étudier les modalités de ces mariages en fonction de leurs tropismes. Il conviendrait sans doute de le faire au travers d'une Agence de dimension modeste, très souple, sur le modèle de l'Agence Spatiale Européenne qui a fait ses preuves et qui a permis à l'Europe de disposer avec Ariane d'une fusée compétitive vis-à-vis des lanceurs américains. De temps à autre, il est possible que l'Europe ait ainsi à se doter de petites agences, très légères, qui centraliseraient les moyens des Etats communautaires, notamment dans le domaine de la recherche - développement, pour favoriser plus rapidement des rapprochements et doter l'Europe de ces grands champions qui lui permettront de faire concurrence aux deux autres grands blocs que sont - au sens large - le bloc américain et celui de l'Asie du Sud-Est solidement et respectivement centrés sur les Etats-Unis et le Japon, qui disposent eux-mêmes de grands champions. C'est peut-être là la transposition la plus concrète, en cette fin de siècle, du concept de "politique industrielle" cher à Georges Pompidou.

INTERDÉPENDANCE DES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Michel DRANCOURT - Dès le début de notre entre-

tien Bernard Esambert a fait allusion au problème de l'emploi. Il faut y revenir. Or, premier constat, si on prend le cas français, la haute époque du développement était une époque taylorienne. On critique beaucoup Taylor aujourd'hui. Je constate qu'il n'y a jamais eu de plein emploi que dans des périodes tayloriennes, c'est-à-dire où l'homme était un intermédiaire entre des machines. On rêve aujourd'hui de plein emploi en oubliant que, le taylorisme ayant disparu - heureusement d'une certaine manière -, les emplois ne sont plus et ne seront plus les mêmes qu'autrefois.

Second constat, dans le cas français plus que dans d'autres notamment plus que dans le cas allemand, à la période pompidolienne, qui a aussi été à peu près celle de Ceyrac au niveau patronal, celle de Bergeron au niveau syndical, il y avait une sorte d'entente tacite entre partenaires sociaux pour que les rémunérations directes versées aux salariés soient relativement faibles et ne pèsent pas trop sur les coûts. En contrepartie, les salariés bénéficiaient de garanties croissantes de la Sécurité Sociale, dont la lourdeur n'apparaissait pas encore puisque l'on en était à la période de démarrage du système - autrement dit beaucoup de gens versaient et peu dépensaient. Ce système-là a contribué d'une part à sécuriser les gens, ce qui était nécessaire, et d'autre part à empêcher les salaires de trop peser sur les coûts, quoiqu'en aient dit alors les chefs d'entreprise. Mais ce système est aujourd'hui à revoir. Le salariat tel qu'on l'entendait, le salariat de type industriel sur lequel l'Etat peut éventuellement avoir une influence par des interventions directes, est remplacé maintenant par de l'activité répartie dans les services - on l'a précédemment souligné. Il nous faut dès lors inventer un nouveau système - que je préférerais nommer *nouvelle économie sociale de marché* plutôt que *nouveau contrat social* pour rester à l'écart de querelles politiques - offrant à chacun des possibilités de meilleure rémunération, et une assurance ou une série d'assurances telles que le coût de la protection sociale pèse moins sur le travail. Cela impose une révision très considérable de la fiscalité et des transferts sociaux, laquelle devrait sans doute être entreprise de façon harmonieuse et simultanée dans plusieurs pays si on veut que l'Europe garde une certaine unité. C'est un grand défi !

Bernard ESAMBERT - Sans revenir là-dessus, je ferais, d'un point de vue un peu différent, un autre constat. Presque partout dans le monde, il y a deux secteurs où se créent des emplois et un secteur où il s'en perd. Le secteur où il s'en perd c'est le secteur de la grande et moyenne industrie qui ne représente pas, soulignons-le, l'ensemble du secteur industriel. Les deux secteurs où se créent des emplois sont celui des petites et moyennes entreprises, industrielles ou pas, et celui des services, qu'il s'agisse de grandes, de moyennes ou de petites entreprises. Et les créations d'emplois, dans ces deux secteurs, sont rapides et importantes là où on a réussi à alléger le coût de l'emploi, charges sociales comprises, pour tenir compte de la compétition. Il convient donc, à mon avis d'encourager l'emploi dans ces deux secteurs, PME et services, grâce à une forme d'organisa-

tion sociale du travail telle que, charges sociales comprises, le travail coûte moins cher à l'entreprise - ce qui veut dire que l'Etat devra probablement combler la différence. Je ne suis pas personnellement favorable à la solution, que certains préconisent, de salaires de misère payés pour les jeunes, moyen le plus sûr de les dégoûter durablement de la vie de l'entreprise. Je suis pour le maintien d'un salaire minimum, y compris pour les jeunes de faible qualification. En contrepartie l'Etat, pour les salariés de ce niveau, déchargerait complètement les entreprises du poids des cotisations sociales.

Michel DRANCOURT - Je dirais qu'il faut aussi une évolution dans les mentalités. Il faut que les gens acceptent de payer les services. Prenons un exemple très banal : si on veut des services pour les personnes dépendantes et autres, on ne pourra y arriver uniquement à coup de "petits Smic". Il faut attirer des gens dans ce type de métiers, il faut que ce crée un marché. J'emploie souvent la formule : "il faut blanchir le travail noir". Pour avoir une idée du potentiel d'emplois qui existent aujourd'hui dans ce pays, il faudrait étudier objectivement le travail noir, non celui qui dissimule des formes scandaleuses d'exploitation (Turcs en ateliers par exemple), mais le travail noir "ordinaire", très répandu dans les provinces. D'évidence, ceux qui le font et ceux qui le paient y trouvent intérêt. Pour le "blanchir", il faudrait que les payeurs acceptent de payer un peu plus et que, sur ce marché, des entreprises aient la possibilité de s'installer et de fonctionner aux conditions indiquées par Bernard Esambert, c'est-à-dire notamment grâce à une modification du système des transferts sociaux.

Ce problème des charges sociales devient crucial. En principe, leur gestion est dite paritaire, c'est-à-dire qu'elle est officiellement l'affaire des partenaires sociaux. En fait, c'est une plaisanterie, dans la mesure où c'est tout de même l'Etat qui finit par payer, et qui a, de fait, la principale responsabilité en matière de gestion. Il faudra porter le fer dans ce système et revenir aux réalités. La Sécurité Sociale, dont on dit qu'elle est en déficit, n'a ni comptes d'exploitation ni bilans au sens classique du terme. La Sécurité Sociale a une comptabilité de tiroir-caisse qui n'est pas une comptabilité digne de ce nom. Les entreprises sont très soucieuses de cela et les politiques pas assez, ce qui ne facilite pas leurs rapports en ce domaine.

Bernard ESAMBERT - Les réformes liées du financement de la protection sociale et de la fiscalité supposent pour partie un transfert de charges des entreprises vers les ménages. Mais elles ne devraient pas être aussi douloureuses que certains le craignent : car, en permettant, grâce à l'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises, une réduction du chômage, elles accroîtront du même coup et les ressources fiscales et les recettes sociales.

Michel DRANCOURT - A cela s'ajouteront les gains résultant pour les organismes de Sécurité Sociale de l'indispensable amélioration de leur gestion.

MONDIALISATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Michel DRANCOURT - Mais il existe un autre domaine où de nouveaux rapports devraient s'établir entre l'Etat et les entreprises en raison de la mondialisation croissante de l'activité économique. Tout au long de l'interminable Uruguay Round - dont Bernard Esambert et moi avons suivi les péripéties à l'Institut de l'Entreprise -, nous avons déploré l'indifférence dans laquelle se déroulaient les négociations sur le GATT, et l'insuffisante coordination entre les administrations concernées et les entreprises, à la différence de ce qui se passait aux Etats-Unis sous l'impulsion de négociateurs responsables aussi combatifs et organisés que Clara Hill et Mickey Kantor. Le monde patronal en France était - il est vrai - au moins aussi divisé que les responsables politiques sur ce sujet. Nous avons mal manœuvré dans cette affaire. Heureusement qu'elle a pu être rattrapée in extremis.

Cela ne doit pas se reproduire. En raison des réalités mondiales, de la déréglementation croissante en matière commerciale ou financière, une réelle concertation doit s'établir entre Etat et entreprises. Aux Etats-Unis elle se pratique au travers de nombreuses Fondations, discussions, Associations, qui soutiennent ou ne soutiennent pas des politiques. En France, l'Institut de l'Entreprise a pu essayer de le faire mais cela reste quand même insuffisant, et j'estime que les organisations officielles, y compris le CNPF, devraient s'en préoccuper davantage et s'outiller en conséquence. La concertation ne devrait d'ailleurs pas se limiter au Gouvernement en place mais s'étendre aux responsables de l'opposition, susceptibles d'appartenir aux gouvernements futurs.

Bernard ESAMBERT - Tout à fait d'accord.

Quant à la mondialisation et à la déréglementation financières les capitaux ont connu par dessus les frontières des mouvements erratiques d'une rare violence chaque fois qu'une monnaie est apparue au bord d'une dévaluation ou d'une réévaluation, glissante ou brutale. Tant que ces mouvements ne concernent que la trésorerie des entreprises, on ne peut reprocher à leurs responsables d'en tenir compte et même d'en profiter, c'est un moindre mal. En revanche, quand ils conduisent à des investissements dans des pays où ils n'auraient pas dû aboutir ou à d'artificielles disparités de compétition, les conséquences peuvent être plus redoutables.

Que se passe-t-il en fait ? Il se passe qu'il y a effectivement, depuis la fin du système de Bretton Woods, des monnaies qui sont sous-évaluées par rapport au potentiel du pays qu'elles sous-tendent ou dont elles sont l'expression. Ceci est vrai en Asie du Sud-Est, a été vrai et l'est encore aux Etats-Unis. De ce phénomène, le Gatt n'a pas tenu compte - mais je crois que, désormais, grâce notamment à l'action de la France, ce sera l'un des thèmes majeurs des prochaines négociations.

Un deuxième élément de déséquilibre mondial tient au rôle un peu singulier du dollar qui n'obéit pas aux disci-

plines des autres monnaies. Je crois qu'à terme on va voir apparaître progressivement trois grandes monnaies qui fluctueront entre elles mais qui seront au centre de beaucoup d'autres monnaies lesquelles fluctueront autour de ces trois, mais dans des limites assez faibles. En Europe ce sera autour de l'Ecu - certains disent du Deutsche-mark, mais je préfère parler d'Ecu -. En Amérique du Nord, et même dans toute l'Amérique latine, ce sera autour du Dollar. Dans l'Asie du Sud-Est, ce sera autour du Yen, même si certaines monnaies de l'Asie du Sud-Est sont davantage indexées sur le Dollar que sur le Yen. Quand on en sera là et que, donc, la quasi-totalité des monnaies mondiales auront une corrélation assez forte avec une des trois monnaies-clefs, il restera à régler le problème de la fluctuation de ces trois monnaies-pivots entre elles, à créer une sorte de "serpent" entre Dollar, Ecu et Yen, pour aboutir à un système qui, de nouveau, sera gérable -comme l'a été pendant très longtemps le système de Bretton Woods. Voilà pour le très long terme ce que l'on peut espérer. Inutile de dire qu'on en est extrêmement loin.

Michel DRANCOURT - Extrêmement loin ? En fait, nous venons de nous référer à une expérience remontant à la seconde partie des années soixante et au début des années soixante-dix, donc relativement récente. Ayant repris dans mon livre l'histoire des cinquante dernières années, je me suis aperçu que ce qui pouvait sembler une perspective éloignée a fini par se produire dans des délais qui semblent aujourd'hui relativement brefs. Nous avons connu en cinquante ans des transformations formidables et nous en connaissons d'autres. Les choses peuvent évoluer lentement en apparence, et on se réveillera en l'an 2005 pour constater qu'elles ont profondément changé. On peut avoir de bonnes surprises.

Bernard ESAMBERT - Je voudrais ajouter que le "serpent" entre les trois grandes monnaies mondiales n'existera que le jour où les trois zones qui sont derrière ces monnaies auront des croissances quand même un peu moins disproportionnées. A partir du moment où les taux de croissance divergent de façon trop considérable, il est clair que les monnaies ne peuvent que flotter et

connaître des fluctuations relativement importantes et quelque peu erratiques entre elles.

Notons à cet égard que le dynamisme de l'Asie du Sud-Est se heurtera inévitablement un jour à des problèmes. Les pays qui s'enrichissent s'embourgeoisent et donc deviennent moins dynamiques. Dans quelques années ou quelques décennies, inéluctablement, cette neuve puissance économique s'affaiblira.

L'Amérique, en revanche, grande perdante de la compétition économique, ou plus exactement de la guerre économique qui a sévi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est en train de se réveiller grâce à l'Association de Libre-Echange Nord-Américaine (ALENA), peut-être aussi grâce aux pays d'Amérique Latine totalement réveillés, eux, depuis quelques années, à la surprise générale, après avoir dormi pendant des décennies.

Michel DRANCOURT - Grâce aussi au changement intervenu à l'intérieur même des Etats-Unis où, précisément, le développement des services se révèle incomparablement plus important qu'en Europe.

Bernard ESAMBERT - Reste l'Europe qui semble à la limite plus mal placée à long terme dans cette compétition. L'évolution de son PIB décroche aujourd'hui par rapport à celles respectivement constatées en Asie du Sud-Est comme sur l'ensemble du continent américain. La construction européenne économique et politique est difficile. Les pays de l'Est européen ne savent pas encore comment ils vont pouvoir se raccrocher à cette construction.

Bref le vrai challenge dans le monde va être celui de l'Europe. Celle-ci pourra-t-elle - et comment - reconquérir une position-clé alors qu'elle est le territoire économique le plus important du monde ?

(1) Ed. Odile Jacob, mars 1989. Cf. *France-Forum*, n° 256-257 d'Octobre-Décembre 1989. Voir aussi "Le Japon ou les paradoxes de la puissance" - *Débat avec Michel Drancourt et Jean-Marie Domenach* (F.F. n° 263-264 de Juillet-Septembre 1990).

Les livres de nos collaborateurs et amis

Le MRP et la construction européenne

sous la direction de Serge Berstein, Jean-Marie Mayeur et Pierre Milza

Ed. Complexe

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

par René PUCHEU

René Pucheu, dans cet article, fait part des impressions nées à l'occasion d'un voyage dans l'Est de l'Allemagne, organisé à l'automne 1993 par la Fondation Konrad Adenauer, et auquel ont participé deux collaborateurs de la revue et quelques membres de Clubs France-Forum.

Dès l'abord, souffrez une confiance. Quand, en 1992, démarra la campagne concernant la ratification du traité de Maastricht, j'osais faire part de mes états d'âme et d'une certaine perplexité à un leader politique de grande réputation. Pour lever mes hésitations que me dit-il ? Ceci :

"Oh, ne plaisantez point ! Si le "non" l'emportait, le chancelier Kohl serait lui-même emporté. Et, dès lors, ce serait l'aventure ! Où irait l'Allemagne ?"

Autrement dit, l'argument décisif en faveur du "oui" à Maastricht était, pour cet européiste inconditionnel, la peur de l'Allemagne !

A franchement parler, j'en restai abasourdi. Qu'au niveau de ce haut responsable la peur de l'Allemagne fût le seul argument incontournable me laissa coi, souffle coupé !

DE L'ALLEMAGNE DANS L'IMAGINAIRE

Rassurez-vous ! Je n'en défailis pas. D'autant qu'en vérité, ma surprise venait d'une grande jubilation. Cet argument, en effet, confirmait une petite idée qui s'est

imposée dans ma petite tête, depuis plusieurs années : l'Allemagne a, dans l'imaginaire français, une situation bizarre.

A plusieurs occasions, à des occasions très diverses - que ce soit lors d'une exposition de mode, que ce soit dans la presse sportive, dans la publicité etc - j'ai observé que l'image de l'Allemagne est une image "froide" - au sens Mc Luhanien du mot -, une image sans chaleur, plus impressionnante qu'attachante parce que, souvent, liée au métal - la Mercedes -, au béton, à l'organisation. Et cela, depuis très longtemps.

Dès les plus anciens catalogues de la *Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne*, devenue *Manufrance*. Oh, je sais ! Je sais ! Les experts en relations franco-allemandes, intellos et profs distingués, se rient de pareilles considérations. Ils ont tort.

A cette *ingrate image* s'ajoute le fait que l'Allemagne fait peur. Tellement peur que, à suivre sa présence dans les médias, on est tenté de diagnostiquer l'Allemagne comme obsession. A titre indicatif, voici un miniflorilège, aux hasards d'un effeuillage de la presse.

"L'encre de l'accord est à peine sèche que déjà... (l'Allemagne) n'a pas hésité, de façon unilatérale..." (Le Fig. éco. 02/01/1992), "Le patron de l'Aérospatiale... a sonné la charge contre la politique monétaire allemande" (Le Quotidien 14/01/1992), "Prenons garde... de ne pas avoir à nous incliner, comme dans les années 1930, devant de solides appétits de Berlin" (Le Monde

22/01/1992), "A Bonn, aujourd'hui, Paris est de peu de poids dès lors que sont en jeu des intérêts nationaux considérés comme essentiels" (Libé 27/01/1992), "L'Allemagne et ses démons... L'Allemagne démocratique vit un traumatisme sans précédent" (Courrier International 3-9/12/1992), "Les démons de la crise allemande" (Courrier International 4-9/11/93)...

La France n'est pas seule au monde à avoir peur, au demeurant. A en juger par cet article de *La Stampa*, publié sous le titre "Yalta 2". "L'Occident se met à genoux devant les Russes. Le mur renaît de ses cendres, reconstruit par nos peurs... En abandonnant l'ex-Yougoslavie à son sort, les Occidentaux ont devancé les désirs de Moscou et recréé le schéma de guerre froide. Avec un objectif inavoué : conjurer le cauchemar allemand..." sous-titre *Le Courrier International* (15-19/01/1994).

Halte ! Car on pourrait aligner les citations sur des centaines de pages ! En les martelant de *Bundesbank* par ci ! *Bundesbank* par là ! etc. Obsession regrettable ? Probablement. Si j'étais militant européen, je m'en inquiéterais. Peut-on construire une Union Européenne à partir d'une peur viscérale à l'encontre de l'une de ses composantes centrales ? Peut-on construire un "vivre ensemble" fondé sur l'intention d'encadrer voire d'enchaîner l'un des associés ?

En tout état de cause, l'obsession existe. Est-elle générée par une autre obsession ?

C'est ce que suggère Jean-Marie Guéhenno, dans son excitant essai sur "*La Fin de la Démocratie*" (Ed. Flammarion 1993) : "Notre difficulté à voir la France telle qu'elle fut réellement en 1940 nous gêne pour voir l'Allemagne telle qu'elle est réellement en 1993. La médiocrité française de 1940 nous empêche de voir la banalité allemande de 1993, et nous avons du mal à surmonter un complexe d'infériorité qui fausse la relation entre les deux pays".

Il y a du vrai dans ce point de vue. A une nuance près. A suivre l'évolution - ou, plus exactement, les évolutions - de l'image de l'Allemagne sur cent ans, l'on découvrirait sans doute que si, en 1914, elle ne suscite chez les Français aucun complexe d'infériorité celui-ci apparaît dès le milieu de la décennie 1930. Avant 1940, donc.

Cependant, on peut, aussi, prétendre que la situation faite à l'Allemagne dans la conscience française - et quelques autres - vient non d'un fantasme mais des choses qui sont ce qu'elles sont. N'est-ce pas ce que suggère Dominique Moïsi, Directeur Adjoint de l'IFRI, quand il observe que "l'Allemagne n'est pas assez grande pour être une super-puissance (mondiale), mais qu'elle est trop grande pour l'Europe" ? (cité de mémoire).

A lire ceci, on est tenté d'en revenir à Jules Romains, fût-ce dans un contexte très différent. Dans les *Hommes de bonne volonté*, Jules Romains écrivait dans les années 1930 : "Quant aux Allemands d'aujourd'hui, il fallait

avouer qu'ils formaient un voisinage incommode". *Incommode*, très intéressant ce mot.

Dans l'opinion et chez les responsables même, l'Allemagne ne serait-elle pas entre l'inconfort et la peur ? Il y a de cela, c'est certain.

INCERTITUDES POLITIQUES ET INCERTITUDES SOCIÉTALES

Incontestablement, ce "statut" de l'Allemagne dans l'imaginaire n'est pas prêt de finir. Actuellement une double série d'incertitudes le maintient voire le renforce.

Les incertitudes politiques. "Nous allons voter 19 fois en cette année 1994" aiment dire les Allemands. Ce qui ne veut pas dire que chaque citoyenne et citoyen votera 19 fois mais qu'il y aura 19 scrutins importants. Beaucoup de citoyens voteront quand même cinq fois, ce qui est déjà beaucoup.

Parmi ces consultations, deux seront spectaculaires : celle concernant les "nouveaux Länder" (ceux de l'ex-RDA) dont les Parlements sont soumis à renouvellement. Celle concernant (en septembre 94) le Bundestag dont dépendra l'attribution de la Chancellerie. A voir, fin novembre 1993, le nombre de personnalités qui se pressaient à l'Automobile Club, Place de la Concorde, pour écouter Rudolf Sharping, leader du SPD. Il était clair que, pour beaucoup d'experts et politiciens, le glas commençait à sonner pour la CDU.

Toutefois, les pronostics sont divers. D'aucuns prétendent (en ces derniers jours de janvier 1994) que, si le risque de défaite est grand, rien n'est encore joué et que le pire (pour la CDU) n'est pas sûr.

Au surplus, il ne faut pas majorer l'incertitude politique. Rudolf Sharping n'a jusqu'ici présenté, spécialement en politique internationale, aucune proposition bouleversante. Au point qu'il est, souvent, difficile de saisir en quoi et sur quoi son discours se distingue du discours CDU, au moins jusqu'ici. D'ailleurs étant donné la clientèle électorale dont il a besoin, étant donné que les politiques internationales ne se prêtent guère aux ruptures fracassantes, peut-il en être autrement ?

A l'évidence, comme souvent, les incertitudes politiques ne sont que l'écume d'incertitudes plus profondes. D'incertitudes "sociétales". L'Allemagne est en quête d'elle-même. Au temps du mur, elle s'était donné l'illusion de se trouver une nouvelle identité. Celle-ci s'est écroulée en même temps que le mur lui-même. L'Allemagne est, du coup, en *suspens*. Et, de ce fait, la configuration politique du territoire nommé Europe est, elle-même, un *suspense*.

Telle est, l'impression - j'écris bien : l'impression, avec ce que le mot implique de subjectivité et de fragilité - qui s'est imposée très tôt au cours d'un passionnant voyage, en novembre 1993, qui nous a mené de Berlin à Erfurt, en passant par Leipzig. Telle est aussi, l'impression majeure qui reste en mémoire.

DES BULLDOZERS, DES PELLES ET DES GRUES

Fantastique course de vitesse, en vérité, entre deux "acteurs" : la modernisation technologique et la montée des frustrations.

La modernisation technologique ? De la Potsdamer-Platz à Erfurt, elle donne le vertige !

"A votre gauche, le terrain appartient à Sony, à votre droite, il a été acheté par Mercedes pour construire...". Précisément, on est sur la Potsdamer-Platz, sous un ciel qui crachine et incline vers la nuit. Aux derniers jours de juin 1989, aucun site berlinois ne m'avait autant impressionné. Cette Potsdamer-Platz n'était qu'un terrain vague que l'on apercevait au-delà du "mur". Il y avait de quoi songer, face à cette béance au centre de Berlin, presque exactement à mi-distance entre Rotterdam et le "limes", à l'Est, séparant les sociétés imprégnées par les christianismes orientaux et les sociétés imprégnées par les christianismes occidentaux. De quoi effectivement être saisi de vertige !

Aujourd'hui, cet espace devient chantier. Et quel chantier ! La jeune guide, à l'esprit pétillant de fronde - il existe un esprit berlinois irrespectueux - n'en finit plus de nous égrener les "PROJETS". "PROJETS", "PROJETS", est un des mots à haute fréquence des discours de ce voyage.

Dans cet esprit : "Sur 7 hectares Daimler-Benz est le maître-d'œuvre du projet le plus ambitieux : tout un quartier, d'un coût de 10 milliards de francs réalisé par l'architecte Renzo Piano. Cette fourmillière mobilisera 30 000 ouvriers à partir de 1995. Pour ne pas paralyser Berlin, on va même ouvrir une gare spéciale qui servira aux transports de la terre et du béton". Bref, le chantier du siècle ("Capital", février 1994).

Ahurissement ! "Comment financeront-ils tout ça ?" se prend-t-on à songer. Il y a du Faust dans cette frénésie. Un dynamisme fantastique. Que l'on envie. On pense à ce mot de Churchill que nous cita un Allemand : "Les Allemands hésitent entre le doute et la mégalomanie". Encore qu'ici le doute paraisse exclu !

De quoi aussi être pris de panique. "Pourvu qu'ils ne ratent pas leur centre, leur Potsdamer-Platz !" Car, enfin, on est, en ce lieu, quasiment au milieu de l'Europe probable qui, si l'on en croit les experts a peu de chances d'atteindre l'Oural et beaucoup de s'arrêter, grosso modo, aux frontières entre la Pologne, la Biélorussie et l'Ukraine. Un raté, ici, serait dommageable pour l'esthétique urbaine de toute l'espèce humaine !

"Pendant vingt à trente ans, les grues continueront à tourner". Avec quelle volupté, quelle jouissance de créateur, il laisse tomber cette petite phrase, ce quadra, directeur de l'Agence d'urbanisme d'Erfurt qui, à longueur de rues, avait énuméré les projets de réhabilitation, de remodelage. "Projet", "projet" !... Ce mot, incessamment, martelé ! Quel désir de réalisation sourd en cet homme et en tant d'autres ici ! Désir qui ne jaillit pas d'un complexe de n'être pas "moderne" comme il nous arrive,

souvent, chez les managers français. Désir d'agir tout simplement. Probablement. Passion de "réaliser".

Impressionnante, en toute hypothèse. Et le regard de ce responsable, brillant du rêve de demain, ainsi que le bruit des pelles et des grues, me hantaient dans ces salons aux plafonds et boiseries de style Consulat - où Napoléon et Alexandre eussent pu, sans être dépayés, se faire des révérences sous l'œil narquois de Monsieur de Talleyrand, Prince de Bénévent -, où nous fumes restaurés, avec un service de grande qualité. Surprenante Allemagne, entre le bulldozer et l'exquise sensibilité et attention humaines. D'autant plus surprenante que, dans nos stéréotypes, les premiers cachent celle-ci.

Halte, je m'égare ! Une certitude : l'Allemagne est en chantier, l'Allemagne est un chantier.

FRUSTRATIONS ? OUI... CONFLIT DE CULTURES, AUSSI

Oui mais... le chantier prendra-t-il de vitesse les frustrations ? Au moins, les frustrations des "Essies" (Allemands de l'Est). Car personne ne nie que les frustrations sont vives. Déjà pointent de drôles de questions. Celle-ci, notamment : "Ne fallait-il pas le faire ?" A quoi, tel cet évêque luthérien, d'aucuns répondent : "La liberté, la fin de la frontière, nous l'avons voulu...". Et d'ajouter : "On avait imaginé qu'en six mois..."

Etonnante illusion ! Que de larges couches de la population y soient tombées, pas surprenant ! Pour sûr, les médias ont joué un rôle subversif, rien qu'en existant. Rien qu'en exhibant les images de la société de consommation : l'auto, la machine à laver, etc. Parmi les médias, la "pub", surtout, a été créatrice d'illusion. A longueur de séquences ne susurre-t-elle pas "qu'il n'y a qu'à acheter" et acheter à crédit pour disposer d'un bonheur tranquille.

Etonnante illusion ! Qui, après avoir provoqué la chute du mur, est en train de susciter les tensions, dans l'Allemagne réunifiée, entre l'Europe dite Occidentale et les autres Europes non moins.

Cependant, le plus étonnant, n'est-ce pas que cette illusion ait pu être partagée par les responsables "Ossies" ? Comment ces derniers ont-ils pu imaginer, sinon que six mois suffiraient, du moins qu'en deux, trois ans, quatre ans, le fossé entre Est et Ouest serait comblé ! En ce point de l'Europe, comme en bien d'autres points du monde, le grand fiasco des "Experts" ! Qui vont, aujourd'hui, soupirant pour se justifier : "Il existait seulement des diagnostics". Ce qui laisse à entendre qu'aucun scénario n'avait imaginé les approches et les voies de démarrage d'une Allemagne réunifiée ! Comme c'est bizarre !

Bien sûr, les frustrations ne vont pas jusqu'à pousser à dire : "On ne le referait pas si c'était à refaire". "Abandonner sa Volkswagen, personne ne le veut", avoue un évêque catholique. Quand même, quand même, il y a de la déception dans l'air...

Parmi les composantes de la désillusion : le chômage - 15,5 % dans l'ex-Allemagne de l'Est, en moyenne - 27 % à Apolde, en Thuringe. D'autant plus difficile à vivre, remarque un évêque luthérien, que *"dans un pays communiste, le travail est la valeur qui fait l'homme"*. Intéressant ! Encore que, dans la civilisation capitalo-bourgeoise, ce soit pareil. A ceci près que, dans celle-ci, le glissement vers la valorisation par la consommation et par le loisir est davantage amorcé.

Parmi les causes de ce chômage, d'aucuns retiennent l'énergique politique de privatisation des entreprises, menée par la Treuhandanstalt. Sur 13 000 entreprises à privatiser, il n'en reste plus que 470. Oui mais... 3 000 ont été liquidées. Et ce chiffre fait mauvais effet. Trop tôt pour évaluer le positif et le négatif. Du coup, la Treuhand est la cible de nombreuses critiques. Action *"sans transparence"*, dit un responsable catholique. Elle sert, souvent, de bouc émissaire.

Attention, néanmoins ! Il serait imprudent de réduire la malaise interne de l'Allemagne à des envies matérielles inassouvies ou même au chômage. Déjà, on lit : *"Forte croissance des Länder de l'Est... La tendance pour 1994 s'affirme. La production est-allemande augmentera de 7 % en 1994..."* (Courrier international 6-12/01/1994). Assurément, si ces prévisions sont confirmées - mais rien n'est moins sûr que des prévisions d'économistes, les prévisions météo mises à part ! - cette expansion ne gâtera rien. Reste qu'un pasteur quadra rencontré à Leipzig diagnostiqua : *"Le manque de confiance entre Allemands est un problème"*. Autant dire que le problème n'est pas réductible à une inégalité économique. Le conflit - car il y a un conflit - est bien plus, et probablement surtout, un conflit de culture.

Deux types humains se heurtent dans ces nouveaux Länder. Les hommes venus de l'Ouest - il y a du J.R. (de Dallas) en eux. Leur discours sur les habitants de l'Est est sans nuance et impitoyable : *"des assistés ! qui vivaient dans un régime où tout était garanti ! Qu'ils se prennent en main, sacre bleu !"* (c'est moi qui ajoute le juron).

Cette sévérité est souvent à la limite du supportable. Parfois, on en vient à penser : *"N'y a-t-il donc pas un communiste dans la salle ?"*

Elle manifeste la confiance sans faille de ce "type" humain dans son "modèle" économique qui, dans la vie individuelle et la vie collective réserve la plus belle part à l'économie et à la monnaie. De l'étoile Mercédès dominant Berlin à la puissance de la Bundesbank, il transparaît que l'identité Ouest-allemande s'est construite autour du *Deutschemark*.

On a pu prétendre que, des deux Allemagnes, "la plus révolutionnaire" fut la RDA et "la plus allemande", la "RFA" (A.M Le Gloannec) en ce qu'elle a tenté de réaliser "les valeurs qui, avant guerre, avaient été celles de la petite-bourgeoisie dont la classe ouvrière s'était inspirée". Bref, la révolution des années 1950, en RFA, est venue d'Amérique. Les hommes de l'Ouest sont fiers d'avoir choisi ce modèle. Et ils le font savoir !

Parfois, on tend à croire que la sacralisation du taux du Mark, que l'acharnement à exiger que Maastricht consacre le dogme de la stabilité monétaire, a sa source dans la mémoire malheureuse des années 1920-1930, des années de la République de Weimar. Certes !

Mais, en plus, il y a ce fait capital : l'identité nationale dans l'ex-Allemagne de l'Ouest s'est nouée autour du Mark comme valeur réelle et symbolique. Du coup, quand on découvre que *"la plupart des économistes (allemands) sont sceptiques sur les conditions de réalisation de la monnaie unique"* - et les propos du Dr Alfred Dregger dans ce numéro même vont dans ce sens -, il faut comprendre la portée de la réticence. Comment nouer une nouvelle identité allemande, le Deutschemark évanoui ? Tel est le défi. Enorme !

FACE AU MANICHÉISME DES J.R.

Sous ce discours dominateur et sûr de lui, l'homme de l'Est plie, parfois : *"Nous sommes très reconnaissants à tous ceux de l'Allemagne de l'Ouest qui nous ont aidés"*. Ce style est rare. Plus souvent, les "Essies" rejettent le manichéisme qui oppose les Allemands maîtres d'eux-mêmes et les Allemands assistés. Ils remarquent que la réalité, ne fut pas celle qu'"ils" disent *"dans l'ancienne RDA, la vie quotidienne n'était pas facile. Pour avoir une "bonne vie privée", beaucoup d'initiatives individuelles étaient nécessaires"*. Intéressant. Il faut souvent se méfier de ce que la "passivité" cache. Les sociologues de travail l'on découvert, voilà quinze à vingt ans. Les sociologues des loisirs sont en train.

Ils soulignent, aussi, contre ces hommes de l'Ouest, souvent cathos, qu'il y avait *"des valeurs socialistes qui étaient aussi des valeurs humanistes, conformes aux dix commandements"*. Enfin, ils rappellent ce *"déménagement permanent"* auquel a été soumis, en son âme et conscience, en ses faits et gestes, la population de l'ex-RDA - transbahutée de dix années de totalitarisme nazi en quarante années d'un système communiste qui connut plusieurs phases, à souplesse et rigidité variables. Pour déboucher, dans cet après 1989, où, comme le dit le pasteur "quadra" : *"Rien n'est comme avant... ni acheter ses petits pains, ni faire son testament"*.

Hallucinantes variations - au niveau de la vie la plus quotidienne - auxquelles l'"homme quelconque" a dû faire face !

Dans l'histoire de France, avons-nous connu des variations de pareille ampleur ? Des ruptures aussi radicales que celle vécue par les Allemands de l'Est en 1989 ? Pas certain !

Ruptures dans la vie de tous les jours. Ruptures institutionnelles - et dans les institutions les plus concrètes. Parlant du processus d'épuration ou de ce que, naguère, nous avons nommé ainsi -, le secrétaire du Groupe Parlementaire CDU, au Parlement de Thuringe, a ce mot : *"Il fallut trouver quelqu'un qui savait quelque chose de la justice"*. Impressionnant !

Oui, vraiment, quand avons-nous vécu l'identique ? En 1789 et après ? Pas sûr. Le Code Civil n'est que du Pothier revu et corrigé, de-ci de-là. Quant à l'Administration, cf. Tocqueville...

Le fond du problème : il est probable que les "paumés" se comptent par millions. Voilà pourquoi, "*on n'est pas content, mais on ne met pas en question la situation*" (encore le pasteur quadra).

Lassitude ? Lassitude ? Au moins à la base ? Si oui, jusqu'à quand ? Qui gagnera la course éperdue entre équipements et déception ? Surtout qui saura "re-liaison" les Allemands entre eux ? L'avenir de l'Allemagne n'est pas fonction de l'économie. La question du "vivre ensemble" relève de la politique. "*L'Allemagne existera*" affirme une responsable de la célèbre Treuhandanstalt. Ce n'est pas impossible. En attendant, l'Allemagne est en *suspens*, est un *suspense*. Elle est en quête d'elle-même.

L'ALLEMAGNE PEUT-ELLE SE TROUVER ?

Parions-le. A ce point, deux interpellations montent aux lèvres de plusieurs lectrices ou lecteurs.

L'une vient d'un esprit blasé et impertinent. Il lance : "Eh quoi ! l'Allemagne en quête d'elle-même ? Mais quand, donc, ce peuple s'est-il trouvé ? Pour demeurer à l'échelle des vivants d'à présent, voilà quelques années, vous nous auriez prétendu que les Allemands étaient en quête d'eux-mêmes à cause de leur énigmatique aventure des années 1930. Maintenant, vous nous annoncez que c'est à cause de celle des années 45-75. Cette "quête" perpétuelle ne fait-elle pas question ?"

A franchement parler, n'étant ni philosophe ni psychanalyste de l'Histoire, n'étant même pas spécialiste des faits et gestes de l'Allemagne, je n'ai aucune réponse à donner à cette question, révélatrice en tout cas du destin tourmenté et instable de l'identité allemande.

Je ne puis présenter que deux séries de constatations - qui justifient l'interrogation plus qu'elles n'y répondent.

Or donc, première constatation, à Berlin, à la fin de juin 1989, sous la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche ou presque, à l'extrémité du "Ku-Dam" on présentait aux touristes un film narratif l'histoire de Berlin. Evidemment, les années 30 donnaient lieu à acrobaties embarrassées. Une question m'avait hanté : "Un peuple peut-il vivre avec une mémoire malheureuse ?" A la même époque, une amie allemande nous avait livré cette remarque : "A Berlin, quand on se reçoit, on commence à parler de ce que l'on faisait avant-guerre". Ce comportement l'affolait, d'ailleurs. A tort, probablement.

En novembre 93, à la Treuhandanstalt (l'agence de la privatisation), on ne cache pas que l'immeuble qui l'abrite avait été celui du ministère de l'air, confié à Herman Goering. A Weimar, on ne dissimule pas que, dans ce somptueux hôtel de l'Elephant, fondé au XVI^e siècle, Hitler était venu et avait dû apparaître au balcon

pour être acclamé. Simplement, aussitôt après, l'on ajoute : "Nous devons intégrer cette partie de notre histoire".

A Weimar, il est vrai, on bénéficie de facilités pour manier la dialectique "culture-barbarie". On peut parier qu'en 1999, année où Weimar sera "ville culturelle européenne", les circuits touristiques inclueront Buchenwald - tout proche de Weimar - dans le voyage. Comment pourrait-il en aller autrement ?

Le notable est qu'une certaine distanciation fonctionnelle, due en partie au temps qui passe, aux générations qui s'en vont. Faut-il le regretter ? Le moraliste le peut. Le politiste doit être plus prudent. Il est loin d'être assuré que les peuples à mémoire honteuse soient des peuples sages et raisonnables.

C'est un fait, la mémoire allemande vogue vers la sérénité quant à ces années-là. En tous cas vers une certaine distanciation neutralisante.

Oui mais..., deuxième constatation, simultanément, voici l'Allemagne se déchirant sur la période de la guerre froide. Parce que, de la division de l'Allemagne, sont sortis deux types culturels à épousailles difficiles. Parce qu'également, il y a 6 000 000 d'enregistrements et de dossiers non détruits par la STASI. Qui posent d'énormes questions telle celle-ci : ce grand médecin qui, pour se tenir au courant des évolutions de la connaissance médicale et en faire profiter les malades devait suivre des congrès à l'étranger et n'obtenait les visas nécessaires que contre des informations, fut-il "*victime ou coupable*" ? Vertigineuse question !

Diaboliques institutions du totalitarisme. D'autant plus diaboliques que, sans se reproduire, elles continuent leur présence. Impressionnant, que ces fichiers ne soient décodables que grâce à seize anciens membres de la Stasi. Impressionnant que certaines autorités dont les évêques - semble-t-il - puissent obtenir des informations. On frémit des risques de dérapage !

D'autant que chacun sait que, si les fichiers sont ultradangereux dans les régimes totalitaires, ils ne sont pas rares et ne sont pas innocents dans les sociétés qui, pour être libérales, n'en sont pas moins "programmées", en plusieurs domaines.

Pas comparable ? A l'évidence ! Reste que, dans l'analyse sociétale, il faut se garder de comparer un "modèle" libéral "idéal" avec les "modèles" socialistes tels qu'ils furent. Il faut, toujours, se placer au niveau de l'existant. Faute de quoi, on succombe aux discours idéologiques.

Rigueur oblige !

Combien de temps ce virus venu des fichiers menacera-t-il les rapports humains dans ces nouveaux Länder ? Qui vivra verra !

Bref, à la question : "l'Allemagne n'est-elle pas vouée à être perpétuellement en quête d'elle-même ?", je ne sais que répondre. Je ne puis répondre. Qui le peut, au surplus ?

A BERLIN, L'EUROPE NE VA-T-ELLE PAS CHANGER ?

L'autre interpellation, annoncée plus haut, est lancée par un militant de la "Cause", de la "cause européiste" bien sûr ! Il demande : "Et l'Europe dans tout ça ?"

Deux réponses à cela.

D'abord la rassurante. Géographiquement, l'Allemagne est au milieu de cette partie des terres émergées appelée, par les uns et par les autres, Europe. Dès lors, "penser Europe" est naturel, en Allemagne. D'ailleurs, l'idée européenne est beaucoup plus ancrée dans la culture politique allemande que dans la culture politique française.

Sans vouloir jouer les Joseph Hours, c'est vrai qu'avant que l'Allemagne soit, le Saint Empire fut. Et qu'il fut la première esquisse d'une entité politique européenne. Ce que ne fut jamais le royaume de France qui, au demeurant - l'épisode napoléonien mis à part - n'y prétendit jamais. Le maximum d'européisme des Rois de France fut le Traité de Westphalie. Auquel il ne faut pas trop jeter la pierre, d'ailleurs.

Ainsi, dans les nouveaux Länder comme ailleurs, on dit : "Europe". D'autant que la difficulté de l'Allemagne - déjà signalée - à se définir une identité, la porte à rêver de s'accomplir en une certaine Europe. Oui mais... pas forcément à une Europe à la Jean Monnet.

Précisément, à Berlin, on dit : "Berlin est la capitale de l'Allemagne". Et on le veut. Même si certains s'effarouchent du coût. On ajoute aussi : "A Berlin, nous sommes à soixante-dix kilomètres de la Pologne". On précise, enfin, à Berlin, à Leipzig, à Erfurt : "L'Europe n'est pas seulement définie par l'Europe de l'Ouest".

A Berlin et dans les nouveaux Länder, il est évident que le transfert des organes gouvernementaux à Berlin ne sera pas sans conséquence. En s'installant dans les meubles de l'Empire, la République allemande renouera

le fil de la continuité étatique. Comme l'installation de la République française dans les palais des rois fit des jacobins les continuateurs de la monarchie. Si on n'échappe pas à l'Histoire, on échappe encore moins à la géographie.

Le retour du gouvernement allemand à Berlin ne pourra que valoriser cette présence de l'Est Européen dans la politique allemande. D'autant que les liens ou les habitudes prises par les populations de l'ancienne RDA les auront entraînés à regarder vers ces voisins. Sans compter les traditions millénaires. La Mittel Europa, ça a existé. C'est même là que l'on a commencé à rêver à une "Europe".

A Berlin, à Leipzig, à Erfurt, impossible de ne pas sentir que le paysage bouge et que les regards changent. On entend dire : "Les Allemands ne comprennent pas qu'une Allemagne plus grande a des responsabilités nouvelles, agrandies" (qu'elle devra participer aux opérations de l'ONU, envisager un siège au Conseil de Sécurité).

Et, aussi "les Français ont du mal à comprendre que le rôle de l'Europe a changé".

Ça va loin tout ça. Avec cette poussée vers l'Est européen émerge une nouvelle Europe du futur - à espace très différent de ce que l'on a nommé "l'Europe", en France entre 1950 et 1990. L'Union Européenne a des airs de corset étriqué à la lumière de cette Europe en genèse dont la chute du mur et les autres gigantesques modifications au centre et à l'est du continent européen sont porteuses. De Berlin, les gouvernements allemands ne verront pas l'espace européen pareillement que de Bonn. Les humains restent des êtres incarnés, enracinés. Donc, leur regard est fonction du lieu où ils cogitent et décident.

Et l'Europe dans tout ça ? L'Europe comme l'Allemagne... *suspense* !

René PUCHEU

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent son effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 150 F.

France-Forum, 133 bis rue de l'Université, 75007 Paris
Numéros spécimens gratuits sur demande

UN POINT DE VUE ALLEMAND : L'ÉTAT-NATION A-T-IL ENCORE UN AVENIR EN EUROPE ?

par Alfred DREGGER

Depuis quelques mois, construction européenne et coopération franco-allemande qui, de toutes façons, ne peuvent progresser ou régresser que de pair, ont eu à relever le défi d'une crise multiforme - récession et chômage, conséquences diverses de la réunification de l'Allemagne, destruction partielle du Système monétaire européen, impasse persistante dans l'ex-Yougoslavie, réticences croissantes des opinions à l'encontre de nouveaux développements européens dans la ligne de Maastricht... Même si les négociations du GATT et leur heureuse conclusion ont incontestablement ressoudé l'Union européenne et le couple franco-allemand et démontré l'utilité d'une Europe unie, les difficultés sont loin d'avoir disparu, en particulier celle qui les explique et les résume toutes : est-il possible - et comment - de sauvegarder simultanément et de faire vivre ensemble ce à quoi les peuples d'Europe viennent de manifester qu'ils sont indéfectiblement et indivisément attachés, à savoir leurs Etats-nations respectifs et l'Union européenne ?

Parmi les réponses données à cette question essentielle, celle du Dr Alfred Dregger nous a semblé présenter un intérêt exceptionnel, tant par son contenu qu'en raison de la personnalité de son auteur. Né en 1920 cet homme politique chevronné a exercé des responsabilités de premier plan au sein de la CDU (le parti du chancelier Helmut Kohl), dans le Land de Hesse d'abord, au niveau fédéral ensuite. Membre du Bundestag, à Bonn, depuis 1972, il en a présidé, de 1982 à 1991, le groupe parlementaire CDU-CSU.

Nous le remercions d'avoir bien voulu nous autoriser à reproduire ici de larges extraits :

*- du discours qu'il a prononcé, le 25 septembre 1993, au Centre d'étude Weikersheim à Volkersberg (RFA),
- et de son commentaire de l'arrêt du 12 octobre 1993 de la Cour Constitutionnelle Fédérale de Karlsruhe, qui a déclaré le Traité de Maastricht compatible avec la Loi Fondamentale de la RFA, permettant dès lors au Bundestag, quelques jours plus tard, de ratifier enfin ce Traité.*

Certaines des idées exposées surprendront peut-être des lecteurs français. Elles aideront en tout cas à mieux

comprendre notamment ce que généralement les Allemands entendent par "fédéralisme" - très différent du sens que les Français donnent à ce concept, ce qui satisfèra sans doute beaucoup d'entre eux -, mais aussi les raisons de leur réticence invétérée à voir un jour le Deutschemark remplacé par l'Ecu. Et, surtout, le Dr Alfred Dregger dans la 5^e partie de sa conférence, éclaire de façon saisissante pour l'Allemagne, les raisons de s'ancrer à l'Union européenne et la portée historique du choix initial opéré en faveur de cette politique par le chancelier Konrad Adenauer.

Je voudrais, si vous le permettez, présenter d'emblée les conclusions de mon analyse : **L'Etat-nation et l'Union européenne ne constituent pas une antinomie ; ensemble ils constituent le modèle de l'avenir.**

1 - POUR UNE EUROPE DES PATRIES UNIES

Jusqu'à Maastricht, les partisans de l'Europe unie - et j'en suis - réclamaient "plus d'Europe". Cependant, la forme finale que devait prendre l'Europe était loin d'être définie.

De ce fait, la politique de la construction européenne demeurait pour l'essentiel incontestée, chacun pouvant imaginer l'Europe à sa guise. Ce n'est plus possible désormais. Avec le Traité de Maastricht, nous nous trouvons à la croisée des chemins.

A l'évidence, la CEE s'efforce de dépasser son statut de pure communauté économique. Elle se développe pour devenir une Union politique, dont les structures restent toutefois à définir. Il nous faut désormais ouvrir le débat et la controverse à ce sujet, ce qui est possible - parce que le Traité de Maastricht laisse un grand nombre de questions ouvertes - et nécessaire - parce que la plupart de ses dispositions concernent l'avenir et doivent sans cesse être révisées à la lumière de l'évolution réelle, et adaptées aux exigences futures.

...L'Europe, telle que je l'imagine et dont je me fais l'avocat depuis des années, est une Europe qui sauve-

garde la diversité de ses nations et groupes ethniques, tout en organisant leur coopération.

De Gaulle parlait de l'«Europe des patries». Je reprends volontiers cette expression tout en y ajoutant un aspect important. Je parlerais, en effet, de l'«Europe des patries unies».

Dans cette Europe, les Etats-nations ne sont ni abolis ni vidés de leur substance et réduits au simple folklore : toute tentative en ce sens serait vouée à l'échec. Les Etats-nations conservent leur rang et leur dignité ; ils sont appelés à coopérer, autant que nécessaire, pour accomplir les tâches qui ne peuvent être maîtrisées qu'ensemble.

Naturellement, il y aura à l'avenir... des divergences de vues et d'intérêts entre les nations européennes ; mais pas d'inimitié. Leurs relations futures seront caractérisées par la compétition sans guerre et la coopération étroite et institutionnalisée ; après un millénaire de guerres fratricides européennes, une vision grandiose, me semble-t-il.

Je suis convaincu que cette vision de l'Europe, qui met en valeur l'autonomie des nations tout en soulignant ce qu'elles ont en commun, rencontrera, plus que toute autre solution centraliste, l'adhésion des peuples européens. Mais, pour perdurer, l'Union doit reposer sur une large adhésion des nations. De courtes majorités de hasard, à l'instar du référendum français, ne sont tout simplement pas suffisantes.

Définissant les objectifs de la politique européenne, certains ont parlé d'«Etats-Unis d'Europe» ou d'«Etat fédéral européen». Cette idée ne rencontre plus désormais l'adhésion du Chancelier fédéral. Je m'y suis moi-même opposé dès le début. Le concept d'«Etats-Unis d'Europe» pourrait conduire à une interprétation erronée, selon laquelle les structures de l'Europe unifiée devraient être calquées sur le modèle américain, qui met l'accent non pas sur les divers Etats mais sur l'Etat centralisé.

Ceci est possible aux Etats-Unis, les divers Etats ne constituant que de simples unités administratives. En Europe, chaque Etat incarne une culture nationale, au prestige mondial pour certaines. Laisser les cultures nationales se fondre dans un Etat européen, comme d'aucuns le préconisent, constituerait une grande perte non seulement pour les pays concernés mais pour le monde entier.

La France en particulier, qui fut avec l'Allemagne la locomotive du processus d'unification européenne et qui, je crois, le sera aussi à l'avenir, n'a certainement pas l'intention de sacrifier son identité. La France sera toujours la France, l'Italie toujours l'Italie et la Grande-Bretagne toujours la Grande-Bretagne. L'Allemagne restera l'Allemagne, et je ne le regrette certainement pas. Ceci est valable aussi pour les petits Etats membres. Leur sentiment national est toujours vivace. Nous, Allemands, devrions garder cela présent à l'esprit lorsque nous formulons des propositions pour l'organisation de l'Europe.

...Qu'est-ce qui a permis, au cours de son histoire, les réalisations extraordinaires de l'Europe dans les domaines politique, économique et culturel ?... Avant tout,... la compétition d'unités étatiques petites et moyennes.

Certes, cette compétition a engendré l'aspiration à la suprématie et donc des guerres, et portait en soi le germe de la destruction. Bannir ces menaces pour l'avenir, telle doit être notre tâche première et je crois que nous y sommes largement parvenus, tout au moins dans l'Europe de la Communauté européenne.

Mais, sans compétition, l'Europe perdrait une grande partie de son dynamisme. La compétition a permis l'épanouissement intellectuel et la prospérité économique. En même temps, la compétition a été le terrain nourricier dont devaient naître la démocratie et les droits des citoyens.

Ainsi, à partir du siècle des Lumières, se constituent les fondements proprement dits de l'ordre démocratique et libéral moderne en Europe : la bourgeoisie, en tant que communauté des hommes libres sur lesquels repose l'Etat et qui lui donnent forme et contenu.

En revanche, il est plus facile d'instaurer la dictature et de violer les droits de l'homme dans un grand Etat centralisé que dans un ensemble de petites unités politiques, où le citoyen peut comparer et, si nécessaire, s'engager sur une autre voie.

Si nous construisons maintenant l'Europe unie, il faut se rappeler ces traditions. Nous devrions veiller à ce que l'Europe puisse rester avant tout européenne. Ceci empêche l'émergence de grands empires centralistes. L'Europe n'en a jamais connu.

Le Saint-Empire romain germanique était tout le contraire. C'était un ordre juridique et de paix, au sein duquel des principautés laïques et ecclésiastiques et des villes libres de l'Empire conservaient leur statut et leur indépendance. Ce n'est pas l'Etat centraliste puissant des 19^e et 20^e siècles mais plutôt l'exemple que constituent dans l'histoire le Reich antérieur et son ordre juridique et de paix qui influence ma représentation de l'Europe.

Le moyen le plus efficace pour préserver l'unité dans la diversité et empêcher une Europe centraliste est de limiter au minimum nécessaire les tâches accomplies au niveau européen et d'appliquer systématiquement le principe de subsidiarité, concept dérivé de la doctrine sociale catholique, selon lequel la petite unité prime l'unité plus grande.

A l'instigation des Allemands et des Britanniques, ce principe a été concrètement défini dans un article du Traité de Maastricht. La clause de subsidiarité du Traité fait obligation aux niveaux supérieurs d'apporter la preuve que leur action est requise.

Qu'il soit difficile, néanmoins, d'imposer ce principe dans la pratique s'explique aussi par le fait que les fédéralistes authentiques, et donc les adeptes de la subsidiarité,

se trouvent surtout dans certains Etats successeurs du Saint-Empire romain germanique.

Ce sont, à côté de la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, qui est aussi une République fédérale, la Confédération helvétique et jusqu'à un certain point la Belgique.

Tous les autres Etats européens - du moins depuis le 19^e siècle - sont dotés d'une structure essentiellement centraliste ; il leur est donc difficile d'adhérer dans les questions européennes à ce concept de fédéralisme et à la subsidiarité.

matière de *droit d'asile* (et, en France, la révision constitutionnelle permettant l'application des accords de Schengen) la voie semble ouverte, dans un secteur important, à ce transfert de compétences...

...La tragédie dans l'ex-Yougoslavie illustre la nécessité urgente de mettre en œuvre une *politique étrangère et de sécurité européenne commune*.

Dans le conflit yougoslave, les membres de la CE n'étaient pas même d'accord sur l'appréciation des événements. Ils n'ont pas répondu au défi par une politique commune qui, j'en suis fermement convaincu, aurait empêché la guerre ou l'aurait au moins endiguée dans sa première phase, mais ont réagi par des positions divergentes et confuses dictées par de prétendus intérêts nationaux.

Les spectres funestes du passé avaient resurgi. On avait l'impression, parfois, que certains pays s'orientaient en fonction des alliances de la guerre mondiale, et non pas de l'objectif visant à imposer conjointement un ordre de paix européen dans notre voisinage immédiat.

Les Américains se sont largement tenus à l'écart, laissant aux Européens le soin de résoudre eux-mêmes le problème.

Mais l'Europe a failli, à la fois politiquement et moralement. La vieille même règle a toujours cours : ceux que les Américains ne protègent pas demeurent sans protection. C'est une preuve de l'incapacité de l'Europe et, vu notre situation précaire au milieu de l'Europe, un avertissement surtout pour nous, Allemands : gardons-nous de négliger l'Alliance avec les Etats-Unis.

Il ressort de cette analyse qu'il nous faut deux choses :

- une Union européenne capable d'agir en matière de politique de sécurité, et des relations particulièrement étroites avec la France.

- une Alliance nord-atlantique, politiquement non affaiblie et axée sur les tâches nouvelles, et des relations particulièrement étroites avec les Etats-Unis.

Le Traité de Maastricht fixe l'objectif d'une Union de sécurité européenne, mais celui-ci n'est pas encore réalisé. L'Union de l'Europe occidentale (UEO) déjà en place doit être développée pour devenir le bras armé de l'Union européenne. Elle serait ainsi l'instrument principal d'une politique de sécurité européenne commune.

Parallèlement, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Alliance entre l'Europe et l'Amérique du Nord, doit être renforcée. Nous devrions établir avec Washington une relation étroite basée sur l'information et la coopération mutuelles, à l'instar de celle qui s'est développée, il faut s'en réjouir, avec Paris. Cette idée ne sera peut-être pas accueillie favorablement par la France ; elle correspond cependant non seulement aux intérêts allemands mais aussi, en dernière analyse, aux intérêts européens. Ce serait grave si l'Alliance nord-atlantique, qui a assuré notre survie durant la guerre froide et a rendu possible le tournant historique ouvrant

*Konrad Adenauer vers 1949,
date de son option historique pour l'Ouest*

2 - POUR UNE CLAIRE RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE L'UNION, LES NATIONS ET LES RÉGIONS

...Les Etats de l'Union européenne ne sont plus en mesure de faire face individuellement aux problèmes de l'immigration, de l'asile politique ou de la sécurité intérieure, qu'il s'agisse de trafic de drogue, de terrorisme ou de criminalité organisée. Ici s'impose d'urgence une action commune européenne... sur une base permanente et institutionnelle : l'Union européenne doit être dotée de compétence propres dans ces domaines.

Avec l'adoption au Bundestag du compromis en

la voie à l'unification de l'Allemagne et de l'Europe, devait éclater avant que ne soit établi, conjointement avec la Russie et les autres Etats successeurs de l'Union soviétique, un ordre de paix stable dans toute l'Europe.

Considérons en effet que :

- La Russie demeure une puissance mondiale nucléaire et est, depuis le 18^e siècle déjà, la puissance militaire la plus forte en Europe. Les forces nucléaires de la Russie sont intactes, voilà les faits ; ses forces conventionnelles, bien que numériquement réduites, doivent toujours être prises au sérieux.

- La Russie ne deviendra à terme une puissance pacifique et démocratique que si les réformes actuelles aboutissent : or leur résultat est incertain.

- Dans l'ensemble, la situation sur le territoire de l'ex-Union soviétique est actuellement si chaotique que nous devons rester vigilants et capables de nous défendre.

En même temps, nous devons aider la Russie et les autres Etats successeurs de l'Union soviétique afin de leur donner au moins une chance de résoudre leurs problèmes politiques et économiques. La Russie reste importante ; fait à ne sous-estimer en aucun cas.

Voici l'erreur, tragique peut-être, du Traité de Maastricht : il ne met pas l'accent sur la création de compétences communautaires dans les domaines où les Etats-nations ne sont plus capables d'agir individuellement - celui surtout de la sécurité intérieure et extérieure - mais plutôt sur le projet audacieux de l'*Union monétaire* dont les conditions sont encore à réaliser.

Aussi longtemps que la productivité des économies européennes accusera des écarts aussi importants que ceux que nous connaissons, il faudra s'en tenir au Système monétaire européen (SME), en respectant toutefois la flexibilité prévue à l'origine.

S'il reflète les conditions du marché, et si les réalignements ou fixations de nouveaux taux de change sont autorisés et régulés en fonction des changements des données économiques, il pourrait être l'instrument d'une saine compétition des monnaies européennes permettant ainsi leur stabilité. Malheureusement, c'est au phénomène contraire que nous avons trop longtemps assisté avant le dernier réalignement qui, lui, a été provoqué par les marchés. Au lieu de tenir compte des forces du marché, on s'est efforcé d'éviter toute modification des taux de change, bien souvent pour des raisons de prestige.

Les fortes turbulences monétaires en furent la conséquence. Elles devraient avoir montré clairement que, tout comme la démocratie ne peut être menée contre le peuple, on ne peut mener l'économie de marché contre le marché. Ceci ne vaut pas seulement pour la politique économique mais aussi pour la politique monétaire. Aussi longtemps que les divergences de productivité économique subsisteront dans la CE, il serait nuisible pour tous de leur imposer le corset rigide des taux de change fixes.

La décision récente de laisser flotter les cours avec de larges marges de fluctuation est une mesure de dégagement, comme Theo Waigel l'affirmait à juste titre, qui n'a bénéficié en aucun cas aux spéculateurs internationaux mais a permis aux banques centrales des Etats membres d'assumer leurs responsabilités face à leurs économies nationales. Cette responsabilité appelle des solutions divergentes parfois, y compris entre les Etats jouissant d'un degré comparable de stabilité. La France, dont le problème principal est le chômage et non la stabilité monétaire, souhaitait une plus forte baisse des taux d'intérêt. Pour l'Allemagne en revanche, où le rétablissement de la stabilité monétaire était d'une importance primordiale, la baisse des taux d'intérêt devait rester limitée.

La libération des cours avec de larges marges de fluctuation ne signifie pas et ne doit pas signifier la fin de la coopération en matière de politique monétaire en Europe. Mais cette coopération doit être suffisamment flexible pour tenir compte des évolutions différentes des économies nationales en Europe, et les compenser.

Pour nous, Allemands, la question monétaire revêt une grande importance politique et surtout électorale. Le Deutschemark n'est pas seulement une monnaie mais aussi un symbole national - et nous, Allemands, n'avons plus beaucoup de symboles. Il est l'expression du redressement économique et social de l'Allemagne après les dévastations de la Seconde Guerre mondiale. Il serait politiquement irresponsable de renoncer au Deutschemark avant de s'assurer, sur tous les plans, qu'il peut être remplacé, sans dommages pour notre pays et pour l'Europe, par une monnaie européenne. Cela signifie qu'il faut s'en tenir aux critères de stabilité fixés à Maastricht. Le gouvernement fédéral y est résolu, même au prix d'un ralentissement inévitable du processus.

Cette position du gouvernement fédéral est conforme non seulement au texte du Traité mais également aux exigences de la politique monétaire.

A mon avis, ce serait une erreur d'instaurer une Union monétaire limitée à la France, l'Allemagne et aux Etats du Benelux. Elle risquerait non pas de rapprocher mais plutôt de diviser l'Europe et d'opposer des obstacles supplémentaires au développement de liens plus étroits entre l'Europe occidentale et les Etats de l'Europe centrale et orientale, ce qui pourrait être désastreux pour l'avenir de l'Europe dans son ensemble.

3 - QUELLES LIMITES GÉOGRAPHIQUES ASSIGNER A L'EUROPE ?

...Lorsque je parle de l'Europe, je pense à l'Europe dans son ensemble, pour autant qu'elle se rattache à l'Occident de par sa culture, son histoire et son autodéfinition. Je songe, en plus des 12 Etats actuels que compte la CE, aux Etats scandinaves et à l'Autriche, ainsi qu'aux pays post-communistes de la Baltique en passant par la Pologne, la République tchèque, la République slova-

que, la Hongrie, la Slovénie et la Croatie. Si nous construisons maintenant l'Europe unie, nous ne pouvons laisser ces Etats à l'écart.

En même temps, nous devons développer des relations étroites avec la Russie, l'Ukraine, le Bélarus et avec les Etats asiatiques successeurs de l'Union soviétique. Ceci ne peut pas se faire par l'intégration de ces pays dans l'Union européenne - la Russie est trop grande pour cela, personne ne tient à partager sa pièce avec un géant - mais plutôt par l'établissement d'une coopération étroite bilatérale et multilatérale au sein du Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord, de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) et, dès que les conditions seront remplies, au sein du Conseil de Sécurité des Nations unies.

L'objectif premier doit être l'adhésion de l'Autriche et des Etats scandinaves à la CE. Une mise en garde s'impose : ne retardons pas l'adhésion de ces pays par une prise en considération insuffisante de leurs intérêts spécifiques liés en partie à leurs positions géographiques différentes.

Nous avons besoin de ces démocraties éprouvées, avec leur efficacité économique et les liens noués au cours de l'histoire (entre la Scandinavie et les Etats baltes et entre l'Autriche et les Etats de Visegrad : Hongrie, République slovaque, République tchèque et Pologne d'une part et la Slovénie et la Croatie d'autre part) si nous voulons faire face à nos responsabilités vis-à-vis des pays post-communistes de l'Europe centrale et orientale.

Comme je l'ai déjà dit, les pays de l'Europe centrale et orientale doivent se voir accorder un statut d'observateur au sein de l'UEO. Ceci favoriserait également leur développement économique, car sans sécurité il n'y a pas d'investissement. Le mieux serait naturellement que ces Etats fassent partie de l'OTAN comme ils le souhaitent.

Aujourd'hui, l'histoire nous offre la chance de rapprocher ces Etats de l'Occident auquel les rattachent leur autodéfinition, leur histoire et leur culture. Cette chance nous sera-t-elle encore donnée d'ici deux ou trois ans ? Cela est incertain. Aussi me semble-t-il erroné de différer cette décision en invoquant la nécessité d'approfondir la CE en un premier temps et de l'élargir seulement par la suite.

On se demande si les Etats baltes, en dépit de leur situation exposée, devraient bénéficier du même statut que celui prévu, par exemple, pour les Etats de Visegrad. Le fait que les Etats baltes, en violation du droit international, aient été annexés en 1941 par l'Union soviétique sur la base d'un accord conclu entre Staline et Hitler ne devrait pas s'y opposer. Ou bien la nouvelle Russie respectera la souveraineté de tous ses voisins, y compris celle des petits Etats, ou bien la sécurité de tous se trouvera menacée.

4 - QUEL RAPPORT EN DÉFINITIVE ÉTABLIR ENTRE L'ÉTAT-NATION ET L'UNION EUROPÉENNE ?

L'Europe et l'Etat-nation sont parfaitement comptatibles

Le 13 septembre 1993, au Congrès de la CDU à Berlin, le chancelier fédéral déclarait qu'il était ridicule d'affirmer que la nation et l'Europe constituaient une antinomie. L'amour de la patrie n'a rien à voir avec le chauvinisme...

Pour ma part, j'ajouterai encore que l'Etat-Nation moderne ancré dans l'Union européenne diffère de l'Etat-nation du 19^e et de la première moitié du 20^e siècle qui, lui, était complètement autonome. En effet, l'ancien Etat-nation avait surtout pour objectif de se réaliser, sans se préoccuper de ses voisins, sans se préoccuper de l'Europe et du reste du monde.

Il en résulta une anarchie entre les Etats, des guerres terribles et insensées entre les peuples qui, des systèmes d'armes de plus en plus dévastatrices y aidant, culminèrent dans des guerres totales et qui ont entraîné jusqu'à nos jours meurtres et expulsions en masse, épurations ethniques et autres crimes.

Le nouvel Etat-nation s'insérant dans une Union d'Etats garde son autonomie mais il transfère certaines de ses compétences à l'Union et s'engage autant que nécessaire à établir avec d'autres Etats une coopération institutionnalisée. Aussi ne peut-on que qualifier d'absurdes les polémiques actuelles s'en prenant, au nom de l'Europe, au nouvel Etat-nation.

Il faut laisser se développer la coopération et la confiance entre les peuples et les Etats européens. Il ne saurait être question de les imposer. Nous n'en sommes encore qu'au tout début, le référendum français sur l'Europe en a fourni la preuve. Pour justifier leur point de vue, partisans et adversaires du Traité ont invoqué chacun la puissance de l'Allemagne, les premiers affirmant que le Traité de Maastricht enserrerait une Allemagne sinon trop puissante, les autres qu'il serait la base même de l'hégémonie de l'Allemagne sur l'Europe.

Hâtons-nous doucement... L'unité allemande n'a pas pu être réalisée de force, cela est vrai à plus forte raison pour l'unité de l'Europe. La politique qui doit nous mener à l'unité de l'Europe doit adopter une cadence propre à ne pas susciter la méfiance mais à faire croître la confiance réciproque. Où en sommes-nous exactement ?

Un grand nombre de citoyens se sentent dépassés par la discussion sur Maastricht. Ils se voient confrontés à des orientations incisives auxquelles ils n'étaient pas préparés. Ceci s'explique aussi par le fait que jusqu'ici la politique européenne n'a pas été discutée de manière suffisamment controversée. Un retard qu'il faut maintenant rattraper. En démocratie, l'information résulte du heurt des points de vue que ne sauraient remplacer des brochures distribuées par les autorités. Si ce débat n'a pas eu lieu, cela est certainement dû aussi au fait que justement l'opposition n'a pas, à ce sujet, manifesté d'opposition.

La démocratie représentative ne peut fonctionner que si les citoyens ont le sentiment d'être représentés par leurs députés

Ce qui, dans le cas des députés du Parlement européen, n'est vrai que dans une mesure très limitée, pour des raisons ne leur étant d'ailleurs pas imputables.

Même les citoyens qui s'intéressent à la politique ne connaissent guère le nom des députés européens élus dans leur région... Au Parlement européen, les députés ne représentent pas de circonscriptions électorales comme c'est le cas au Bundestag ou dans les Diètes régionales. Parce qu'elles seraient inévitablement trop grandes, elles seraient difficilement praticables.

Ceci prouve qu'il y a des limites au possible dans un système représentatif. L'Europe est trop grande pour un tel système.

Pour les affaires européennes, le Parlement européen ne saurait donc à tous égards remplacer les Parlements nationaux

...Il nous faut donc veiller à empêcher la confrontation et à assurer la coopération entre ces deux niveaux.

Pour cela, il faut que les Parlements nationaux soient appelés à participer aux décisions européennes importantes, et c'est pour cette raison que je réclame depuis un certain temps déjà un accord de base apportant une solution adéquate et praticable en cette matière.

A Maastricht, une révision du "Traité sur l'Union européenne" a déjà été convenue pour 1996... A mon avis, cette révision devrait aussi avoir pour objet de démarquer les compétences de l'Union européenne et des Etats membres et de préciser quelles institutions doivent participer au processus de décision européenne...

Dans une Europe organisée, non pas sous forme d'un Etat fédéral mais d'une Union d'Etats, l'organe suprême sera comme par le passé le Conseil (le Conseil des ministres) et plus particulièrement le Conseil des Chefs d'Etat et de gouvernement, car, au sein de cette institution, les acteurs sont les Etats membres.

Celui qui doute que cette solution soit la bonne doit se rappeler qu'il existe bel et bien un peuple américain mais qu'il n'existe pas de "peuple européen".

En Europe, on compte des peuples divers. Tant qu'il en sera ainsi, l'Europe ne saurait devenir un Etat, pas même un Etat fédéral.

Les Etats européens, dont les peuples ne parlent pas la même langue, se sont constitués au cours des siècles et reposent sur des structures très distinctes.

Ainsi l'harmonisation est impossible dans certains domaines de l'ordre étatique. Transférer, par exemple, la législation allemande en matière de sécurité sociale à d'autres pays européens est chose impossible.

Telle est la réalité : l'ignorer ne serait pas de bonne politique. Cette réalité s'oppose à la construction d'une

Europe fédérale mais elle ne s'oppose pas à l'Europe unie.

Pour toutes les questions relevant des compétences européennes et qui touchent directement les citoyens, ceux-ci doivent pouvoir faire entendre leurs soucis et récriminations. S'il doit y avoir un espoir de voir engager une action, l'interlocuteur privilégié ne peut être que le député librement élu, dans le cas présent un député européen. C'est aussi dans cette optique qu'il conviendrait de renforcer les pouvoirs du Parlement européen, principalement dans le contrôle de la Commission et des autres autorités judiciaires et administratives de l'Union européenne.

5 - QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'ALLEMAGNE

Fondement moral de notre existence politique

Le 17 juin 1993, le Français Joseph Rovin, Juif rescapé du camp de Dachau, a prononcé le discours commémorant le 40^e anniversaire de la révolte du 17 juin 1953, à Berlin,... et placé à cette occasion sur un pied d'égalité les Allemands qui, le 17 juin, se sont soulevés pour la liberté et ceux qui s'étaient élevés contre le despotisme de Napoléon. Il les comparait à ceux qui luttèrent pour la démocratie en 1848 et aux résistants du 20 juillet 1944 qui ont tenté de libérer l'Allemagne de la tyrannie hitlérienne... : "Les femmes et les hommes du 17 juin rejoignent les rangs de ceux grâce auxquels l'Allemagne a retrouvé son honneur."

...Lors d'une réception à la résidence de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, le 20 septembre à Paris, le chancelier fédéral a honoré en présence de nombreux invités celui qui s'était engagé en faveur de l'amitié franco-allemande... (1)

D'ailleurs, l'histoire de l'Allemagne ne compte pas seulement 12 mais 1 200 ans. Au cours de ces 1 200 ans, de grandes choses ont été accomplies dont nous pouvons nous enorgueillir. Et même les années les plus sombres ont été marquées par des filets de lumière...

Fondements historiques de notre position politique

Nous avons toujours dit, au sein de l'Union, que la clef de la réunification était aux mains de Moscou et non pas de Berlin-Est. La partition de l'Allemagne n'était pas, comme l'affirmait la gauche allemande, la conséquence logique de la guerre perdue. Elle était le résultat de la politique de Staline à laquelle l'Ouest a manqué au début d'opposer une résistance suffisante.

Ainsi Helmut Kohl a dû solliciter le feu vert pour la réunification, à Moscou et dans le Caucase natal du secrétaire général soviétique Gorbatchev, lors de la visite dramatique qu'il a rendue à ce dernier en juillet 1990.

Cette démarche n'était possible que parce que l'Occident, avec des variantes certes, était prêt à lui apporter son soutien. Et il n'aurait pas pu compter sur ce soutien si, en 1949, Adenauer n'avait pas opté en faveur de l'Ouest. Dénigrer cette attitude d'Adenauer en la quali-

fiant de "séparatisme rhénan", comme on le fait parfois, est non seulement absurde, c'est aussi déformer les faits.

C'est Adenauer qui a jeté les fondements de l'unité et non pas les adeptes de la neutralité, de gauche ou de droite. Les neutralistes voulaient voir l'Allemagne occuper une position médiane entre l'Est et l'Ouest. Manifestement, ils n'avaient pas bien appris la leçon de l'histoire. Après la proclamation du Reich de Bismarck, cette position intermédiaire de l'Allemagne s'est bien vite révélée être une position entre deux chaises. Rien ne saurait rendre cette place attrayante pour nous.

Notre politique a fait de l'Allemagne l'allié fiable de l'Occident et en même temps un partenaire recherché par l'Est. Pour un peuple situé au milieu de l'Europe, c'est une constellation idéale, jamais atteinte par le Reich de Bismarck, ni à l'époque impériale, ni sous la République de Weimar, et encore moins à l'époque national-socialiste.

Maintenir cette position pour l'Allemagne, voilà la première tâche de la politique allemande. Notre coopération dans le cadre d'une Union européenne constitue l'un des principaux aiguillages pour cette direction.

Rapport entre sentiment national et conscience de l'identité européenne

J'ai eu l'occasion, avant les premières élections libres en Hongrie, de prendre la parole à Budapest lors d'une grande manifestation électorale du Parti de l'actuel Premier ministre hongrois, Antall. Un jeune homme y portait une banderole portant l'inscription : "La Hongrie retourne en Europe". Hongrois, et faisant donc partie d'un peuple dont l'histoire est profondément européenne, ce jeune homme avait le sentiment d'être lui aussi Européen.

Ceci nous montre que la conscience de l'identité européenne est étroitement liée au sentiment national dont elle se nourrit. J'ose affirmer que celui qui ne peut s'identifier à sa patrie ne saurait être un bon Européen. C'est une des raisons pour lesquelles nous, et lorsque je dis nous, j'entends par là tous les Allemands, devrions nous rallier à notre patrie, à l'Allemagne, qui doit être le centre et le noyau même d'une future Europe fraternelle.

D^r Alfred DREGGER

(1) Voir *France-Forum de Octobre-Décembre 1993*, n° 289-290, p. 61.

La décision de la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe (12 octobre 1993) relative au Traité de Maastricht

Le 12 octobre 1993, quelques jours après le discours sur l'Europe que j'ai tenu le 25 septembre 1993, la Cour constitutionnelle fédérale a proclamé son arrêt relatif au Traité de Maastricht. Elle l'a déclaré compatible avec la Loi fondamentale. Dans les attendus sont énumérés des faits importants ayant force obligatoire pour l'Allemagne. Ces faits sont les suivants :

Les Etats-nations européens restent des Etats souverains. Ce sont eux qui sont les maîtres du Traité de Maastricht et c'est donc sur eux que repose l'Union européenne. L'Union européenne ne constitue pas un Etat. Elle est bien plus, comme le déclare la Cour, une association d'Etats, une communauté d'Etats à l'aide de laquelle et par l'intermédiaire de laquelle les Etats européens accomplissent ensemble les tâches qui désormais ne peuvent être accomplies que par un effort commun.

L'Union européenne... ne peut pas s'attribuer des tâches de sa propre autorité. Elle ne peut pas non plus s'attribuer des crédits publics de son propre chef.

L'Union européenne agit sur la base d'autorisations qui lui sont accordées, cas par cas, par les Parlements nationaux. L'Union est tenue de se conformer au principe de subsidiarité, c'est-à-dire qu'elle n'est autorisée à agir que si les Etats membres ne sont pas en mesure de réaliser sous leur propre responsabilité des objectifs communs. C'est à elle qu'il incombe de prouver que ces conditions sont remplies.

La coopération convenue à Maastricht dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité ainsi que dans le domaine de la politique intérieure et juridique a un caractère intergouvernemental et non pas supranational.

Il est interdit au Bundestag allemand, qui représente les citoyens allemands - il n'existe pas de peuple européen -, de se défaire de ses pouvoirs. D'importantes tâches doivent lui être réservées à l'avenir aussi.

Le Parlement européen est, lui aussi, renforcé, étant entendu qu'il ne saurait se substituer aux Parlements nationaux, également en ce qui concerne la politique de l'Europe.

Par ailleurs, l'arrêt de la Cour a apporté une autre mise au point : il ne saurait être question qu'un quelconque automatisme nous prive du Deutschemark. Le Deutschemark ne se fondra dans une monnaie européenne - et surtout pas avant - que lorsque les critères de stabilité prévus par le Traité de Maastricht seront remplis par tous les participants. Si cet objectif d'une communauté de stabilité n'est pas réalisé, il est même possible de quitter l'Union monétaire.

Avec cet arrêt, toute forme de centralisme européen est écartée d'emblée, ce qui, loin de diminuer la valeur et la signification de l'Union européenne, la renforce plutôt. Désormais il est possible de s'attacher à l'Europe non seulement par la raison mais aussi avec son cœur.

Dans sa déclaration gouvernementale du 21 octobre 1993, le chancelier fédéral a précisé que "nous, Allemands, assumons pleinement le mandat énoncé par la Loi fondamentale : servir la paix dans le monde dans une Europe unie. C'est pourquoi nous œuvrerons de toutes nos forces en vue de traduire dans les faits, conjointement avec nos partenaires, les objectifs convenus à Maastricht".

D^r A.D.

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?

par Daniel MORENNE

Un article du numéro de juillet-septembre 1991 de France-Forum posait la question "Quel avenir pour les Français ?". On relevait, pour notre pays, une économie fragile, des relations sociales inadaptées, des habitudes politiques périmées, et un drame démographique. Mais on montrait aussi les possibilités de redressement, liées à notre prise de conscience des changements intervenus dans le monde, au progrès de notre coopération avec l'Allemagne, et à la réforme de notre vie politique.

Il convient maintenant de s'interroger sur l'avenir de l'Europe, dont dépend celui de notre pays.

LE DÉNOUEMENT DU DRAME YUGOSLAVE, TEST DÉCISIF POUR L'EUROPE

Quelle est la signification du traité de Maastricht, qui veut réaliser une "Union Européenne", si l'Europe se révèle incapable de mettre fin à une telle catastrophe, après l'avoir laissé se développer ? La France a une responsabilité particulière dans ses origines. Elle a poussé au démantèlement de l'Empire d'Autriche-Hongrie en 1919, malgré les efforts de paix de l'Empereur Charles et de l'Impératrice Zita, et pour des raisons dont certaines étaient peu avouables, car liées aux sentiments antireligieux de certains dirigeants. Tout en rendant possible une domination future de l'Allemagne sur ces deux Etats, très affaiblis, cette politique a conduit à détacher de l'ancien Empire les trois pays des Marches du Sud (Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine) et à les inclure dans l'ensemble yougoslave, création artificielle et réunion de peuples qui ne voulaient pas vivre ensemble. Maintenant par la force des dictatures royales, puis communistes, cet ensemble imposé a éclaté, livrant ce

pays aux antagonismes entre les Serbes, dominants, et les autres peuples, notamment ceux du Nord. Confrontée à ce drame épouvantable, l'Europe s'est engagée dans des actions humanitaires, sans doute nécessaires, et courageuses, mais souvent entravées sur le terrain, et surtout impuissantes à faire reculer le conflit et ses horreurs. Sa prolongation et son acharnement, qui martyrisent les populations civiles, ont entraîné l'intervention du Conseil de sécurité de l'ONU, dont les Résolutions variables ont été peu ou mal appliquées, et dont les Casques bleus ont une mission limitée excluant leur intervention dans le conflit. En définitive, l'Europe s'est dérobée devant la mise en œuvre d'une action militaire qui seule pouvait séparer les combattants et conduire le gouvernement communiste serbe, principal agresseur, à retenir ses troupes. Cette action reste inévitable en l'état actuel du conflit. Mais elle devra, si elle veut avoir le plus de portée possible, être beaucoup plus puissante que si elle s'était exercée dès les débuts de cette guerre abominable. Est-il possible, comme cela a été avancé, que certains l'aient refusée par crainte de voir se répéter la situation du Golfe, où notre apport limité a dû être adjoint à la force américaine ? En Yougoslavie, en effet, notre troupe ne devrait-elle pas être associée à une force allemande, qui pourrait être beaucoup plus puissante, sous la direction de généraux allemands ? Quoiqu'il en soit, l'impuissance de l'Europe devant le drame yougoslave est pour elle un échec majeur. Son avenir sera compromis si tout n'est pas fait au plus tôt pour son dénouement, sans se réfugier derrière l'ONU. La menace d'une intervention européenne, si elle est montée en grande force, et si sa mise en œuvre rapide devient une certitude pour les combattants, pourrait peut-être suffire à l'éviter ou au moins à assurer rapidement son succès.

L'AVENIR DE L'EUROPE ET LE REDRESSEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE

Dans l'article précédent sur l'avenir des Français, l'attention était attirée sur les dangers du déclin démographique de notre pays. Mais on rappelait que ce risque affectait aussi l'Europe Occidentale, où le taux de fécondité et la natalité étaient gravement insuffisants. Le vieillissement s'y accentue chaque année alors que la rapidité des évolutions économiques et des progrès technologiques appellent une proportion nettement plus élevée de jeunes actifs.

Il faudrait une politique familiale beaucoup plus développée, encourageant le troisième enfant ainsi qu'un choix vraiment libre de la femme entre le travail professionnel et l'éducation des enfants. L'article soulignait que ces changements ne suffiraient pas à redresser la situation démographique inquiétante de l'Europe s'ils ne s'inscrivaient pas dans des comportements donnant un peu moins de place à la volonté d'avoir toujours plus, et un peu plus de prix à la recherche du sens profond de la vie, de l'amour humain et de la famille. Si un redressement démographique n'est pas assuré l'Europe est condamnée au déclin.

UNE SOLUTION EUROPÉENNE AU PROBLÈME DE L'ÉMIGRATION

L'article "*Quel avenir pour les Français ?*" a rappelé les travaux remarquables du Conseil Economique et Social montrant que l'immigration affecte l'identité des personnes et appauvrit les pays d'origine. En fonction des changements majeurs intervenus dans le monde, il fallait sans doute envisager un retour progressif et négocié des populations concernées dont le déracinement s'aggrave avec le temps, en assurant l'indemnisation des personnes et l'ouverture de crédits d'équipement créateurs d'emplois dans les pays d'origine. En raison, notamment, de l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Union Européenne, et devant l'ampleur et la gravité du problème posé, il convient sans doute de le traiter au niveau et avec les moyens de l'Union. L'importance et la rapidité des mutations économiques et technologiques, la croissance du chômage ne permettent plus de différer les solutions.

L'ALLEMAGNE, PRINCIPALE PUISSANCE EN EUROPE

Nous avons bien du mal à éviter de prendre nos désirs pour la réalité. Cela fait naître des illusions, d'autant plus dangereuses, en matière économique, que nous les fondons sur des évolutions de courte période, alors qu'il faut considérer surtout le moyen ou le long terme. Nous avons ainsi parlé très haut de "franc fort", à partir d'une réelle stabilité monétaire, oubliant qu'elle était récente et suivait une douzaine de dévaluations depuis la fin de la guerre. De même, nous avons affirmé que notre économie était la meilleure et la plus forte, négligeant les circonstances exceptionnelles qui la dopaient tels la réunification allemande et les cours du pétrole. Surtout, il n'était pas suffisamment pris en compte le grave signe de

faiblesse que constituait la montée constante du chômage.

En réalité, l'Allemagne reste la principale puissance de l'Europe. Le handicap de sa réunification est provisoire, mais nous tendons à croire, pour nous rassurer, qu'il durera très longtemps. Ce qui est certain, c'est que l'Allemagne a acquis 17 millions d'habitants, souvent plus jeunes, et appartenant à la forte tradition prussienne. Avec 80 millions d'habitants, d'aptitudes reconnues, ce pays va peser lourd dans l'Union. Le Deutschemark, qui ne varie qu'en hausse, est une monnaie recherchée dans le monde entier. Le chômage dans les Länder de l'Ouest est la moitié du nôtre, selon les données de la Communauté Européenne. L'Allemagne exerce une forte influence en Europe de l'Est. Et l'on ne peut exclure que le drame yougoslave aboutisse à la constitution d'un Etat d'Europe Centrale regroupant, avec l'Autriche et la Hongrie, les trois Républiques du monde yougoslave (Croatie, Bosnie, Slovénie), qui ne veulent pas vivre avec la Serbie et ne sont pas viables isolément. Margaret Thatcher, à qui l'on reproche parfois des propos jugés excessifs, n'a pas tort de souligner, dans un passage de ses Mémoires, reproduit par le magazine allemand "Der Spiegel", que l'Allemagne assumera en Europe un rôle de leader, car une Allemagne réunifiée est beaucoup trop grande et trop puissante pour n'être qu'un partenaire parmi d'autres.

LA GRANDE EUROPE, PREMIÈRE COMMUNAUTÉ DU MONDE

La Communauté économique européenne, l'Union Européenne à 12 pays, est une réalité importante avec ses 330 millions d'habitants et ses possibilités économiques. D'autres pays vont s'y agréger. Mais le moment n'est-il pas venu de regrouper l'Ouest et l'Est, et donc tous les pays européens, dans le cadre d'une Grande Europe de 28 pays et 530 millions d'habitants, soit 280 de plus que les Etats-Unis et 250 de plus que les territoires de l'ex-URSS ? Bien entendu, l'intégration économique des pays de l'Est ne pourrait avoir lieu que progressivement, et avec l'aide de l'Ouest. Mais ils feraient partie effectivement de cette grande Europe sur les plans politique et diplomatique, culturel et militaire.

*
* *

Au moment où la prééminence des Etats-Unis et de l'URSS sur la vie du monde est en déclin, il serait dramatique que nos pays laissent passer leur chance de former la première Communauté du monde, capable de promouvoir la paix et le développement. Il faut agir vite. Des signes de désenchantement apparaissent. Selon un sondage publié par *Le Monde* du 22 septembre, la majorité des Français ne voteraient plus pour Maastricht. N'est-ce pas le lieu de rappeler l'avertissement du philosophe Maurice Blondel : "L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare" ?

Daniel MORENNE

ET SI L'AFRIQUE REFUSAIT LE DÉVELOPPEMENT ?

par Jean-Yves CHEVALLIER

La question singulièrement abrupte du refus du développement par l'Afrique, c'est-à-dire par les Africains eux-mêmes, est une question grave, mais forte, mais essentielle. Elle devait être formulée et dans les termes mêmes - comportant une certaine équivoque intentionnelle - où elle l'a été dans le titre du livre de Madame Axelle Kabou *Et si l'Afrique refusait le développement ?* (Ed. de l'Harmattan, 1991). Une telle formulation, qui suggère un défi impliquant une réponse négative et le risque assumé d'un refus, peut aussi avoir le sens d'un cri d'alerte et d'avertissement avant la catastrophe ou plutôt l'enchaînement des catastrophes. C'est bien ainsi, croyons-nous, qu'il faut l'entendre : un cri d'alerte et non un défi. L'auteur ne souhaite pas que l'Afrique refuse le développement, mais il avertit qu'il s'agit d'une mésaventure non pas seulement possible mais réelle contre laquelle les Africains, dont le sort dépend en premier lieu d'eux-mêmes, doivent être prévenus. C'est bien pourquoi peu de livres sur l'Afrique nous semblent plus actuels et plus utiles, à la fois, que celui-ci dont la notoriété devrait être assurée pour une ou deux générations - le temps de voir et de savoir si vraiment l'Afrique continuera de refuser mentalement le développement.

Mais pourquoi l'Afrique opposerait-elle ce refus ? Et d'abord de quelle Afrique s'agit-il ? Question préalable, mais indispensable, puisqu'il y a plusieurs Afriques - du moins en ce qui concerne les populations - et que la question posée du refus du développement concerne probablement l'une d'entre elles, la plus importante, la plus logique, celle qui fait que dans le langage courant d'aujourd'hui on ne désigne plus un Noir que sous le nom d'Africain. C'est donc pour l'Afrique noire qu'est posée

la question qui retient l'attention de M^{me} Axelle Kabou. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que l'Afrique du Nord tout entière, d'Agadir à Suez, l'Afrique arabo-berbère, ne se trouve pas concernée un tant soit peu par la même question... Mais sa situation dans la zone géographique méditerranéenne l'inclut pour une part dans l'aire de la civilisation du même nom. En réalité l'Afrique noire, c'est l'Afrique sub-saharienne. C'est bien pour elle qu'est posée la question du refus du développement.

On pourrait croire que ce fameux "développement" est d'abord une affaire de technique, et partant "d'assistance technique" (pour user d'un terme que les Africains connaissent bien). *Objectivement*, cela peut être vrai pour partie, mais ce n'est pas ainsi que M^{me} Axelle Kabou l'entend, pour qui, s'il y a bien des problèmes relatifs à la technique, à l'économie et au droit du développement, *il y a d'abord un problème d'état d'esprit et de mentalité*. La question du développement se pose avant tout à la conscience de ceux qui doivent en être les artisans et les auteurs *inventifs et créatifs*, et non pas des exécutants non motivés, réticents et désabusés. Nul ne pouvait mieux comprendre cela et le dire qu'un Africain ou, en l'occurrence, une Africaine. Citant J.-M. Albertini - "le développement ne peut être appréhendé par la seule science économique... c'est un processus complexe qui a trait tant aux aspects économiques qu'aux aspects sociologiques, psychologiques et politiques de la vie en société..." -, Axelle Kabou juge nécessaire d'expliquer que "quand bien même l'Afrique disposerait actuellement de milliards de dollars, le développement ne s'y amorcerait quand même pas, car rien n'y a été fait depuis les indépendances pour favoriser l'émergence d'une vision nouvelle de soi et du monde extérieur. Bien au

contraire" (p. 28) (1). Le premier ressort du développement selon M^{me} Kabou est "l'imagination créatrice". Le développement ne résulte pas forcément, comme on a trop tendance à le croire en Afrique et hors d'Afrique, d'une injonction de capitaux massive ou continue. D'ailleurs l'Afrique n'y est pas préparée. Elle n'a pas les capacités d'organisation pour recevoir et administrer cette aide. "La fonction de contrôle est inexistante et celle de motivation totalement inconnue" (p. 24). Elle n'a pas non plus le sens de *la valeur ajoutée*, sans laquelle il n'y a pas à proprement parler de développement. "L'histoire de l'humanité atteste que l'exercice de génération du développement a invariablement consisté à *chercher* et à *trouver* des solutions durables à des problèmes récurrents et à reformuler les trouvailles en fonction des nouveaux défis qui émergent. L'imagination créatrice, même lorsqu'elle s'exerce sous forme de pillage et de spoliation à grande échelle (esclavage, colonisation), reste, avec l'emprunt d'inventions à d'autres peuples, la seule source continue du développement" (p. 24). Enfin l'Afrique méconnaît son véritable état. "La conviction d'être en voie de développement peut être extrêmement dangereuse pour l'Afrique". "L'Africain", dit Axelle Kabou, "a atteint un tel degré d'amnésie, de cécité à l'égard de ses besoins criants qu'il ne faudrait rien moins que réhabiliter la notion de sous-développement pour lui remettre les pupilles en face des orbites. Il serait, en effet, salutaire de faire coïncider enfin les mots et les choses, de redonner à la situation africaine son exacte dimension, d'éliminer une fois pour toutes, les possibilités de *leurre*..." (p. 25).

On le voit, les propos d'Axelle Kabou sont dénués de toute équivoque - et même de toute précaution oratoire. Ils définissent une position sans compromis... Selon elle, l'Afrique (pour ne pas dire trop souvent l'Africain et laisser sa chance à ce dernier) refuse le développement, et l'objet de son livre est précisément de nous dire : *voici pourquoi*. En effet, une fois déterminées les positions que nous avons relevées dans la *Première partie (Pourquoi le sous-développement ? Des réponses lacunaires)*, le travail de Madame Kabou n'est autre que l'analyse et l'explication de ce refus de développement, imputable à un esprit et à une mentalité mettant en cause une certaine conception de la culture africaine qui a prévalu dans le continent depuis "les indépendances", c'est-à-dire depuis les années soixante.

On voit donc l'importance et en même temps l'impertinence d'un discours sans ménagement comme celui d'Axelle Kabou qui remet en cause la conception de ce que l'on pourrait appeler un néo-humanisme africain. Celui-ci, en effet, semblait pouvoir contenter tout le monde : les Africains d'abord et avec eux ces singuliers personnages (à la fois "managers" et "bookmakers") dont Stephen Smith et Antoine Glaser ont dressé les monographies dans leur livre : *Ces Messieurs Afrique* (Ed. Calmann Lévy, 1992) qu'il n'est pas inutile ni déplaisant de feuilleter en attendant de pouvoir tourner la page du chapitre d'histoire (les années 60 à 90) dont ils sont des figures pittoresques.

Il n'est pas facile de redresser des mentalités. Le dessein d'Axelle Kabou n'est peut-être pas aussi ambitieux. Il procède, croyons-nous, d'un besoin de sincérité indispensable à la recherche de la vérité, même si l'on doit distinguer l'une de l'autre. M^{me} A. Kabou est partie d'un constat que tout le monde a pu faire au terme de trente ans d'indépendance, mais non parfois sans une certaine tendance à noircir le trait (par exemple ce cahier de *L'Express - Afrique, la tragédie* - 1990). Aussi bien la rigueur et la sévérité de M^{me} Kabou devraient laisser à l'Afrique plus d'espoir qu'un diagnostic global comme celui prononcé par M. Augustin Thiam : "C'est malheureusement parmi les pays en voie de développement (Afrique essentiellement) que l'on trouve le plus fort taux de mortalité infantile, la plus faible espérance de vie, la plus grave sous-alimentation, le plus bas niveau d'éducation et le plus fort taux de natalité" (*L'Afrique peut-elle guérir ? - Jeune Afrique*, n° 1 710 - 14-20 octobre 1993).

Dans la réalité des choses, il conviendrait, pour se faire une idée de la vérité, de remettre chacune de ces "calamités" à la place où elle se trouve. Il sera plus aisé de soigner ensuite chacune d'elles en particulier, en notant toutefois que, si de telles misères appartiennent au corps de l'Afrique, c'est à son âme ou à son esprit qu'Axelle Kabou a choisi de s'intéresser d'abord. Soigner la tête et laver la tête - vigoureusement - cela vaut sans doute mieux que d'ajouter lamentations sur lamentations. En se livrant dans son livre (*Deuxième partie - Le refus du développement*) à une analyse critique de la mentalité hostile au développement, elle s'en prend à une sorte de "parti intellectuel" africain qui garderait la haute main sur une "culture" sacro-sainte, reflet d'une société plus portée à se fermer qu'à s'ouvrir. Pourtant, là encore, il ne faut pas céder au pessimisme et l'on peut faire confiance aux Africains pour s'intéresser à ce que leur dit Axelle Kabou. N'est-ce pas à une sorte de psychanalyse qu'elle s'est livrée à leur sujet ? (Cf. *Troisième partie : Pour l'avènement d'une Afrique décomplexée*). Avec son étude du refus mental du développement, elle ouvre une très profonde perspective d'éducation de l'esprit public, et elle amorce un dialogue avec la littérature africaine auréolée du réel prestige qu'elle a acquis au cours du XX^e siècle. Dans ce dialogue typique du développement (là aussi...) d'une civilisation, Axelle Kabou tiendra le rôle indispensable de la critique *rationnelle* dévolu à cette "poignée d'intellectuels" dans laquelle elle se range et qui en appelle, "en redonnant sens et finalité au concept de développement trop souvent banalisé, à l'intelligence créatrice et à la volonté des Africains".

Jean-Yves CHEVALLIER

(1) J.M. ALBERTINI: Mécanisme du sous-développement et du développement - Ed. Ouvrières 1981, p. 254. Voir aussi Robert ARNAUT : L'Afrique du jour et de la nuit - Presses de la Cité, 1976 et Alain T. HAZOUME et Edgard G. HAZOUME : Afrique, un avenir en sursis, L'Harmattan 1988.

VARIATIONS SUR L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

par Nicolas QUILLET

A l'heure où paraît, pour la première fois, un manuel scolaire sur l'histoire de l'Europe (1), la question de l'identité européenne se pose. Les auteurs de cette initiative tiennent d'emblée celle-ci pour résolue. Le chapitre d'introduction s'intitule : "L'identité européenne". Que trouve-t-on sous cette rubrique ? Une approche de la "personnalité géographique" de l'Europe, une interrogation sur sa diversité linguistique (facteur de divisions ?), des considérations sur la civilisation européenne et les cultures européennes et enfin un aperçu sur ce que l'on pourrait nommer l'héritage commun : "l'intégration du social à l'économique". A ne lire que cette introduction, le lecteur resterait sur sa faim, si ne suivaient pas onze chapitres très bien documentés, avec une belle iconographie et des cartes précises, qui réussissent le pari de lier harmonieusement une présentation thématique et historique. Formons le vœu, en tout cas, que ce manuel, publié simultanément dans les douze pays de la Communauté, contribue à renforcer l'idée d'une identité européenne chez ses lecteurs.

On ne peut s'empêcher, pourtant, le livre refermé, de continuer à s'interroger. Le concept d'Europe n'est-il pas le fruit d'une rationalisation a posteriori ? Que retient-on surtout de son histoire, sinon la diversité des nations qui la composent et le long cortège d'affrontements qui l'a conduite, au milieu de ce siècle, au bord du gouffre ? L'étymologie grecque du mot évoque un regard large, pénétrant, qui porte au loin. Sa mythologie nous raconte l'histoire d'une jeune fille enlevée du rivage de Sidon, situé sur les côtes libanaises actuelles, par Zeus transformé en taureau qui l'entraîne au-delà de la mer jusqu'en Crète où il lui fait plusieurs enfants... Histoire assez étrange que les auteurs du manuel interprètent prudemment comme une représentation allégorique du transfert de la culture et de l'écriture déjà très évoluées du Moyen-orient vers une Grèce encore assez primitive.

Retenons qu'"Europe" est un mot grec. Il rappelle ces termes mis au goût du jour par les humanistes de la Renaissance à partir d'étymologies savantes mais igno-

rés par la langue populaire. En tout cas, l'histoire de la Grèce, en dépit de l'invention de la philosophie et de la démocratie, fleurons des humanités qu'on enseigne encore dans nos lycées (un autre mot grec...), tourne largement le dos à l'histoire européenne. Le monde antique, grec comme latin, s'organise autour de la Méditerranée et il fallut l'épopée de Lord Byron, au XIX^e siècle, suivie à la fin de ce siècle par l'adhésion tardive de la Grèce à la Communauté européenne, pour que ce pays s'arrime solidement au destin de l'Occident.

L'Occident justement n'est-il pas la clé de l'identité européenne ? Dans la curieuse lettre que Pie II adresse à Mahomet II après la prise de Constantinople, datée de 1461 ou de 1463, le Souverain Pontife incite le Sultan à se convertir en échange de l'estime et de la considération "*apud Europeos et occidentales populos*" (des peuples européens et occidentaux) (2). Nul doute que, pour Pie II, érudit nourri de l'humanisme renaissant de l'Italie du Quattrocento, les deux adjectifs sont synonymes. Il passe ainsi par pertes et profits le sort des chrétiens asservis sous le joug turc, y compris ceux qui résident en Europe orientale. Il entérine, une nouvelle fois, la séparation entre les Empires romains d'Orient et d'Occident par Théodose à la fin du IV^e siècle de notre ère, confirmée par l'excommunication du patriarche byzantin Michel Cérulaire en 1054. Notons que cette frontière ecclésiastique est extraordinairement tenace, puisqu'elle sépare encore un millénaire plus tard la Lituanie et la Pologne de la Russie, la Slovaquie et la Hongrie de la Bulgarie et de la Roumanie, la Croatie de la Serbie et l'Italie de la Grèce.

On discerne immédiatement l'inconvénient d'une telle assimilation : l'Europe est réduite à sa partie occidentale, celle que les Ottomans désignaient du mot "Frenk", terme générique qui englobait tous les chrétiens catholiques d'Occident. L'actuelle Communauté européenne - réduite à la partie occidentale de l'Europe, à part le cas très atypique de la Grèce - bute sur le même obstacle : comment intégrer aujourd'hui les pays d'Europe centrale et orientale en son sein ? Division impériale, ecclésiasti-

que, idéologique pourrait-on ajouter si le mur de Berlin ne s'était pas écroulé, fort opportunément, il y a quelques années à peine... La géographie ne corrobore nullement cette division historique : le manuel précité considère d'une manière traditionnelle l'Europe comme le finistère de l'Asie, aux espaces certes très divers, mais que rien ne sépare. La définition géographique de l'Europe pose plutôt le problème de ses limites indécises à l'Est. Faut-il les repousser jusqu'à l'Oural dont les sommets culminent modestement à 1 800 mètres ? Ou alors est-il exagéré d'en faire un continent autonome ? La réalité est que l'analyse géographique n'est guère un critère discriminant pour notre propos, à part la mise en évidence de la diversité européenne.

Le Pape Pie II exprime largement le point de vue des médiévaux. Pour eux, l'Europe se confond purement et simplement avec la chrétienté (d'Occident). Elle est loin cependant de constituer un ensemble homogène. Dans sa description des terres habitées, Pierre d'Ailly (1350-1420) reproche à d'autres auteurs de n'avoir presque pas parlé du royaume de France établi dans les Gaules et qui est, nous dit-il, *"le plus grand des royaumes d'Europe, ni non plus de Paris, sa principale ville, qui est comme la lampe du monde pour l'étude des lettres divines et humaines"* (3). Au concile de Constance (1414), il contribue à faire prendre conscience aux délégués des diverses "nations" de leur appartenance à leurs pays respectifs, bien plus que de leur appartenance commune à l'Europe. Ainsi, l'assimilation de l'Europe occidentale à un bloc soudé par la chrétienté médiévale provient en grande partie d'une relecture romantique de l'histoire. Un texte de Novalis de 1799 (lui-même était protestant...) évoque avec nostalgie le temps où *"l'Europe était une terre chrétienne, où une seule et unique chrétienté habitait ce continent humainement articulé ; un seul grand intérêt commun unissait les provinces les plus éloignées de ce vaste empire spirituel. Un chef suprême, dénué de grandes possessions temporelles, dirigeait et unissait les grandes puissances politiques"* (4).

Ne cédon pas au mirage de cette évocation : l'unité de la chrétienté d'Occident n'empêchait pas les guerres, les massacres et déjà les rivalités entre les suzerains des nations européennes. La France et l'Angleterre deviennent des Etats avec une identité propre à la fin du Moyen-Age. On ne voit pas où s'affirme une conscience européenne dans ces évolutions ! La perspective change-t-elle à l'orée du XVI^e siècle, à l'ère des grandes découvertes ? Au moment où l'Europe s'aperçoit qu'il existe d'autres terres habitées au-delà de l'Atlantique ? On chercherait en vain dans l'œuvre de Montaigne la moindre occurrence du terme "européen". Il n'emploie le terme "Europe" qu'une fois en passant. Comment désigne-t-il alors les Européens ? Il dit tout simplement : *"Notre monde vient d'en découvrir un autre"* (5). Notre monde est assurément chrétien, par opposition à celui des Mahométans ou à celui des Païens, mais Montaigne tient le christianisme pour une caractéristique régionale.

Faut-il rappeler que le christianisme lui-même n'est pas européen, ni par son origine géographique, ni par son contenu doctrinal, ni surtout par sa vocation universelle ? Certes, les moines bénédictins ont littéralement construit l'Europe : ils ont défriché les forêts, construit des villes, des routes, des canaux, des écoles ; ils ont inventé des "services sociaux". Le démarrage économique de cette région du monde doit beaucoup aux abbayes. Mais remarquons-le : le monachisme n'est pas spécifiquement européen. A son origine, le christianisme est une religion orientale qui s'est implantée en Occident par l'intermédiaire de l'Empire romain. Ne cultivons pourtant pas le paradoxe. Il est vrai que le christianisme - un christianisme occidentalisé - a largement contribué à

L'enlèvement d'Europe :
un mythe étrange aux significations incertaines (gravure).

forger une identité européenne. Pour autant, comme le rappelle Edgar Morin dans son livre "Penser l'Europe", le fond chrétien a produit une civilisation résolument laïque : "La culture européenne n'est pas seulement une culture dont les produits les plus significatifs, l'Humanisme, la Raison, la Science sont laïques. C'est surtout une culture entièrement laïcisée, dans le sens où, à partir d'un certain moment, aucune idée n'est demeurée assez sacrée ou assez maudite pour échapper au tourbillon des débats, discussions et polémiques" (6). On peut ajouter que cette civilisation est sortie parallèlement du cadre européen pour s'implanter dans l'ensemble du monde développé.

Le respect des droits de l'homme, l'attachement à la démocratie, la foi dans l'avenir de l'humanité par le progrès des sciences et des techniques constituent-ils le socle le plus solide de l'identité européenne, même si ces valeurs ne sont plus exclusivement les siennes ? Edgar Morin a un jugement nuancé sur la question : "... l'humanisme européen subit et produit un antagonisme profond entre la croyance en son universalité, qui dissimule un européocentrisme dominateur, et sa potentialité véritablement universalisante, ouverte sur tous individus et toutes cultures, qui démasque et critique l'européocentrisme" (7).

L'aspiration à l'universel, qu'elle soit médiatisée par le message chrétien ou par son avatar laïcisé, est en tout cas le meilleur angle d'approche de l'identité européenne. On chercherait en vain une autre civilisation dont l'influence ait été plus grande à l'échelle de la planète. De plus, le point de vue de l'universel change la perspective. L'Europe n'est plus seule, unie ou divisée (et à dire vrai elle a toujours été beaucoup plus divisée qu'unie...), considérée en tout cas en elle-même, mais face au reste du monde. Le sentiment de l'identité naît dans la confrontation avec l'altérité. C'est le sens de ce que Carl Schmitt appelle la "Feindlichkeit", la dialectique ami-ennemi. Avant lui, Hegel a montré dans la *Phénoménologie de l'Esprit* que l'universel et le singulier étaient deux mouvements corrélatifs d'une même dialectique. Dans cette mesure, la perception d'une douloureuse et difficile unité à constituer devient possible. Les étapes en sont le schisme avec l'Eglise d'Orient, la découverte du Nouveau Monde ou encore l'émergence du danger turc, pour nous limiter aux grands moments historiques évoqués ci-dessus. Dans les *Principes de la philosophie du Droit*, Hegel écrit : "Les nations européennes forment une famille fondée sur le principe universel de leur législation, de leurs mœurs, de leur culture et, de ce fait, leur comportement les unes à l'égard des autres se modifie en conséquence dans un état (l'état de guerre), où, sans cela, elles ont pour attitude dominante de se faire mutuellement du mal" (8). Il serait trop facile de lui reprocher un dangereux optimisme en évoquant les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale (européenne à l'origine). Il ajoute aussitôt : "Les relations entre les Etats sont instables, car il n'y a pas de juge pour régler les conflits. Le juge suprême est uniquement l'Esprit universel existant en soi et pour soi, l'Esprit du monde" (9). Or Hegel

n'assimile nullement l'esprit universel avec l'esprit européen. Tout au plus explique-t-il que l'esprit du monde s'est identifié, à un moment de l'histoire, avec l'esprit européen. Cette époque est désormais révolue : l'Europe doit apprendre à partager l'universel avec ses voisins.

On imagine mal, à la fin du XX^e siècle, l'unité européenne se fonder sur une relation d'hostilité avec les Etats-Unis (alors que ceux-ci se sont bel et bien fondés sur la rébellion contre la Couronne d'Angleterre) ou avec le tiers-monde, puisque la menace soviétique n'est plus de saison. Faut-il réduire pour autant les projets d'unification européenne à une banale "restructuration" d'entreprise qui veut être à la taille des entreprises rivales ? Si ce n'est pas le cas, en quoi consiste encore l'originalité spirituelle de l'Europe par rapport à l'Amérique du Nord ou l'Amérique latine ?

*
* *

Pour progresser dans l'analyse de l'identité européenne, il faut garder présent à l'esprit quelques idées simples.

1) *Quand l'Europe se considérait comme le centre du monde, elle n'avait à se soucier ni de son unité, ni de son identité. C'est pourquoi, la question de l'identité européenne nous préoccupe beaucoup plus que les médiévaux.* Elle paraît évidente pour des observateurs extérieurs à l'Europe, mais non pour les Européens eux-mêmes. Comme l'écrit Claude Imbert dans l'ouvrage collectif récemment publié par la *Fondation Robert Schuman* : "...pour qu'existe une identité européenne, au sens où l'on parle d'identité nationale", il ne suffit pas que la civilisation européenne ait dégagé, au long de son histoire, des traits "identiques" et une certaine permanence de valeurs dominantes. Encore faudrait-il que ces traits fussent perçus, "intérieurisés", reconnus par les habitants du continent Europe comme constitutifs d'une certaine identité continentale. Ce n'est pas le cas" (10). Ainsi, l'identité européenne est plutôt une conquête pour l'avenir qu'un héritage du passé. Un effort des Européens sur eux-mêmes est nécessaire pour parvenir à dépasser - au sens hégélien du terme *Aufheben* (un dépassement qui conserve ce qui a été dépassé) - le sentiment d'une appartenance à une nation déterminée pour parvenir à celui de l'appartenance à la nation européenne.

2) Le monde contemporain a changé d'échelle : il englobe désormais les cinq continents et pour continuer à "exister" dans le monde de demain, l'Europe n'a pas d'autre choix que de s'unir. Il y a là une communauté de destin, soulignée par de nombreux auteurs, et dont la perception porte le germe d'une identité en gestation. Edgar Morin se réfère au théoricien austro-marxiste Otto Bauer qui, dans son livre : "La question nationale et la sociale-démocratie" (1907), a développé l'idée selon laquelle une communauté de destin "donne à une nation son identité, son unité, son vouloir vivre, en dépit de

toutes les diversités humaines et sociales qu'elle contient" (11). Robert Toulemon, dans un numéro précédent de *France Forum*, remarque : "La conscience d'un destin commun n'a pas encore donné naissance à un sentiment d'allégeance". Mais il ajoute un peu plus loin, au sujet des Etats européens : "la prise de conscience de leurs faiblesses individuelles et de leur puissance collective potentielle est un autre élément d'identité" (12).

Le sentiment d'une communauté de destin sera-t-il assez puissant pour conjurer l'inertie des égoïsmes nationaux ? On aimerait le penser, évidemment, mais vient immédiatement à l'esprit le destin des cités grecques qui appartenaient à un ensemble dont l'identité était très forte - celle du monde civilisé face aux "barbares" - et qui pourtant resteront désunies face à la menace macédonienne.

3) *Le trait caractéristique de l'Europe a toujours été et demeure sa diversité.* Là encore, chacun s'accorde sur ce point. Edgar Morin en fait même un leitmotiv de son livre. On peut remarquer que la diversité en elle-même n'est pas un facteur d'unité. Elle n'empêche certes pas la constitution d'une identité commune, plus riche que celle qui procède de l'absence de déterminations singulières, mais elle la rend plus difficile. Sur ce point, il faut opposer, comme le fait Jean-Marie Domenach dans le numéro déjà cité de *France Forum*, l'identité tautologique (le fait d'être le même que soi, comme l'indique le latin *idem*) et "l'ipséité" qui renvoie à une détermination intérieure qui distingue d'autrui. En effet "être le même que soi ne me renseigne pas sur moi-même. Il faudrait opposer *ipse à idem*" (13). Il oppose ces deux termes à propos de l'identité française : la France et l'Europe ont en commun cette identité qu'il vaudrait mieux nommer "ipséité" si l'usage de notre langue nous y autorisait (14). Il y a probablement des conséquences à tirer de cette similitude. Robert Toulemon, quant à lui, montre de quelle manière les institutions communautaires ont contribué à forger l'identité européenne d'aujourd'hui. Sa démonstration est très argumentée et il suffit d'y renvoyer. Cependant, comme il le laisse entendre lui-même à plusieurs reprises, l'action de ces institutions et le choix des politiques ou des idéaux qu'elles incarnent doivent être éclairés par ce qu'il faut bien appeler, même si le mot a désormais une connotation péjorative, une option idéologique : *faut-il mettre l'accent sur la diversité des cultures européennes ou sur la communauté de civilisation ?*

A priori, ces deux termes paraissent synonymes : l'allemand *Kultur* traduit le français civilisation. Le célèbre ouvrage de Burckhardt (1818-1897) : *Cultur der Renaissance in Italien* se traduit par *Civilisation de la Renaissance*. Mais le contenu du mot n'est pas le même selon que l'on se place d'un côté ou de l'autre du Rhin. Le terme allemand *Kultur* (le "K" n'apparaît qu'à la fin du XIX^e siècle) renvoie aux caractéristiques propres d'un peuple, à sa "race" et à son histoire. Il ne se limite pas aux œuvres culturelles à proprement parler, mais marque les liaisons de celles-ci avec l'identité singulière de ceux qui

les produisent. Au contraire, le terme de civilisation, notion latine, est un concept plus abstrait qui sous-tend un certain nombre de valeurs universalisables. A dire vrai, le mot n'existe pas en latin. C'est un néologisme, créé par le marquis de Mirabeau (le physiocrate, père du célèbre tribun) dans *l'Ami de l'homme* en 1756, qui s'oppose à la barbarie. Il est forgé à partir d'une racine latine : *civis* qui signifie citoyen, dont le propre est la *civilitas*, ce qui nous rapproche du sens que Mirabeau donne au terme de "civilisation". Il est significatif que les deux principaux protagonistes de la construction européenne - l'Allemagne et la France - utilisent l'un pour l'autre deux mots dont l'esprit est si différent. *Zivilisation* est un terme étranger en allemand, mal reçu, qui évoque les idées françaises désignées par le mot allemand *Aufklärung*. La France est un Etat qui a bâti une nation suivant le modèle romain qui colonise des terres en accordant progressivement à ceux qui les habitent le statut de citoyen. En revanche, comme l'écrit Tristan Lecoq, "l'histoire allemande est avant tout celle d'une *Kulturnation* qui se définit par une langue commune, où s'incarne le *Volksgeist* - l'esprit du peuple - qui garantit une communauté de biens et de valeurs, une identité" (15).

Or, s'il est possible d'affirmer qu'il existe une *civilisation européenne*, fondée sur les valeurs déjà mentionnées telles que le respect des droits de l'homme, l'attachement à la démocratie ou la foi dans l'avenir de l'humanité par le progrès des sciences et des techniques, il est beaucoup plus aventureux de parler d'une culture européenne, en tout cas au sens du mot allemand *Kultur*. Il y a en fait une *multiplicité de cultures européennes* : nous retrouvons la problématique de la diversité. Ces subtiles distinctions sémantiques débouchent sur deux conceptions distinctes de l'Europe. Il s'agit de savoir si l'Europe est une collectivité, institutionnalisée afin de se doter d'une identité plus visible, ou une communauté imprécise au contenu spirituel indéterminé parce que surdéterminé.

La présentation, par Robert Toulemon, du rôle intégrateur des institutions de la Communauté (aujourd'hui Union) européenne procède nettement de la première conception. C'est la vision opérationnelle tournée vers l'avenir. Elle porte la marque de la civilisation française, héritée du siècle des Lumières. Dans un article récent, un journaliste danois, hostile à la ratification du Traité de Maastricht par son pays (à présent acquise...), écrivait : "l'Union européenne est d'abord une innovation française" (16). Il voyait juste ! On pourrait rétorquer avec malice : c'est pour cette raison qu'elle existe ! Comment s'est-elle en effet constituée ? A partir d'un certain nombre de valeurs (toujours les mêmes, auxquelles on pourrait ajouter l'attachement au libéralisme et aux libertés individuelles) et d'une méthode de gouvernement : une Cour de justice, un Parlement, un Conseil des ministres et une Commission qui accomplit un important travail.

Le Traité de Maastricht a couronné cet édifice en instituant, non pas tant une monnaie commune, mais une citoyenneté européenne. Son article 8 stipule : "Il est

institué une citoyenneté européenne. Est citoyen de l'Union, toute personne ayant la nationalité d'un Etat-membre. Les citoyens jouissent des droits et devoirs prévus par le présent Traité". Notons au passage, sans vouloir exagérer plus que de raison l'influence française, que cette citoyenneté a un précédent dans l'article 77 de notre Constitution nationale qui indique : "Il n'existe qu'une citoyenneté de la Communauté". Il ne s'agit pas de la même, mais de la fugitive Communauté qui avait prévu l'association volontaire des anciens Etats colonisés avec la métropole. Il n'empêche : on retrouve le même principe de dissociation entre la nationalité et la citoyenneté. S'il y a une pierre angulaire de l'identité européenne aujourd'hui, c'est celle-là : une nouvelle citoyenneté.

L'histoire française a fait longtemps figure d'exception en Europe.

On peut l'expliquer par le fait que la France a représenté longtemps, mieux que la Suisse citée souvent dans le même sens, une sorte de microcosme de l'Europe par la diversité de ses paysages et celle de son peuplement. En tenant compte du changement d'échelle mentionné plus haut, notre pays représentait d'une certaine manière au XVII^e siècle en Europe ce que celle-ci représente aujourd'hui dans le monde.

Il y a sans doute des leçons à tirer, au plan européen, du long processus d'assimilation de territoires différents par la monarchie française. On y trouve un modèle d'unification sous l'impulsion d'un pouvoir central qui a progressivement rassemblé des "nations" diverses. Notons bien qu'il s'agit d'une pensée territoriale : à aucun moment, l'appartenance à telle ou telle ethnie n'a été un critère d'adoption ou d'exclusion : on parle encore des dialectes étrangers aux marges de nos frontières. La constitution de l'Allemagne comme Etat s'est faite, on l'a vu, d'une manière opposée. La controverse ouverte à l'occasion de la révision du Code de la nationalité en France cette année éclaire cette différence fondamentale d'approche : le droit du sol occupe une place essentielle chez nous tandis que le droit du sang domine largement, sinon exclusivement, chez nos voisins d'Outre-Rhin. Le droit du sol est plus conquérant que le droit du sang : c'est sur lui que doit s'appuyer l'identité européenne pour parachever l'Union européenne et pour accueillir, dans la mesure du possible, ceux qui souhaitent s'installer sur le territoire des Etats-membres en acceptant leurs valeurs. Ainsi l'Europe sera fidèle à sa vocation universelle.

On devine d'avance l'objection que l'on peut présenter. "Nous redoutons que notre pays devienne, au bout du compte, une sorte de Land insignifiant au sein des Etats-Unis d'Europe", écrivait le journaliste danois dans son article déjà cité (18). Certes, que sont devenues la Bourgogne ou la Bretagne dans la France d'aujourd'hui ? Mais la République se serait-elle étendue aux dimensions de l'hexagone, si l'autonomie et la diversité de ces régions avaient été entièrement préservées ? Et que seraient devenues la Bourgogne ou la Bretagne, livrées à elles-mêmes, dans le monde actuel ? Que deviendraient le

Danemark ou même la France dans cinquante ou cent ans si ces pays demeuraient jalousement attachés à leur totale indépendance ? Ce n'est pas simplement une question de taille au siècle de la compétition économique mondiale. C'est aussi et surtout une question d'énergie spirituelle. L'identité européenne n'est pas seulement un acquis à gérer : elle doit être une conquête de la fin de ce siècle. Sinon, l'Europe sera dépassée par le mouvement de l'histoire : c'est du moins la crainte que l'on peut avoir.

Il est permis de penser, en tout cas, que les différents Etats européens garderont encore longtemps leur spécificité propre au sein d'un ensemble plus vaste. Tout en évitant, grâce à cette Union, la fragmentation ethnique que dénonçait récemment Jean-Pierre Faye dans une tribune du *Monde*, à propos du drame de l'ex-Yougoslavie (19).

Nicolas QUILLET

(1) Histoire de l'Europe, sous la direction de Frédéric Delouche, Hachette, 1992.

(2) Pie II (Enea Silvio Piccolomini), Lettera a Maometto II, éd. G. Toffanin, Napoli, 1963.

(3) Pierre d'Ailly, Imago Mundi, éd. trad. franç. E. Buron, Paris, 1930, 3 vol., p. 335.

(4) Novalis : Europe ou la chrétienté, reproduit dans l'ouvrage de Jean-Pierre Faye : L'Europe une, les philosophes et l'Europe, Gallimard, 1992.

(5) Montaigne, Les Essais, III, 6, Gallimard, éd. de la Pléiade, 1962, p. 886.

(6) Edgar Morin, Penser l'Europe, Gallimard, 1987, p. 130.

(7) Edgar Morin, opus cité, p. 128.

(8) Hegel, Principes de la Philosophie du Droit, trad. Robert Déraillé, Vrin, Paris, 1975, p. 333.

(9) Hegel, opus cité, ibid.

(10) Claude Imbert, Identité européenne : le complexe de Prométhée, Les Nouvelles Frontières de l'Europe, éd. Economica, 1993.

(11) Edgar Morin, opus cité, pp. 167-168.

(12) Comment favoriser l'émergence d'une identité européenne ? par Robert Toulemon, France Forum, n° 281-282, octobre-décembre 1992, pp. 9-14.

(13) Réflexions sur l'identité française, par Jean-Marie Domenach, France Forum, n° 281-282, p. 15.

(14) Dans son ouvrage sur l'identité de la France, livre I : Espace et Histoire, Fernand Braudel a choisi d'intituler significativement son premier chapitre : "Que la France se nomme diversité".

(15) Crise de l'identité, crise de la pensée. Une lecture des relations franco-allemandes, par Tristan Lecoq, La Tribune franco-allemande, n° 6, Paris, 1993, pp. 20-25.

(16) Franck Dahlgaard, Pourquoi voter non ?, Le Monde, samedi 15 mai 1993.

(17) Vauban, Lettre à Louvois du 20 janvier 1673, Edition Rochas d'Aiglun, Berger Levrault, Paris, T2, p. 89.

(18) Franck Dahlgaard, opus cité.

(19) Jean-Pierre Faye, Face à la fragmentation ethnique, Le Monde, vendredi 21 mai 1993.

MARITAIN FACE A LA MODERNITÉ

par Charles BLANCHET

“Ce que j’ai appelé antimoderne aurait pu aussi bien être appelé ultramoderne”.

Le 9 janvier 1943, pour son soixantième anniversaire, devant ses amis de New York, Jacques Maritain déclara qu’en dépit de son entrée dans la soixantaine, la trajectoire de son travail ne lui paraissait pas encore achevée. Elle lui semblait avoir l’aspect d’un *“élan bergsonien”* plus que d’une construction statique ; ce travail, ajoute-t-il, qu’il apercevait il y a trente ans comme devant aller *“de l’antimoderne à l’ultramoderne”* selon la célèbre formule de son livre de 1920 *“Antimoderne”*.

Je m’appuie sur cette déclaration pour annoncer d’emblée qu’il y aura chez Maritain, d’un bout à l’autre de sa vie, un affrontement avec la modernité ; une lutte toujours reprise mais qui passera par des phases, des tonalités, des perspectives, des rebondissements surprenants. Bref ce n’est pas une position figée, statique, établie une fois pour toutes dans un rejet radical. Mais c’est plutôt l’histoire d’un regard qui essaye d’approfondir le sens de cette modernité dans une perspective historique, d’en déceler la rupture avec le monde chrétien mais aussi la secrète nécessité en même temps que la grandeur. L’histoire de l’affrontement de Maritain avec le monde moderne est parfaitement lisible à travers son œuvre.

Qu’est-ce que Maritain entendait par *“monde moderne”* ? Il aimait esquisser des profils, des ciels, des constellations historiques car il croyait qu’en fouillant dans les entrailles de l’histoire on pouvait découvrir les sources, les pensées fondamentales qui avaient marqué une époque et dessiné un paysage culturel imprégnant l’humanité de ce temps-là. Plusieurs fois dans son œuvre il évoque la fin du Moyen-Âge, l’agonie de cette chrétienté où toutes choses, la politique, la culture, l’intelligence, l’art, le pouvoir temporel, toutes les choses humaines, en somme, étaient subordonnées au service de Dieu, dans cette institution que l’on appelait la chrétienté. C’était un ciel historique où tout était subordonné à la gloire de Dieu, un univers théocentrique où Dieu était l’origine et la fin de toutes choses (1).

Le monde moderne, pour le définir en un seul mot, est *“l’histoire d’une longue émancipation”* pour reprendre le terme de Maritain : l’émancipation d’une humanité qui réclame son autonomie, son indépendance, son individualité, proclame son pouvoir créateur en toutes disciplines, secouant bien sûr le joug du pouvoir clérical mais aussi cette emprise du divin sur toutes choses temporelles. Quelles que soient les expressions qui ont exprimé au cours des siècles ce mouvement d’émancipation on y retrouve toujours cette même volonté d’une humanité qui veut retrouver sa liberté, sa raison et sa force. Que ce soit la grandeur de l’artiste avec Léonard de Vinci, *“l’homme parvenu à sa majorité”* avec Kant, l’exaltation de la puissance créatrice avec Nietzsche, toujours on constate cette volonté humaine de s’affirmer comme maître et seigneur de sa propre vie.

“Les Lumières” ont exprimé l’extrême de ce mouvement en proclamant le pouvoir et l’autosuffisance de la raison et de la liberté humaine pour édifier le bonheur de l’humanité.

En même temps, il y a la volonté de rompre avec le passé, royaume des ombres, et avec les tutelles de l’enfance où l’homme est tenu dans sa minorité. Une ère nouvelle commence dans l’histoire de l’humanité : l’esprit humain devient maître de son origine et se pose comme principe d’une histoire dont il dispose. La raison moderne est auto-fondatrice, elle n’a rien à recevoir du passé.

Le jeune Maritain a commencé par un rejet radical de cette modernité, y voyant le lieu de la décadence intellectuelle et spirituelle, comme une *“seconde chute originelle”*, se coupant des racines ontologiques. S’il en était resté à cette diabolisation de l’histoire de l’émancipation on aurait pu craindre que Maritain, à la façon d’un Joseph de Maistre, ne sombre dans la revendication d’un Ordre catholique pur et dur, s’enfermant dans sa forteresse en proférant des anathèmes contre le monde entier. Mais, à partir de la fin des années 1920, c’est une tout autre aventure qui va advenir.

- L'homme est un "animal de culture". Maritain trouve des harmoniques nouvelles à cette définition familière aux Anciens. La formule prend un sens historique et collectif. Il ne s'agit plus seulement de développer toutes les potentialités d'une nature raisonnable à travers la médiation de l'éducation. C'est dans un voyage au long cours que l'homme exprime toutes ses possibilités, à la façon dont Pascal disait que l'humanité est "*comme un même homme qui subsiste et apprend continuellement*". Il faut de longs siècles, toutes sortes de stimulations et d'expériences, d'essais et d'erreurs, pour que la nature humaine révèle toutes ses virtualités. Non seulement dans l'ordre de la création qui dévoile d'âge en âge toutes les formes d'art, de technique et de culture, mais aussi dans l'ordre de la moralité, de l'expérience intérieure et de la découverte de soi. Les immenses potentialités de la nature humaine ne se dévoilent que progressivement le long de l'histoire dans l'ordre du bien, de la création et, hélas aussi, - Maritain va jusque là - dans l'ordre du mal. "*Rien de caché qui ne doive être dévoilé*" ni dans l'ordre du bien ni dans l'ordre du mal. "*Tout ce qu'il y a dans l'homme sera manifesté*".

L'homme est cet aventurier du temps appelé à traverser la houle des ruptures culturelles, à connaître explorations intérieures, aventures spirituelles et folies poétiques, à entreprendre luttes et révolutions politiques.

A partir de ce double constat, "*l'homme animal historique*", "*l'homme animal de culture*", Maritain s'intéressa passionnément aux climats culturels et aux ciels historiques de l'humanité. A côté du socle métaphysique il en fit, selon son expression, "*un instrument d'analyse et d'explication philosophique*"(2).

Un nouveau regard porté sur l'histoire de la culture occidentale et l'avènement de la modernité

Ce fut l'intérêt porté à la diversité des climats culturels traversés par l'humanité qui l'amena à un nouveau regard sur l'histoire de l'émancipation de l'Occident face à la chrétienté.

Très tôt, dès le temps d'*Antimoderne*, publié en 1922, il énonce qu'il ne peut être question de revenir au Moyen-Age, quelle que soit son admiration pour le siècle de Saint Louis. C'est une constellation historique du passé, "*une réalisation historique particulière*" qui ne se répétera jamais. L'histoire est irréversible. Nous sommes toujours poussés en avant.

Il abandonne alors ces jugements abrupts où il voyait dans ce nouveau monde une seconde déchéance originelle et la source de toute décadence. Un événement historique important se passe à travers cette odyssee de la modernité qui va dès lors revêtir un aspect positif. Il entreprend une lecture de la culture occidentale autre que celle de sa jeunesse et la reprendra souvent.

Dès 1929 il en possède le schéma. Il la développe une première fois dans "*Religion et Culture*" en 1930. Cette relecture de la culture occidentale part du Moyen-Age, "*l'immense château fort*" au sommet duquel Dieu sié-

Jacques Maritain (1882-1973)

UNE INTERPRÉTATION NOUVELLE DE L'HISTOIRE DE L'ÉMANCIPATION

L'interprétation de l'histoire de l'émancipation par Maritain repose sur la définition qu'il donne de l'homme : "l'homme est un animal de culture appelé à se développer dans l'histoire". Il ne suffit pas de définir l'homme par les caractères métaphysiques de sa nature. A cette nature fixée dans l'être, il faut ajouter deux traits fondamentaux de la condition humaine.

La définition de l'homme : animal historique et animal de culture

- L'homme est dans l'histoire et par là soumis au devenir historique. A côté de la "*nature*" humaine il faut aussi parler de "*l'aventure*" de l'histoire humaine. "*L'homme est un être de nature et d'aventure*". Le monde humain n'est pas seulement une république de natures. Il est aussi le théâtre de l'histoire où un drame interminable se joue, à mesure que les personnages passent. L'humanité est entraînée sous de nouveaux ciels où les climats culturels changent, bouleversant les régimes de l'art, de la science, de la philosophie, de la religion et de la politique. Les auteurs médiévaux portaient plus d'attention à la stabilité des natures et des essences qu'à une perspective historique sur l'humanité. Chez Maritain elle devient une source indispensable de l'exploration du monde humain.

geait, protégé par la houlette du pouvoir spirituel et le soutien du pouvoir temporel. Ce fut une époque de création et d'élan vers Dieu, un moment de l'histoire où les hommes étaient réunis dans l'unité de la même foi. Mais tout l'humain était sous le signe du sacré, ordonné au sacré. Les choses temporelles, du politique à l'art, étaient, jusqu'à un certain point, soumises à l'ordre spirituel, à la façon de moyens ministériels au service du salut et de la gloire de Dieu.

Lorsque la décadence du "Moyen-Age" survint, la créature écrasée par cette lourde structure ne souffrit pas d'être méprisée, oubliée, méconnue dans sa dimension créatrice. Science, politique, art, philosophie, s'émancipèrent dans l'ivresse d'une neuve liberté, oubliant les fondements métaphysiques de l'existence et la figure même du Crucifié. Ecoutez ce très beau passage de "Science et Sagesse".

"La créature veut bien être "méprisée" - c'est-à-dire tenue pour rien - par les saints, elle sait qu'ils lui rendent justice. Elle ne souffre pas d'être "méprisée"; - c'est-à-dire méconnue dans ce que Dieu même a mis en elle - elle ne souffre pas d'être méprisée par des hommes de chair, qu'ils soient théologiens ou philosophes, hommes d'Eglise ou hommes d'Etat. Avec la Renaissance c'est le cri de sa grandeur et de sa beauté qu'elle fait monter vers le ciel; avec la Réforme, le cri de sa détresse et de sa misère. De toute façon la créature demande, soit en gémissant, soit en se révoltant, à être réhabilitée: qu'est-ce à dire? Elle revendique le droit d'être aimée"(3).

Quel est le sens positif de cette émancipation du sacré? Il fallait que l'homme prenne conscience de ses propres forces créatrices. La culture occidentale a joué ce rôle dans l'histoire. Malgré toutes les dérives qui ont accompagné ce moment de l'histoire, il fallait que cette désacralisation se fasse pour que l'homme prenne conscience de lui-même, libère ses forces vives, revendique sa liberté et les droits dus à sa dignité. Considérée selon cette perspective, une telle revendication d'autonomie était légitime et conforme "aux lois de développement de l'histoire". La science devait entreprendre la conquête de la nature créée, l'âme humaine se faire un univers de sa subjectivité, le monde profane se différencier selon sa loi propre, la créature prendre conscience d'elle-même. Au cours de ce mouvement horizontal se révélèrent "la substance et les forces créatrices de l'homme" dans l'histoire (4), affirme Maritain.

LA MODERNITÉ DÉFINIE COMME L'ÂGE RÉFLEXE DE L'HUMANITÉ

Maritain propose alors une autre définition de la modernité. Elle est le moment de l'histoire où l'homme, au terme d'un long parcours, prend conscience de toutes ses forces créatrices, de ses droits et de sa dignité foncière souvent outragée au cours de son histoire. Le Moyen-Age était l'âge de la naïveté jusque dans ses formes de réponse à Dieu. Nous sommes maintenant parvenus à l'âge réflexe de l'humanité et devons inventer une autre forme de réponse.

Nous touchons là l'une des obsessions de son œuvre. Toujours il y revient, pas seulement pour une évaluation globale : "la culture occidentale est parvenue à l'âge réflexe de l'humanité", mais pour un examen de détail où toutes les puissances créatrices de l'homme sont passées au crible. Pratiquement toutes les activités fondatrices sont examinées à travers cette grille.

Le domaine politique prend conscience de son autonomie et de sa puissance créatrice. Les fouilles toujours reprises de la subjectivité s'enfoncent plus loin vers les arcanes de l'âme. Le dévoilement progressif des droits de l'homme explicite les aspirations de la nature humaine. Toutes les activités de l'être humain obéissent à cette loi intérieure d'une "prise de conscience" progressive de leurs pouvoirs. Maritain s'attarde sur l'art, examinant surtout la poésie et la peinture.

Ce qui caractérise l'art moderne est la prise de conscience de "la subjectivité créatrice". Il insiste sur le moment Baudelaire de la poésie. Ce qui s'est passé depuis Baudelaire pour la poésie a une importance historique égale, dans le domaine de l'art, à celle des grandes époques de révolution de la physique et de l'astronomie dans le domaine de la science. "C'est de la poésie, c'est d'elle même comme poésie qu'avec Baudelaire la poésie prend conscience". Tout ce qui est advenu par la suite du côté de Rimbaud et du surréalisme y prend sa source. Le grand fait essentiel de la culture moderne est "l'avènement spirituel, non pas de l'ego centré sur lui-même, mais de la subjectivité créatrice"(5). De plus, l'art a pris conscience de son autonomie. Il est devenu rebelle, insoumis à toute puissance voulant l'embrigader. La signification foncière de l'art moderne réside dans le progrès inappréciable que constituent la prise de conscience de l'art et de la poésie et l'effort fait pour découvrir et libérer le mystère actif de l'intuition poétique. "Il n'y aurait pas d'erreur plus infortunée que de prendre les blessures dont souffre l'art moderne pour la substance de l'élan que ces blessures masquent et menacent" (6). Maritain généralise : il ne s'agit pas d'une discipline de l'esprit mais de toutes les disciplines. "Tous les grands progrès de l'âge moderne, qu'il s'agisse de l'art, de la science, de la philosophie, de la poésie, de la vie spirituelle elle-même, semblent être principalement de cet ordre de la prise de conscience" (7).

Lorsqu'il caractérise l'âge moderne face à l'âge médiéval, il le définit comme un âge profane ou séculier où l'ordre de la société temporelle atteint une pleine autonomie et une différenciation complète des activités. L'idée dynamique et dominante n'est pas l'idée de la force au service de la justice, "mais plutôt celle de la conquête de la liberté et de la réalisation de la dignité humaine"(8). Il n'exècre plus ce monde moderne. Il est attentif à ses recherches extrêmes surtout dans le domaine de l'art, de la culture et de la cité. Il est sensible à sa douleur et à sa détresse. L'œuvre de Maritain, disait Henry Bars, en devint toujours plus humaine. Il en reconnaît la grandeur. Après avoir énuméré toutes les hérésies qui ont troublé l'esprit du monde moderne, de Descartes à Hegel, il n'en conclut pas moins.

“Mais ce monde a été grand et a fait de grandes œuvres, l’homme y a pris une conscience plus profonde de lui-même et de sa dignité et de la loi qui l’appelle à progresser dans le temps... Le sens de la liberté et le sens de la justice sociale ont bouleversé et vivifié notre civilisation et il faut avoir une âme d’esclave pour souhaiter l’anéantissement de ce sens même de la liberté et de la justice à cause des souffrances et des désordres dont il a pu être l’occasion” (9).

LA FRAGILITÉ DE L'ÂGE MODERNE MENACÉ DE LIQUIDATION

Est-ce à dire qu’il vivait, sans tension, dans une réconciliation achevée avec ce nouvel âge laïque qui avait remplacé l’âge sacré du Moyen Âge ? Certes il en avait accepté les principes : la différenciation des activités, l’autonomie des sciences et de la culture, la pluralité des confessions et des idéologies, la liberté de conscience, le combat pour la démocratie. Mais il avait le sentiment que ce monde était très fragile parce qu’il n’était relié ni à l’intelligence, ni à l’être, ni à une foi démocratique profonde, encore moins à une foi religieuse. C’était un monde sans armature intellectuelle et métaphysique.

Le symptôme le plus alarmant de la crise survint lorsque, au XX^e siècle, engagés dans une lutte à mort pour la défense des biens fondamentaux de l’homme contre le nazisme, nous découvrîmes la faiblesse de l’idéologie sans substance qui a parasité la force des biens que nous défendons : la dignité et les droits de la personne. Ce monde semblait vidé de ses propres principes : il tendait à devenir un univers de mots, un univers nominaliste. Il vivait et durait par habitude et par la force acquise du passé. Mais où donc est la faille, demande Maritain ? *“Ce qui a introduit un principe de mort dans ce mouvement historique et a nourri la révolution destructrice que nous affrontons aujourd’hui, est une fausse philosophie de la vie. La cause profonde était de nature métaphysique et religieuse. C’est le fait que le pouvoir créateur de l’homme s’est trouvé lié à la répudiation de ses racines dans la nature, dans l’esprit et en Dieu. Dès lors, la transformation et la possession de la matière devaient devenir pour lui la seule réalisation ultime qui lui fût possible” (10).*

Ces critiques, faites pendant l’avènement et les succès du nazisme, expliquent que pendant ces années terrifiantes il ait repris le ton apocalyptique du prophète qui annonce la liquidation du monde moderne pour faire place nette à la construction d’un autre monde culturel établi sur un autre socle métaphysique et évangélique. “Passer de l’antimoderne à l’ultramoderne” dans ce contexte signifie passer d’une civilisation moderne qui agonise sous nos yeux à une autre civilisation bâtie sur une autre vision de l’homme et de la vie humaine.

LES FONDEMENTS D’UNE NOUVELLE CIVILISATION : L’ÂGE DE L’HUMANISME INTÉGRAL

A cette autre civilisation appelée à jaillir sur les

décombres du monde moderne agonisant, Maritain ne cessa de travailler à travers les livres des années 1930 et les essais rédigés pendant la guerre.

1 - Ce fut le sens d’*“Humanisme intégral”* qui était une façon de fonder la dignité et la vocation de l’homme dans les racines divines, en même temps que la volonté de restaurer la dimension verticale de l’homme appelé à un horizon divin et capable de connaître Dieu par la raison et le don de la foi. Après la déception de l’humanisme anthropocentrique et l’expérience atroce de l’antihumanisme contemporain *“le monde a besoin d’un humanisme intégral qui envisagerait l’homme dans toute sa grandeur et toute sa faiblesse, dans la totalité de son être blessé, habité de Dieu dans la pleine réalité de la nature, du péché et de la sainteté” (11).* Un tel humanisme reconstruirait tout ce qui est irrationnel en l’homme afin de l’apprivoiser à la raison et tout ce qui est *“suprarrationnel”* afin d’ouvrir l’homme à la descente du divin en lui. C’est un humanisme qui ferait place aux deux mouvements qui travaillent l’homme : le mouvement vertical, que Maritain appelle parfois la perfection de l’amour envers un Autre qu’il aspire à rejoindre, et le mouvement horizontal où se révèlent progressivement *“la substance et les forces créatrices de l’homme dans l’histoire”*.

2 - La multitude d’essais rédigés à partir de 1930 et jusqu’à la fin de la guerre autour du temporel, de la culture et de la politique, a le même sens. L’objectif était double : redonner une fondation intellectuelle à ces *“vérités”* qui avaient été parasitées par des idéologies trompeuses et inspirer aux chrétiens la volonté de participer aux choses de la terre. Si cet âge démocratique est si fragile, les chrétiens ont le devoir de travailler dans le temporel. *“L’Evangile doit enfin pénétrer les structures du monde profane et de l’existence temporelle”*. Il propose ce *“nouvel idéal historique concret”* aux chrétiens dans les années 1930. Il ne s’agit pas de revenir sur l’autonomie de la raison, de la politique, de la culture et des œuvres humaines. C’est une conquête irréversible. Mais ces choses humaines qui ont leur densité propre sont menacées. Elles ont besoin d’être fortifiées et inspirées par l’Evangile. Le spirituel est appelé à informer les œuvres temporelles dans tous les ordres de la vie sociale. *“Il faut agir sur l’histoire autant qu’on peut”*. Une des pires maladies du monde moderne a été son dualisme, la dissociation entre les choses de Dieu et les choses du monde. Les choses du monde abandonnées à leur loi charnelle s’en vont à la dérive. Elles ont besoin d’être inspirées et fortifiées par la double lumière de l’intelligence et de l’Evangile.

Ce monde moderne, il reconnut sa grandeur mais il fut sensible à ses failles, à sa fragilité, à ses délires. Aussi ne faut-il pas imaginer un état d’harmonie et de réconciliation totale avec ce monde. Il est notre âge terrestre, le lieu et le temps de notre insertion historique. Mais la tension entre Maritain et ce monde fut constante. *“Le Paysan de la Garonne”* n’est pas un moment extravagant de l’itinéraire de Maritain. Il ne renie rien de son passé, de son ouverture aux grandes œuvres, de sa passion pour le

salut du temporel, mais au moment où il pense qu'il y a une sorte de naturalisation du christianisme, un abandon de la contemplation de l'Éternel, il rappelle que le chrétien n'a pas à s'agenouiller devant le monde. Il ne doit pas détendre le paradoxe de la foi sous peine de faire du christianisme contemporain une sorte de fraternalisme ou de doctrine sociale-terrestre vouée à l'insignifiance.

MARITAIN FACE A NOTRE MONDE

Parfois, devant telle ou telle publication, tel ou tel événement de notre monde intellectuel, il m'arrive de me demander : comment Maritain réagirait-il ? Que penserait-il de nos post-modernes ?

En 1991 Gilles Deleuze a publié un livre sur la nature de la philosophie (12) *"La philosophie, affirme-t-il, est l'art de former, d'inventer, de fabriquer des concepts"* voulant éliminer par là toute effusion sentimentale ou existentielle. Jusque là, Maritain serait intéressé (13). Mais lorsque, dans une autre partie du livre, Deleuze définit la philosophie par l'établissement *"d'un plan d'immanence"*, excluant toute transcendance qui lui semble un reliquat du judéo-christianisme chez les philosophes occidentaux, un abîme se creuse avec la pensée de Maritain, pour lequel le monde et l'humanité flottent comme un vaisseau fantôme, tourbillonnant dans le vide, s'ils ne sont pas reliés à une source et appelés à une fin. J'imagine un montage de textes qui montrerait l'opposition radicale de ces deux pensées.

D'un côté, Deleuze affirme : *"Il y a religion chaque fois qu'il y a transcendance, Etre vertical, Etat impérial au ciel ou sur la terre, et il y a philosophie chaque fois qu'il y a immanence"*. Spinoza est le prince des philosophes, *"peut-être le seul à n'avoir passé aucun compromis avec la transcendance, à l'avoir pourchassée partout"* (14).

De l'autre, Maritain répond : *"Si Dieu perd son infinie transcendance, alors il n'y a plus de Père céleste, il n'y a plus que l'Empereur de ce monde, devant lequel chacun doit plier le genou. Et c'en est fini des athées de ce faux dieu. Les chrétiens eux-mêmes sont à genoux devant le monde"* (15). *Tout ce qui était considéré jadis comme supérieur au temps et participant à quelque qualité transcendante - vérité, justice, bien - est désormais absorbé dans le mouvement de l'existence temporelle et dans l'océan du devenir et de l'histoire"* (16).

Et l'affrontement pourrait encore se poursuivre. Deleuze dit : *"La transcendance est une prison pour la pensée. En face d'elle la pensée doit se mettre au garde-à-vous, cesser de penser. Seule l'immanence rend libre"*. Et Maritain répondrait : *"Seule la transcendance a le pouvoir de délivrer la raison de l'auto-idolâtrie et de la prison de l'immanence"*. Pourquoi vous dire ceci en terminant ? Pour indiquer par un exemple combien les débats auxquels Maritain fut mêlé ont toujours une brûlante actualité.

Ce serait le même constat si nous nous tournions du côté de la philosophie politique. Des auteurs importants comme Claude Lefort et Marcel Gauchet répètent sou-

vent que nous sommes parvenus à l'ère *"de l'auto-fondation"* du politique. S'ils veulent dire par là que le *"théologico-politique"* est mort en tant que système de légitimation d'un système politique, ils ont raison. Maritain admettrait volontiers que Dieu ne peut plus être instrumentalisé dans un système théologico-politique comme la source justifiante, le garant et le gardien du pouvoir politique.

Ce constat justifie-t-il pour autant la notion *"d'auto-fondation"* du politique ? Sans doute Maritain dirait-il que cette prétention est abusive. Car le politique en tant qu'activité humaine n'a pas à être fondé. Il est toujours déjà là, inscrit au cœur même de la vie humaine. C'est naturellement que l'homme est un *"animal politique"* dans la mesure où il vit avec ses semblables. Il n'invente pas cette situation. Ce qu'il invente, ce sont les formes d'organisation de cette vie commune. Là effectivement la part de création joue. Ce qui ne veut pas dire que tout soit possible ou que tout soit permis. Le politique ne peut échapper à l'existence d'une nature humaine, aux impératifs d'une vie collective et d'un bien commun, à la destinée de la vie humaine, à l'expérience du passé. En ce domaine, pas plus que dans les autres, il n'y a de table rase. On ne recommence jamais à zéro. Le politique est toujours là lorsqu'un homme vient au monde. L'auto-fondation ne peut être que relativisée.

Sans doute ajouterait-il que, si le *"théologico-politique"* est mort, cela ne veut pas dire que la spiritualité, la force intérieure du chrétien, la parole évangélique n'aient plus d'impact et d'influence sur la vie politique, à la fois comme parole prophétique et comme parole formatrice des êtres, créatrice d'une mentalité, d'une culture, d'une force d'inspiration. Comme en 1936, il continuerait de penser que les structures de la société doivent être traversées par l'esprit évangélique. Et si les politiques se méfient parfois des chrétiens, c'est parce qu'on ne passe pas impunément une vie au contact des Béatitudes et du Magnificat sans avoir l'âme blessée par l'amour des pauvres et de la justice.

La double sensibilité de Maritain : la présence à l'éternel et la fidélité au temporel

Ce qui m'apparaît remarquable dans le chemin de pensée de Maritain, c'est sa double sensibilité à la permanence de la nature humaine et à la présence de l'Éternel, d'une part, à l'expérience de l'histoire et de l'âge moderne, d'autre part.

Si nous ne donnons voix qu'au sentiment de notre communauté de nature par delà la différence moderne, alors nous risquons de devenir infidèles à l'expérience historique moderne.

Si nous ne donnons voix qu'au sentiment de notre expérience moderne, nous devenons infidèles à la permanence de la nature humaine, de la nature des choses et de la voix de l'Éternel.

"Nous avons une connaissance de la nature humaine invincible à tout l'historicisme. Nous avons une expé-

rience de l'histoire invincible à tout l'anti-historicisme", écrivait récemment Pierre Manent (17). Pauvres hommes, ballotés entre ces deux expériences.

Souvent les philosophes de ce siècle sont infidèles à l'écartèlement de ce balancement. Ils ne cessent de déployer le point de vue moderne en face du monde humain au point d'entrer dans un mouvement perpétuel, erratique, et d'oublier leur humanité et leur humaine condition. L'idée de Dieu est ou était le centre d'un champ magnétique intellectuel et spirituel ; l'idée de nature, élaborée par les Grecs, aussi. L'effort des modernes a souvent consisté à arracher les hommes à l'attraction de l'idée de Dieu comme source et estuaire de la vie humaine. Quant à la nature humaine, elle a cessé d'être normative.

Vue dans cette optique l'œuvre de Maritain paraît être proche de l'équilibre dont rêvait Pierre Manent. Attentif à l'attraction de Dieu dans le champ mental de la vie humaine, il avait conscience de la voix de l'Éternel au sein de la mouvance des jours.

"Ce que nous affirmons contre elle (la philosophie moderne), c'est que la vérité ne passe pas, qu'elle ne s'écoule pas avec l'histoire ; c'est que l'esprit ne coule pas, c'est qu'il y a des stabilités non d'inertie mais de spiritualité et de vie ; des valeurs intemporelles ; des acquisitions éternelles ; c'est que le temps est dans l'éternel comme une pièce d'or serrée dans une main ; et que l'intelligence est au-dessus du temps" (18).

Attentif à l'expérience historique, il savait aussi la grande mouvance des choses humaines, les crises et les mues brusques qui les frappent. Cette diversité des ciels historiques qui traversent l'histoire humaine lui permit de comprendre le Moyen Âge et l'âge moderne en même temps que le côté irréversible de l'histoire, la pluralité des civilisations chrétiennes car le christianisme est capable de s'adapter et d'animer des âges différents du monde. Ce par quoi Maritain fut rebelle à toute forme d'intégrisme. Cette sensibilité à ce qui se tramait dans l'âge moderne fit qu'il fut présent à tout ce qui se faisait de neuf et de hardi dans le domaine de l'art, de la politique et de la culture, en même temps que son sens de l'être, de la nature et de l'éternel lui donnait une acuité pour juger les dérives de l'âge moderne. *"Il s'agit de s'attacher aux principes de la raison et aux principes de la foi dans la synthèse doctrinale la plus stricte pour avoir la vue la plus libre et affronter le plus hardiment possible les problèmes de notre temps"* (19). Il était rivé à une doctrine dure *"pour essayer, en contemplant notre temps au passage, non de disperser, mais d'assumer, de réconcilier"* (20).

L'ultime message

Faut-il tenter de poser une dernière question ? Est-il possible de détacher le jugement le plus incisif porté sur l'âge moderne et qui, en même temps, demeurerait le plus précieux pour le nôtre ?

Le cœur de son analyse de l'âge moderne est la volonté d'émancipation qui veut aller jusqu'à l'extrême, s'éman-

ciper non seulement de la tutelle d'un âge de chrétienté qui emprisonnait l'activité créatrice, mais rompre aussi avec l'Être et avec Dieu qui avait été jusque là l'horizon ultime du paysage. Se débarrasser de Dieu pour déifier l'homme et proclamer sa nouvelle souveraineté. Il y a là une extraordinaire exaltation de la volonté de puissance de l'homme.

Maritain, face à cette volonté d'émancipation radicale, répond que la seule grandeur de l'Occident ne peut résider dans cette volonté de puissance et d'autonomie. N'y a-t-il pas des valeurs de reconnaissance de l'autre, de responsabilité, d'obéissance, d'hétéronomie, de réception, de contemplation, de passivité, de vulnérabilité, qui ont constitué aussi la trame spirituelle de l'homme occidental. Pratiquement, elles venaient toutes du judéo-christianisme souvent oublié ou refoulé par les tenants de l'émancipation radicale. On a parfois appelé ces valeurs les valeurs "nourricières" de l'hétéronomie. L'âge moderne les a méprisées. Pourquoi tout miser sur la conquête et l'exaltation de la puissance ? Aussi profond que la conquête et l'émancipation, n'y a-t-il pas le mystère de l'accueil de ce qui est autre que soi, le mystère du don qu'un être est capable de faire de lui-même à un autre ? N'est-ce pas cela que Maritain nous rappelle en affirmant que le but de la vie humaine est la perfection de l'amour ? *"A quelle fin l'homme dispose-t-il de lui-même si ce n'est pour se donner lui-même ?"*

Charles BLANCHET

- (1) Cf l'excellente formulation dans "Religion et Culture", Desclée de Brouwer, 1968, page 28.
- (2) La loi naturelle ou loi non écrite, Col. Universitaires Fribourg, page 186.
- (3) Science et Sagesse, O.C. Tome V, page 85.
- (4) Pour la justice, O.C. Tome VIII, page 671.
- (5) "L'intuition créatrice dans l'art et la poésie", Desclée de Brouwer, pages 243 et 244.
- (6) Idem page 184.
- (7) Humanisme intégral, Aubier, page 246.
- (8) L'homme et l'Etat, PUF, page 149.
- (9) Christianisme et démocratie, O.C. Tome VII, page 71 0.
- (10) Messages (Hartmann), page 35.
- (11) Pour la justice, O.C. page 667.
- (12) Gilles Deleuze, F. Guatari, Qu'est-ce que la philosophie ? Paris, Editions de Minuit, 1991.
- (13) Ce qui ne veut pas dire qu'il approuverait la théorie du concept de Deleuze. Je veux seulement dire que Maritain ne pouvait concevoir une philosophie sans la rigueur des concepts.
- (14) O.C. pages 46 et 49.
- (15) Le Paysan de la Garonne, Desclée de Brouwer, page 93.
- (16) La philosophie morale, Gallimard, page 291.
- (17) Dans la revue "Le Débat" numéro 72, nov-déc. 1992.
- (18) Le Docteur Angélique, O.C. Tome IV, page 27.
- (19) Pour la justice, O.C. Tome VIII, page 796-797.
- (20) Henry Bars, Maritain en son temps, Grasset, page 22.

LA PRÉSENCE DE RAYMOND ARON

par François FEJTÖ

Dix ans après sa mort, Raymond Aron manifeste plus que jamais sa présence dans la vie intellectuelle française. On pourrait parler du triomphe posthume de l'auteur de *L'opium des intellectuels*, si, au cours des dernières années de sa vie, il n'avait pas déjà eu à goûter les fruits d'une vie laborieuse de réflexion et de combats. En effet, depuis 1983, date de sa mort, pas moins de huit ouvrages inédits ont vu le jour, publiés par les soins de ses disciples rassemblés dans la "Société des amis de Raymond Aron", autour de sa fille, Dominique Schnapper, elle-même brillante sociologue. Plusieurs parmi ses "posthumes" comme *Les dernières années du siècle*, - *Chroniques de guerre - La France libre 1940-1945 - Machiavel et les tyrannies modernes*, compteront parmi les meilleurs de ses essais. La revue *Commentaire* qu'il avait fondée continue, sous la direction de Jean-Claude Casanova, à maintenir et à développer le "courant aronien" et pour cet anniversaire les Editions Flammarion viennent de faire paraître une monumentale biographie de Raymond Aron, due au jeune "énarque" et sociologue Nicolas Baverez.

Cette biographie n'a rien d'une hagiographie. D'ailleurs, Aron, homme de dialogue par excellence, préférerait toujours les disciples comme feu Kostas Papioannou, ou Pierre Manent, qui lui portaient la contradiction, à ceux qui l'encensaient. Il aurait certainement apprécié les distances - toujours déférentes - prises par son biographe à l'égard de sa personne et de sa pensée. Certes, il échappait un jour à Aron, devant un critique qui lui reprochait une certaine autosatisfaction : "Est-ce ma faute si j'ai eu toujours raison ?" Mais il ne se croyait pas vraiment infaillible, il lui arrivait plus d'une fois de reconnaître s'être trompé en certaines circonstances, et je pense qu'il aurait volontiers signé le mot d'Albert Camus : "s'il existait un Parti de ceux qui ne sont pas sûrs d'avoir raison, j'en serais".

Ceci dit, Aron avait la certitude d'avoir eu raison dans le rude combat que, longtemps solitaire (ou presque), il avait mené contre le mirage communiste, après avoir été - dès avant la guerre - un des premiers intellectuels français à prendre toute la mesure du danger du diabolisme nazi et des affinités structurelles entre les deux totalitarismes.

Aron le philosophe n'a pas créé de système. Mais, à partir de sa première œuvre importante, l'*Introduction à la philosophie de l'histoire*, ouvrage qui demeurera, il a créé une méthode originale pour traiter l'histoire : tantôt en journaliste, tantôt en universitaire de la Sorbonne et du Collège de France, en se soumettant à l'impératif de vérité et de lucidité. Notons qu'il avait une conception très haute du métier de journaliste, commentateur et éditorialiste : "Le commentateur, disait-il, qui n'est pas

attaché à un Parti, accomplit une sorte de service public qui n'est ni scientifique, ni partisan. Le commentateur idéal, surtout en matière économique, est un savant éclairé et sceptique, non prisonnier des théories, fût-ce de ses théories propres - qui conserve le goût du singulier, le consentement au pragmatisme et le sourire du bon sens". Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'Aron s'approcha beaucoup de cet idéal. Il fut un éditorialiste exceptionnel, toujours clair, ferme dans ses propos tout en rendant compte de la complexité des choses.

Spectateur, commentateur, il était toujours engagé, tout comme son "petit camarade" de l'École Normale, Jean-Paul Sartre, mais - sauf quelques rares instants - toujours de "l'autre côté" et "plus profondément engagé que Sartre". Et ses engagements n'étaient point inconditionnels. Sa *méthode* impliquait la conservation de l'esprit d'indépendance : la fluctuation de ses rapports avec Charles de Gaulle, entre rapprochements et éloignements, le montre bien. Gaulliste de la première heure, il ne craignait pas, en tant que collaborateur pendant la guerre de *La France libre* de Londres, de critiquer les manifestations d'autoritarisme du Général, allant jusqu'à lui imputer des velléités bonapartistes dictatoriales. Ce fut d'ailleurs une des "erreurs" qu'il avouera avoir commises et qu'il regrettera ; il reconnaîtra avoir sous-estimé les convictions républicaines de De Gaulle. "Ni général Monck, ni général de coup d'Etat, le général de Gaulle voulait simplement instaurer une Constitution taillée à sa mesure et en même temps viable après lui. Il y parvient en 1958". Après la guerre, en compagnie de son ami Malraux, Aron prit partie pour De Gaulle dans sa querelle avec les fondateurs de la IV^e République. Cela non seulement par estime pour l'homme, mais aussi, parce qu'il souhaitait pour la France déchirée, désemparée, un gouvernement fort.

"*La Raison occupe chez Aron la même place que Dieu chez Pascal*", dit Baverez. Ce qui surprend chez un homme dont la pensée a été nourrie par la lecture de Marx, de Weber et des phénoménologues. Mais, en fait, la démarche d'Aron est pascalienne dans le sens où il a fait son pari sur l'existence d'une *Raison transcendante* pour justifier son engagement dans l'histoire. C'est le côté "mystère" de la personnalité et de l'œuvre d'Aron - qu'on entrevoit aussi dans ses rapports complexes avec la judéité - rapports dont sa philosophie critique lui a interdit de pénétrer la nature. Selon Baverez ce fut là un échec pour le philosophe Aron, dont l'ambition initiale était "épistémologique, transcendante, métaphysique". En fait Aron, en se jetant dans l'action, a renoncé à une construction intellectuelle *autonome* au profit d'un dialogue permanent avec les grandes pensées systématiques, celles de Machiavel, de Clausewitz, de Weber, de Marx et de Sartre. Celui-ci est resté fidèle à son ambition de

jeunesse, qui était de s'élever au niveau de Hegel. Alors que l'œuvre d'Aron se présente comme "une suite de points de vue qui gravitent autour d'un astre noir, l'idée de Raison".

Mais aussi quelle clarté dans les vues qu'Aron exprimait dans les deux premiers livres qu'il écrivit sur le nouveau système international naissant avec la guerre froide : *Le grand schisme* (1948) et les *Guerres en chaîne* (1951) ! Il y développait sa formule célèbre : "Paix impossible, guerre improbable". D'emblée, Aron se déclara partisan du Pacte Atlantique, ce par quoi il provoqua la formation, contre lui, d'une sorte de Sainte Alliance des communistes, de leurs compagnons de route progressistes et des neutralistes qui, ensemble, faisaient la majorité de l'intelligentsia parisienne. Aron tint bon contre toute la meute, sans pour autant se laisser embrigader dans la droite colonialiste. Tant dans la crise d'Indochine que plus tard dans celle d'Algérie, il affirma courageusement - lui, collaborateur du *Figaro* - que les valeurs occidentales condamnaient toute colonialisation. Sortant de son rôle de spectateur serein, il fustigea l'impuissance des gouvernements de la IV^e République "trop faibles pour faire retraite". La retraite a été effectuée en 1962, magistralement, par De Gaulle : voilà qui justifiait le préjugé favorable qu'Aron lui avait accordé.

Non moins intéressante a été la position prise par Aron à la suite d'analyses approfondies sur le problème de l'union européenne. Dès le lendemain de la guerre, il fut un des protagonistes de la réconciliation franco-allemande, affirmant qu'"en ce monde dur, la France doit accepter pleinement son rôle de puissance régionale et non plus de puissance mondiale". Il s'affirma aussi fervent européen qu'atlantiste. Mais lorsque la question de la Défense commune européenne vint sur le tapis,

Aron se trouvait dans le camp où nul ne s'attendait à le voir : dans le camp des *non*, des anti-Jean Monnet. Il pensait, en effet, qu'il était déraisonnable de créer une armée européenne sans avoir prévu une autorité politique européenne. Il estimait comme De Gaulle et comme Mendès France que, "pour qu'il y ait une armée européenne, il faut d'abord que l'Europe existe en tant qu'entité politique, économique, financière et par dessus tout, morale". Avait-il raison ? Toujours est-il que dans la position prise par Aron, son attachement profond à la conception française de citoyenneté et de souveraineté indissociable de l'Etat-Nation était très sensible.

En 1968, Raymond Aron, à la différence de la plupart de ses collègues de la Sorbonne, a vivement condamné la montée des violences estudiantines et l'inflation des discours idéologiques absurdes. Il semble cependant que l'analyse du mouvement de Mai qu'il a faite, une fois l'accalmie venue, était beaucoup plus juste que celle, plus indulgente, voire paternaliste, d'Edgar Morin, qui y voyait "le signal d'un phénomène mondial de dépasement de la civilisation bourgeoise", ou d'Alain Touraine qui le considérait comme "premier mouvement social à l'ère post-industrielle".

Dans son livre sur *La révolution introuvable*, Aron expliquait la crise par la conjonction impromptue d'une kermesse estudiantine, des désillusions devant la société de consommation, de l'écart creusé entre les aspirations des citoyens et l'immobilisme des gouvernements. Dans ce psychodrame de 1968, où la crise de la famille bourgeoise avait certainement sa part, Aron a joué un rôle semblable à celui de Tocqueville face à la Révolution de 1848, dans laquelle l'imagination avait cru également prendre le pouvoir. Son attitude sévère lui a valu une hargne durable des étudiants et des intellectuels "soixante-huitards". Encore plusieurs années après, pour éviter des contre-manifestations, Aron dut annuler une conférence qu'il avait été invité à prononcer à l'Ecole Normale Supérieure. Aujourd'hui tout cela semble loin et les élèves de la rue d'Ulm, et de "Sciences Po" (Institut d'études politiques) étudient avec une application admirative la "*Paix et Guerre entre les nations*" qui est devenu un classique de la science politique.

C'est une grande œuvre qu'Aron a laissée à la postérité. Et le souvenir d'un humaniste au grand cœur, malgré son air sceptique souvent irritant - le souvenir d'un homme profondément passionné, malgré la discipline de modération et de prudence qu'il s'imposait et dont il s'est rarement départi. On peut savoir gré à son biographe de souligner l'importance de la contribution de sa femme Suzanne, épousée en septembre 1933, à l'achèvement de l'œuvre d'Aron. Rayonnante de bonté et d'intelligence, Madame Aron aura été, pendant un demi-siècle, l'assistante, la secrétaire, la collaboratrice assidue et la conseillère dévouée d'Aron qu'elle aidait à traverser dans sa vie privée et publique les crises qui risquaient d'ébranler son équilibre de penseur et de créateur.

EXAMEN DU THÉÂTRE DE JEAN ANOUILH (1910-1987)

par André LE GALL

I

**“Voilà tout !”
Non, pas tout !**

Nous commençons dans ce numéro la publication d'une étude d'André Le Gall sur le théâtre de Jean Anouilh. La suite paraîtra dans les numéros de juin et septembre 1994 de France-Forum.

UN AUTEUR ET PAS DE BIOGRAPHIE

24 mars 1978 : c'est la date qui figure à la fin d'“Oedipe ou le roi boiteux”. Quarante-six ans après avoir écrit “Le Bal des voleurs”, Jean Anouilh signe une œuvre tragique, écrite en une langue dont la clarté, l'austérité, l'efficacité témoignent d'une maîtrise que les années n'ont fait qu'affirmer, que confirmer, que féconder. Quarante-six années et plus de trois dizaines de titres répartis par l'auteur en pièces brillantes, pièces costumées, pièces grinçantes, pièces noires, pièces roses, pièces baroques, pièces secrètes : d'immenses succès, une œuvre, la gloire. Et pas de biographie : naissance à Bordeaux en 1910, découverte du théâtre tout enfant au casino d'Arcachon où l'on donnait des opérettes, élève au Lycée Chaptal à Paris, études de droit, travail dans une maison de publicité, secrétariat de Louis Jouvet puis, après la représentation en 1932 de “L'Hermine”, carrière d'auteur dramatique, débuts difficiles mais brefs : “La Sauvage”, écrite en 1934, créée par Georges Pitoëff en 1938 et “Le Bal des voleurs”, écrit en 1932 et créé, en 1938 également, par André Barsacq, sont deux francs succès qui mettent fin aux difficultés matérielles pour Jean Anouilh.

Une œuvre. Pas de biographie : “Je n'ai pas de biographie et j'en suis très content” a dit Jean Anouilh. Pas de biographie : c'est-à-dire qu'on est prié de se référer aux textes et de laisser l'auteur en paix, de lire ce qu'il a écrit ;

mais qu'on est dispensé de fouiller dans ses tiroirs dans l'espoir d'y trouver des complexes psychanalytiques, des histoires de famille, des affaires d'argent, voire, pourquoi pas, de discrets et méritoires dévouements. Le moment est venu de régler leur compte à ces monumentales biographies qui se donnent pour objet de traquer les faits, gestes, sentiments, erreurs et misères d'auteurs dont la vie finit par masquer l'œuvre, soit que le romanesque de la vie compense la médiocrité de l'œuvre, soit que le biographe réintègre à toute force dans la vie ce que, précisément, l'auteur en avait arraché pour opérer la transmutation artistique : son œuvre.

Jean Anouilh, grand seigneur, nous a épargné ses états d'âme, ses amours enfantines, ses courbes de température. Il a écrit des pièces de théâtre, année après année. Et certes ces pièces débordent d'états d'âme, de jugements politiques, de tristesses enfantines, de trivialités quotidiennes, mais transposés, transférés, transcrits, en sorte qu'ils cessent d'être l'expression du “moi, je” de l'auteur pour devenir, ayant été fondus dans le creuset où se forge l'œuvre, l'une de ces traces que, depuis dix mille ans, les artistes inscrivent dans le fer, dans le bronze, dans le marbre, dans la pierre, sur les toiles, sur le papier et qui font que les générations qui se succèdent ne naissent pas orphelines. L'œuvre, même si elle est l'écho de la plainte de l'artiste, ne vaut que par ce qu'elle révèle et qui le dépasse.

“VOILÀ TOUT !”

20 octobre 1979, diffusion de “La Belle vie” sur Antenne 2. Nous sommes en 1918 : la Révolution éclate quelque part en Allemagne. Une famille d'aristocrates se trouve exceptée de l'universelle extermination à laquelle

sont vouées les classes anciennement dominantes, à condition de perpétuer son mode de vie propre, sous le regard du peuple, dans un hôtel de luxe transformé en musée. Servis et gardés tout à la fois par leur ex-domestique, Albert, militant zélé autant qu'avisé de la Révolution, ils revivront leurs disputes, ils étaleront leur arrogance en public. Ainsi se transmettra aux générations le souvenir de la période d'avant la Révolution : "...il y a l'éducation du peuple... il ne faut pas que le peuple oublie...". Albert soumet sa ménagerie à l'œil critique du commissaire politique à qui il revient d'apprécier si les sujets qui la composent ont été judicieusement choisis. Lorsque paraît la fille de la maison, Gertrud, le commissaire admet : "Ouais ! Elle n'est pas mal roulée, mais vous croyez qu'elle est bien le personnage ? On dirait une bonne petite ménagère allemande, voilà tout !..."

"Voilà tout !". Dans "Le Bal des voleurs" (1932) on trouve aussi : "...Je joue un rôle. Je le joue bien comme tout ce que je fais, voilà tout !" Entre ce deux "voilà tout !" il y a un demi-siècle et toute une œuvre avec des dizaines et des dizaines de "voilà tout !" Un vrai tic d'écriture ! Les textes de Jean Anouilh sont truffés de "voilà tout !". L'occasion serait bonne, conformément aux pratiques de la critique scientifique, de dresser le tableau suivant.

p. 136 dans "Cécile ou l'École des pères" (1948), p. 87 et 95 dans "Ornifle ou le courant d'air" (1955), p. 14 dans "Pauvre Bitos" (1956), p. 129 dans "L'Hurluberlu ou le réactionnaire amoureux" (1959), p. 113 dans "l'Orchestre" (1962), p. 23, 51 et 88 dans "La Foire d'empoigne" (1962), p. 29 dans "Le Boulanger, la boulangère et le petit mitron" (1968), p. 39, 60, 101, 122 et 130 dans "Cher Antoine" (1969), p. 41 dans "L'Arrestation" (1975), p. 69, 126, 157 (deux fois p. 157) dans "Chers Zoiseaux" (1976). Comme on s'est lassé de ce recensement on ne saurait dire s'il y a des "Voilà tout !" dans "Médée" (1946), "Roméo et Jeannette" (1945), "L'Alouette" (1953), "Becket ou l'honneur de Dieu" (1959), "Oedipe ou le roi boiteux" (1978), "Monsieur Barnett" (1974). Peut-être y en a-t-il. Peu importe. Le nombre de "Voilà tout !" qu'on a trouvés de 1932 à 1980 suffit pour affirmer que l'expression traduit, trahit, une constante d'écriture de l'auteur, cependant que son retour de personnage en personnage sur cinquante ans pourrait bien laisser passer comme un aveu. "Voilà tout ?". Peut-être pas. "Je ne suis pas de ceux qui se consolent d'un mal en disant "c'est la vie". Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse, à moi, que ce soit la vie ?..." dit Orphée dans "Eurydice" (1941). On reviendra sur ces "Voilà tout !". Après avoir parcouru l'immense brassage de situations, de personnages, de passions, d'idées dont les trente ou quarante

Décennie	1930 1940	1940 1950	1950 1960	1960 1970	1970 1980
Nombre de "voilà tout !" recensés dans les œuvres de la décennie (A)	12	15	10	18	13
Age de l'auteur au milieu de la décennie (B)	25	35	45	55	65
Rapport B/A	2,08	2,33	4,5	3,05	5

A partir de ce tableau on tirerait de nombreuses conclusions de nature tant sémantique que psychanalytique, politique, médicale,... Mais, comme le recensement des "voilà tout !" aurait été un exercice par trop fastidieux, on s'en est dispensé et on a inventé les données de la première ligne du tableau. Ça n'empêche pas de penser !

De penser, notamment, que le retour constant des "voilà tout !" dans l'œuvre de Jean Anouilh a un sens, que l'usage répétitif par un auteur, qu'il en soit conscient ou non, de la même expression pendant un demi-siècle constitue une indication chargée de sens.

Des "voilà tout !" on en trouve page 15 dans "Le Voyageur sans bagage" (1937), p. 36 dans "La Sauvage" (1934), p. 313 dans "L'Invitation au château" (1947), p. 40 dans "Le Rendez-vous de Senlis" (1937), p. 187 dans "Léocadia" (1939), p. 79 dans "Antigone" (1942), p. 72, 109 et 127 dans "La Répétition ou l'amour puni" (1947),

pièces de théâtre de Jean Anouilh auront constitué en ce siècle le puissant creuset.

LES TEMPS ET LES LIEUX

"Théâtre traditionnel" disent les classificateurs pour disqualifier le théâtre d'Anouilh. Si on veut dire par là qu'Anouilh se donne la peine d'inventer des intrigues qui commencent quelque part et qui ont l'air d'aller quelque part, de peupler ces intrigues de personnages qui parlent, qui s'affrontent, qui se délivrent, qui se livrent, de doter ces mêmes personnages d'une langue qui va un peu au delà du borborygme originel, qui leur donne le loisir d'exprimer des nuances de sentiment d'ailleurs non exemptes de simplifications drastiques, si cet effort de construction et d'expression suffit à classer un auteur dramatique dans la catégorie sans avenir des auteurs traditionnels, alors il se pourrait que le théâtre de Jean Anouilh soit "traditionnel". Comme celui de Corneille,

Racine, Molière, Claudel,... Il se pourrait. Si on veut dire par là qu'il s'agit d'un théâtre sans invention, asservi aux conventions, alors c'est qu'on ne l'a pas lu. Tout le savoir d'Anouilh consiste précisément à exploiter la convention théâtrale, à en tirer le parti maximum, sachant que la convention doit être respectée mais que le respect de la convention consiste précisément à la tenir pour ce qu'elle est : une convention, que l'auteur se doit simplement d'annoncer. Après quoi la superposition des temps et des lieux, l'interconnexion entre l'action vécue, l'action remémorée et l'action imaginée, la présence simultanée sur la scène du même personnage à des âges différents deviennent possible. Dans "Antigone" comme dans "L'Alouette" les comédiens sont sur la scène et chacun se voit assigner son rôle, chacun intervient lorsque c'est son tour. Dans "Pauvre Bitos", les personnages participent à un dîner où chacun joue son personnage et prend sa part à une intrigue actuelle mais qui renvoie aux tableaux de la Révolution française et bientôt c'est l'un de ces tableaux qui s'anime et voici Robespierre, Danton, Camille Desmoulins, Madame Tallien qui, tout naturellement - naturellement - parce que conformément à la convention théâtrale, revivent devant nous leurs affrontements, jouant à nouveau les premiers rôles dans la tragédie historique. Dans l'"Arrestation" il y a là l'homme, le jeune homme et l'enfant et tous trois sont le même personnage. Dans "La Belle vie", la famille aristocratique entend de se donner en représentation pour l'instruction du peuple et, bien entendu, les passions anciennes et toujours vivaces remettent les personnages en mouvement : calculs, mesquineries, jalousies, ressassements... La vraie vie se donne en représentation sous la menace du peloton d'exécution. "On ne vous demande pas de faire davantage le pitre que vous n'aviez l'habitude de le faire" dit Albert le serviteur-gardien à ses gens. Toutefois le public a droit au spectacle qu'il attend. "Jouez pour eux. Ils n'ont pas envie de vous voir telle que vous êtes. Ils ont envie de vous voir telle qu'ils vous imaginent". Dans "Le Boulanger, la boulangère et le petit mitron", les scènes de western se mêlent à celles de la vie courante. Puis les hasards d'une leçon d'histoire précipitent les personnages dans la prison du Temple où la famille royale se trouve reconstituée. Dans "Les Poissons rouges" les temps se télescopent. Parfois l'action comporte la préparation de représentations théâtrales en sorte que le théâtre dans le théâtre vient donner un arrière-plan, un arrière-fond, un miroir, aux sentiments et aux intrigues.

Traditionnel si l'on veut le théâtre d'Anouilh, oui mais à condition d'admettre que le qualificatif englobe toutes les innovations que la convention théâtrale autorise. Et il y a dans l'invention quelques trouvailles qui méritent qu'on les salue, par exemple celle qui, dans "Pauvre Bitos", permet à l'auteur, d'un seul mouvement, de nous livrer, tout à la fois les bassesses de l'épuration et les terreurs de la Révolution, chaque comédien jouant deux rôles.

Cette liberté à l'égard de la convention théâtrale mais aussi l'attachement à cette convention donnent à l'œuvre

d'Anouilh la faculté de vieillir comme vieillissent les bons vins, en se bonifiant. On ne peut pas en dire autant de quelques autres théâtres contemporains. S'il vieillit bien, c'est aussi que le théâtre d'Anouilh travaille une matière qui, elle, ne vieillit pas : les structures sociales dans ce qu'elles ont d'archétypales : pouvoir, richesse, apparences et convenances, guerre et paix ; les passions humaines, champ de forces où s'élaborent les gâchis existentiels, sans oublier rires et loufoqueries nécessaires au divertissement de l'esprit tant il est vrai, n'est-ce pas, que "l'homme est un animal inconsolable et gai". Rires et loufoqueries : commençons par là.

RIRES ET LOUFOQUERIES

"Je t'ai donné ma jeunesse et tu fouilles dans mes tiroirs" dit la femme dans "Episode de la vie d'un auteur" (1948). Et encore, la même : "Quelle horreur ! Je te trompe et tu ricanes". "Il a vaincu le typhus, mais c'est un ancien dreyfusard" ("Cher Antoine") "...Seul, le vélo, Dieu merci a gardé forme humaine..." ("L'Hurluberlu") "Je vais te l'apprendre, moi, à voler les femmes des Blancs, sale raciste !..." ("L'Hurluberlu").

La loufoquerie n'est pas politiquement neutre. "La pensée contemporaine, faisant courageusement table rase de tout - sauf du marxisme-léninisme qui est, bien entendu, intouchable - a remis l'homme à sa place exacte dans son néant" est-il dit dans "Les Poissons rouges". Dans cette pièce également, La Surette, archétype du frustré social, happé par la débâcle de 1940, dévalant la France à bicyclette, effrayé à l'idée que des îlots de résistance puissent être organisés ici ou là, gronde : "A Montauban ! Moi, l'ordre c'est l'ordre. Je vais à Montauban. Et personne ne m'arrêtera. En avant !". Et, toujours dans "Les Poissons rouges", le médecin bossu avoue : "Ah, il y a des jours où j'ai honte d'être un bossu français !".

Un certain théâtre contemporain a inspiré à Anouilh des traits qui n'ont pas empêché l'art officiel de canaliser les subventions publiques depuis des décennies. "On est sans mots" dit quelqu'un à Antoine, l'auteur dramatique de "Cher Antoine". "Ne l'avouez pas ! On peut être moderne, mais pas à ce point !" répond Antoine.

Dans "l'Hurluberlu" il est question, sur le mode de l'admiration, d'une pièce intitulée "Zim ! Boum ! ou Julien l'Apostat. Antidrame" et en particulier de cet instant où les deux personnages, Julien l'Apostat et Apophasie, se tiennent sans rien dire sur la scène. Leur silence se prolonge jusqu'à la limite de résistance des spectateurs. Puis Julien se gratte. Suit alors ce dialogue : "Apophasie - C'est une puce ? Julien - Même pas (Un silence encore). Apophasie - J'avais cru que c'était une puce. Julien - Ça serait trop beau". Et plus loin, le même Julien : "Rien. Il n'y a rien. Il n'y a jamais rien eu. Rien ne s'est passé jamais nulle part, et il ne se passera jamais rien. Alors, à quoi bon continuer ?"

Le théâtre dans le théâtre : le procédé est fréquent. Les personnages, en même temps qu'ils se donnent en représentation, se donnent des représentations à eux-mêmes. Pour tromper l'ennui.

L'ENNUI ET LE DIVERTISSEMENT

L'ennui : à sa jeune femme, Aglaé, le général de "L'Hurluberlu" demande : "Vous vous ennuyez ?" Aglaé : "Oui... A en mourir". Un quart de siècle plus tôt la tante disait à sa nièce dans "Le Bal des voleurs" : "Ma petite Eva s'ennuie tant qu'elle peut". "Oui, ma tante". "Moi aussi je m'ennuie !". "Nous bavarderons pendant qu'ils dormiront et nous dirons du mal d'eux tous. Cela tuera le temps - il est dur à tuer l'animal" dit la châtelaine dans "L'invitation au château". La comtesse à son amant dans "La Répétition ou l'amour puni" : "Mon cher Villebosse, vous avez réussi cette chose extraordinaire de rendre le péché plus ennuyeux que la vertu". "Je meurs d'angoisse de me retrouver seul" avoue l'un des personnages de "La Répétition".

L'ennui ronge les riches et ceux qui gravitent sur leur orbite. D'où ces représentations théâtrales qu'ils se donnent et où, quelque effort qu'ils fassent, ils finissent immanquablement par réinventer leur monde, leur vie, un monde, une vie de représentation. Le jeune homme de "Léocadia" a reconstitué dans le parc de son château la boîte de nuit où il a rencontré la femme qu'il a aimée ou croit avoir aimée. Il vit cette reconstitution comme un culte à la chère disparue. Peut-être, simplement, s'ennuie-t-il.

Napoléon aussi s'ennuie dans "La Foire d'empoigne". Il lui faut s'arracher à l'île d'Elbe : "Un homme aussi soucieux de son personnage ne pouvait en rester là. Il revient nous donner une autre fin, sanglante s'il se peut..." dit Fouché. L'histoire pour tromper l'ennui. L'ennui et la peur. "Monsieur Hitler aussi a peur. Et c'est cela qui est dangereux pour nous" est-il dit dans "Le Scénario" ; le scénario de la guerre, le seul qui soit vraiment au point en septembre 1939. "Tout le monde a peur".

Antoine, l'auteur dramatique mort de "Cher Antoine" invente, pour ses amis vivants, une mise en scène : "...Antoine n'avait jamais été capable de vivre... il avait inventé sa vie et les personnages de sa vie comme ses pièces et en même temps..." est-il dit de lui. Et lui-même avoue : "Convoquer les personnages de ma vie... Qu'une fois au moins j'aie fait la mise en scène..."

La fiction du théâtre fait éclater le mensonge dans la vie. Et en même temps la vérité. La vérité de la vie comme dans "La Belle vie" où des aristocrates donnent leur existence d'avant la Révolution en représentation au peuple. Vie et représentation. Apparences et convenances. "Il y a toujours un mais dans la vie, quand on gratte un peu la surface des choses. Un conseil. ...ne grattez pas, mademoiselle, ne grattez surtout pas ! Les apparences suffisent largement à faire un monde". La vie, semble nous dire Anouilh, est mise en scène sociale,

aussi conventionnelle que la mise en scène théâtrale et c'est lorsqu'elle est jouée comme une comédie qu'elle nous livre sa vérité. Isabelle, dans "Le Rendez-vous de Senlis" ne sait que répéter : "Pourquoi m'avez-vous menti, Georges ?".

Tous les sentiments sont-ils faux ? Pas tous. Reste la peur de manquer, une peur de pauvres qui voient sombrer la barque où ils avaient réussi à monter grâce à une fille au bord d'épouser un jeune homme riche ("La Sauvage") ou grâce à un fils, mari d'une millionnaire qu'il n'aime pas ("Le Rendez-vous de Senlis"). Reste aussi parfois l'amour : Isabelle demande à Georges : "Au milieu de tant de mensonges, c'était donc vrai, Georges, que vous étiez un peu amoureux de moi ?". Et Georges répond "Oui, Isabelle, cela c'était vrai".

Vraies aussi, parce qu'incontournables, les contraintes fondatrices de l'ordre social. Sur le pouvoir et l'argent, sur le pouvoir de l'argent et toutes les distinctions, ségrégations et conventions qui en découlent, le théâtre d'Anouilh constitue une anthologie. Les rapports de classe forment la toile de fond de toutes ses œuvres, du "Bal des voleurs" à "La Belle vie". Comme si quelque blessure d'origine donnait à la division sociale une âpreté, une acuité, que les décennies n'auront pas effacées.

LES PAUVRES ET LES RICHES

"Les histoires des maîtres sont les histoires des maîtres" proclame le maître d'hôtel dans "Le Voyageur sans bagage". La châtelaine de l'"Invitation au château" dit à sa dame de compagnie : "D'ailleurs, je vous ai toujours donné mes vieilles robes. Vous me devez tout". "Je sais, je sais cela madame !". Difficile de dire plus en aussi peu de mots ! Les domestiques ont d'ailleurs entre eux de rigoureuses hiérarchies ainsi qu'en témoigne ce dialogue entre deux maîtres d'hôtel dans "Léocadia" : "Je suis simplement heureux de constater que chez un vrai maître d'hôtel il reste toujours un fond de manières que la déchéance n'entame pas". Mais en présence du maître le domestique connaît son néant. Le même maître d'hôtel, chargé d'initier l'héroïne aux mœurs aristocratiques, lui dit : "Et maintenant droit sur moi, l'œil dans l'œil et tout d'un coup l'insolence ! Je ne suis qu'un maître d'hôtel ! Je ne suis rien ! Je ne suis que de la boue ! Vous ne me voyez même plus !".

"Oui, Monsieur Fessard-Lebonze. Certainement Monsieur Fessard-Lebonze. Je vous fais mes excuses, M. Fessard-Lebonze..." assure Adolphe à son directeur dans "Le Boulanger, la boulangère et le petit mitron". Et Fessard-Lebonze reviendra dans les rêves d'Adolphe, jouant dans les westerns nocturnes le rôle du méchant traître allié aux Indiens incendiaires. Adolphe dit à Fessard-Lebonze, parlant de la secrétaire dont celui-ci a fait sa maîtresse "Vous êtes ignoble. Elle vous hait". Réplique : "Sans doute, mais elle a peur de perdre sa place, ce qui est, dans notre société capitaliste et, je le crains, dans les régimes socialistes aussi, le commencement de la sagesse chez les jeunes filles qui travaillent

dans les bureaux...". Fessard-Lebonze s'exclamera : "L'argent ne peut plus tout ? L'ordre public est menacé".

Le producteur du "Scénario", lui, est toujours généreux dans la vie. Sauf dans les affaires. En affaires il est redoutable : "...je brise tous ceux qui se mettent en travers de ma volonté".

En face de l'idée que les pauvres se font des riches il y a l'idée que les riches se font de la pauvreté.

Dans "L'Invitation au château" lady India soupire : "Moi j'adorerais être pauvre ...il doit certainement y avoir une grande poésie dans la misère...". "Devenez pauvre" propose Isabelle à Diana la fille du milliardaire Messerschmann dans la même pièce. "Si vous croyez que c'est facile" réplique Diana. De fait Messerschmann ne fera que doubler sa fortune lorsqu'il tentera, à la fin, de la perdre car la Bourse croira à une manœuvre et réagira en conséquence.

Les riches sont riches et trouvent ça normal.

"Enfin jusqu'ici, chez vous, c'était une des rares maisons où on avait la certitude d'être entre soi" dit l'un des personnages de "La Répétition ou l'amour puni". "Ce qu'on demande à notre classe c'est d'être cohérente et de durer". "On ne vous a donc jamais appris à tous les deux, quand vous étiez petits, qu'il fallait que chacun gagne son pain à la sueur de son front ?" demande Lucile, également dans "La Répétition". "Non" lui répond-on. "J'ai une idée, travaille" dit encore son ami au comte. Le comte réplique : "C'est une mauvaise habitude qu'il faut avoir prise très jeune".

Si la pauvreté est poétique, les pauvres, eux, sont encombrants : "...il n'y a pas plus égoïstes que les pauvres !" dit Antoine dans "Les Poissons rouges", quitte à ajouter, bon prince, "J'ai connu des pauvres qui n'emmerdaient personne". Le propos s'adresse à l'infatigable revendicateur qu'est La Surette, lequel réplique hargneusement : "Les bons pauvres bien reconnaissants, ceux qui sont inscrits au système ? Je vois ça d'ici !". Le cri du cœur de La Surette jaillit soudain : "Au poteau ! On vous foutra tous au poteau !... Et ta mère d'abord !".

L'idée qu'ont les pauvres des pauvres est pire que celle qu'en ont les riches.

Les pauvres, du sein de leur médiocrité, passent leur temps à ruminer d'innombrables frustrations : repas, alcools, cigares, domesticité, femmes, emplois, succès... En attendant ils survivent grâce à d'obscurs trafics parmi lesquels celui qui porte sur leurs propres filles n'est pas rare. "C'est comme cela qu'ils sont les pauvres ! Tous ignobles ! Pas fréquentables" clame Isabelle dans "L'Invitation au château". Elle se fait dire par sa propre mère : "...parfait l'orgueil, mais cela donne des rides. Et quand on n'a que ça dans la vie pour s'en tirer, il faut qu'on le ménage son museau, ma biche ! Laisse-moi te l'apprendre si tu ne le savais pas".

"Alors pourquoi m'avez-vous épousé ?" demande le richissime Duplessis-Morlet à Mélusine dans "Chers Zoiseaux". "Parce que ma mère était concierge. Parce

que j'ai toujours eu peur de manquer" répond Mélusine. Le très hargneux La Surette, des "Poissons rouges", rêve tout haut : "Quand j'aurai gagné un peu de fric, j'aurai une bonne et je lui en ferai baver". Réplique d'Antoine qui connaît les choses : "Là, tu te trompes mon gars... C'est ta femme qui lui en fera baver". L'humiliation ronge les cœurs : "J'ai eu mon petit lot d'humiliations en échange de mon assiette de soupe" dit Lucile dans "La Répétition". L'humiliation n'épargne pas les riches. La même Lucile se fait dire par l'ami du comte : "Je vous défends d'avoir pitié. Pauvre petite institutrice de rien du tout ! Pauvre petite larve bien-pensante".

Au cœur du système il y a l'argent. Il y a ceux qui en ont et les autres.

"Je n'aime pas quand les choses sont gratuites, Mademoiselle" dit Messerschmann à Isabelle dans "L'Invitation au château". "...Cela me paraît hors de prix". "Entourée de tant de luxe, de tant d'esclaves... j'espérais que tu aurais oublié" dit le même Messerschmann à sa fille, Diana, qui réplique : "Tu n'es qu'un vieux Juif trop riche. Tu crois que tu peux tout... Ah ! Je te hais, je te hais d'être ta fille".

Derrière l'argent, il y a le travail des multitudes. "L'essentiel est de faire suer l'esclave, d'une façon ou d'une autre, puisque le monde, depuis toujours, est bâti sur son travail et qu'il le sera toujours, du fait même qu'il est le nombre. Alors il faut jouer la comédie..." explique le jeune homme riche de "l'Hurluberlu". Brève synthèse de l'état du monde, la sentence tombe, également dans "l'Hurluberlu" : "...l'argent, lui, n'a pas cessé terriblement de compter".

L'argent n'a pas cessé de compter : le fleuve de la chienlit a pu rouler sur l'éducation, le sexe, le goût, la langue, les médias, la rue, la mode, la mort, la vie : l'argent, lui, a tenu le coup. Les comptes sont tenus exactement et dans ce monde où tout est permis le vol d'un collant dans un grand magasin demeure une affaire.

Sur l'argent et les rapports qu'il crée entre les classes sociales, Anouilh avait dit beaucoup dans "La Sauvage" dès 1934.

LE BONHEUR ET LA RÉVOLTE

A propos du riche mariage de Thérèse, sa fille, la mère avouait : "C'est une affaire inespérée ! Je ne te cache pas que je n'aurais pas cru qu'il t'épouserait" et le père ajoutait : "Qu'est-ce que tu veux, quand on est pauvre !...". Thérèse, excédée de la flagornerie de ses parents, leur lançait : "...je ne veux pas... que vous ayez l'air extasié de la sorte parce qu'il veut bien m'épouser. Je suis belle, j'ai vingt ans, je l'aime, cela vaut sa gloire et son argent". Mais Florent, le fiancé, ayant jeté par terre les billets de banque qu'il a dans ses poches, Thérèse, désignant ses parents, lui disait : "Regardez-les tous les deux... Regardez ces têtes" puis elle criait soudain : "...moi aussi malgré moi, cela me fait mal cet argent par terre. Je me suis trop piqué les doigts avec mon aiguille. Je suis restée trop longtemps courbée sur des étoffes à en avoir mal

aux reins, pour n'en gagner qu'un peu...". Thérèse se jetait à genoux : "A genoux, à genoux. Je dois les ramasser à genoux pour ne pas mentir. Je suis de cette race". Dans le château de Florent, Thérèse refusait de se laisser saisir par un monde où tout ne semblait que luxe, calme, beauté, sérénité. Elle laissait son père déployer toute sa pauvre avidité de bourgeois déchu, émerveillé de disposer, de retrouver, enfin à volonté, tous ces riens coûteux qui font l'agrément de la vie. Elle étalait ses propres déchéances passées. Elle déclarait à Florent, pianiste de grand talent : "Tu n'es pas seulement riche d'argent, comprends-tu, tu es riche aussi de ta maison de petit garçon, de ta longue tranquillité et de celle de tes grands-pères... Tu es riche de ta joie de vivre qui n'a jamais eu à attaquer ni à se défendre, et puis de ton talent aussi... Aie besoin de moi pour que je ne souffre pas trop". Le bonheur, comme une terre séparée, protégée. Comme une tentation : "Ah ! C'est une organisation merveilleuse et redoutable... que leur bonheur !... L'amour... cette joie lisse, sans sursauts, sans doutes, sans déchirements... Ce qu'il faut, c'est ne jamais penser qu'il y en a d'autres qui vivent, qui se battent, qui meurent... Je ne poserai jamais les yeux qu'aux endroits où ils posent les leurs, sur les fleurs, sur les belles pierres, sur les bons visages... un drôle de bonheur... Je veux être heureuse, moi aussi ! Je veux être heureuse comme les autres".

A son ancien amoureux, du temps qu'elle était pauvre, venu la voir, Thérèse reprochait : "...Qu'est-ce que tu es venu faire ici avec ton malheur à bout de bras... Hé bien ta justice, je vais te dire ce que c'était, moi, si tu ne l'as pas compris tout seul : c'était ta haine. Ta haine de raté pour tout ce qui est plus beau, plus réussi que toi !... si tu as cru que notre misère, notre poisse, notre crasse étaient des titres de noblesse, tu t'es trompé... Je m'en suis tirée, moi ! Vous êtes laids, vous êtes sales, vous êtes pleins de sales pensées et les riches ont bien raison de passer vite à côté de vous dans les rues...". Chez les riches, tout est faux : sauf leur détermination, leur aptitude à sauvegarder leurs richesses. Chez les pauvres, c'est la vérité des frustrations qui se découvre. Et cependant Thérèse quittait le château de Florent : "Tu comprends, Florent, j'aurai beau tricher et fermer les yeux de toutes mes forces... Il y aura toujours un chien perdu quelque part qui m'empêchera d'être heureuse...".

Le bonheur comme une compromission. "La Sauvage" : pièce âpre, sans joie, sans issue. "Vous êtes terrible Isabelle..." disait aussi Georges dans "Le Rendez-vous de Senlis". "Je suis le bonheur. Et c'est toujours un peu terrible le bonheur" répliquait Isabelle.

Riches et pauvres : on a envie de dire à Jean Anouilh que, rares dans son théâtre mais nombreux dans la vie, sont ceux qui auront su garder leur dignité au milieu des difficultés de l'existence. Fidèles à leurs principes et à leurs vertus. Riches et pauvres : le thème ne quittera pas l'œuvre d'Anouilh.

Monsieur Barnett, quarante ans après "La Sauvage", met en scène, dans un salon de coiffure, un milliardaire,

un coiffeur, une manucure et une shampooineuse. L'argent structure la relation dans le moindre de ses détails. "On a beau être honnête et tout, la voiture grand sport qui s'arrête au bord du trottoir, on est tout de même prise de vertiges. On est des femmes quoi !" dit la manucure, ajoutant : "Les vrais hommes, ça doit claquer de l'argent". L'exploitation de la pauvreté, c'est aussi un moyen comme un autre de faire de l'argent, de construire sa gloire médiatique : "...Les chanteurs millionnaires qui viennent manger du malheur au micro me font vomir" dit Antoine dans "Les Poissons rouges".

Le sexe aussi est un moyen de faire de l'argent : "Il n'y a que le sexe qui vend" dit Monsieur Barnett. Le producteur du "Scénario", dit la même chose : "Maintenant c'est avec le sexe qu'on fera de l'argent... c'est pourquoi je suis formel, dans l'intérêt national : le sexe".

Riches et pauvres : sur ce thème, arrêtons-nous sur cette forte sentence : "Quand on est d'une condition modeste, il faut être méritant" ("L'Arrestation").

Les personnages de "Chers Zoiseaux" (1976), gauchistes patentés, installés, argentés, forment une galerie de portraits où le lecteur jubile de trouver, mise en scène, la tartufferie contemporaine : "On rêve comme des anges et on vit comme des porcs" dit l'un des personnages, Archibald. Le même, plus loin, en proie aux âpres reproches de son épouse, Lucie, sur le sujet des femmes, essaie de bafouiller une justification : "On se cherche, que veux-tu ? On se cherche". Et plus loin : "Qui suis-je". "Un Tartuffe" répond Lucie. Archibald, lorsque Lucie lui dit : "Sterman m'a demandé d'aller vivre avec lui" manque de s'étouffer : "Ce petit Juif ? Ce gauchiste à la manque ? Ce bavard ?... Aie des amants, bon, on est un couple évolué, on sait ce que c'est la vie. Mais choisis-les. Ne me couvre pas de ridicule". C'est à Lucie cependant qu'Archibald demandera d'essayer d'arranger une méchante affaire qu'il a avec son éditeur dont il a séduit la fille de 15 ans maintenant enceinte. L'asphyxie par les mauvais sentiments : tel est, en partie, le sens du théâtre de Jean Anouilh. Son sens et sa limite.

La conclusion de "Chers Zoiseaux", (celle de l'auteur sur le monde contemporain ?) est donnée par les deux fillettes de la maison. Se saisissant des pains de plastic abandonnés par l'éditeur d'Archibald, Grazziano, père sicilien fou de rage qu'on ait engrossé sa fille cadette, ces deux chipies commencent une partie de rugby qui se termine en explosion générale.

Auparavant auront été exposées toutes les nuances de la vie politique groupusculaire dans les années soixante-dix : "Vous êtes en retard ! Le GPM s'est scindé en deux tendances. Une minorité Mao, sous la direction de Ponson-Montreuil, qui est le nouveau M.P.R.S., et une majorité néo-trotskiste, nuance Gessman-Loubenstein, qui rejoint la tendance GPR". "Et le MPPP ?". "Dépassé. Tous néo-staliniens-réactionnaires".

Sous le masque de la politique, les mauvais sentiments font exploser le monde.

LA LIBÉRATION ET L'ÉPURATION

Mais la vraie blessure politique de Jean Anouilh aura été l'épuration. Non qu'il ait eu à en pâtir personnellement : aucune accusation n'ayant pu être formulée contre lui, il n'a été l'objet d'aucune procédure judiciaire. Sans doute aura-t-il été révolté par tous ces règlements de comptes drapés dans les apparences de la justice, couverts du drapeau de l'indignation patriotique, marqués de toutes les mesquineries et médiocrités de la lâcheté revancharde, arbitrés par des juges, desservants impavides de lois et de légitimités successives et antagoniques, ou bien arbitrés, plus simplement encore, dans l'élan de l'allégresse victorieuse de l'été 44, par la voix sans appel des fusils et des mitraillettes. Ayant oublié, trop vite, le poids intolérable des souffrances et des hontes de l'Occupation, l'éclat des trahisons, le prix payé par beaucoup pour les délations, Jean Anouilh n'aura prêté attention qu'à l'angoisse des victimes et à la bassesse des vindictes. Sans lien d'amitié personnelle avec lui, il a signé pour Brasillach. On ne recommencera pas ici le débat sans fin. On constatera seulement que ce débat aura laissé dans l'œuvre d'Anouilh des traces qui se retrouveront dans ses pièces tout au long des décennies qui suivront 1944.

Dans "Les Poissons rouges" (1970), La Surette déchargeant fictivement sa mitraillette sur Antoine, condisciple bourgeois du lycée de sa jeunesse, hurle : "Ah, ça fait du bien ! Ça fait du bien ! Ça fait du bien ! Vive la France !". Au demeurant, la haine sociale fait, un instant, oublier à La Surette que le personnage recherché par la justice c'est lui et non Antoine. Affolé il explique : "Je suis condamné à mort par contumace par la Haute Cour d'Issoudun... Je les ai aux fesses...". "Mais enfin qui ?..." demande Antoine. "Les patriotes ! Il y en a un qui avait fricoté avec moi et qui me devait trois briques. Alors tu penses qu'il veut ma peau. L'amour de la France, ça l'a pris aux tripes..." "...On n'a jamais vu tant d'assassins avoir des motifs aussi nobles" dit le même La

Surette. "Papa aussi était dans la Résistance. Il fabriquait, au péril de sa vie, du faux béton pour les Allemands" dit le riche héritier dans "l'Hurluberlu". Il ajoute : "Je n'avais que douze ans. Mais j'ai toujours refusé les biscuits vitaminés du Maréchal au lycée. Et j'écoutais tous les soirs la radio de Londres sur un petit poste à galène que je m'étais fabriqué, clandestinement bien entendu".

Le terme même d'épuration a droit à quelques commentaires. Napoléon dans "La Foire d'empoigne" s'exclame : "Epuré ! Voilà un mot auquel je n'aurais pas pensé !... Jusque là on avait toujours parlé de répression. C'était trop franc ! L'épuration. Cela vous a un petit air hygiénique". Le même, en un parallèle dont on peut soupeser chaque mot, précise : "Je reviens de mon île... venger la France de ceux qui se sont donnés un gouvernement à la solde de l'occupant. C'est clair !... Les coupables seront ceux que nous aurons désignés. Et cela soulagera les autres..." Louis XVIII prolonge le parallèle : "Je ne suis pas le Roi des gens de Londres. Je suis le Roi des millions d'hommes qui, bon gré mal gré, sont demeurés et ont dû composer, comme ils ont pu, avec ce qui leur tombait dessus". Mais la grande pièce sur le sujet c'est "Pauvre Bitos ou le dîner de têtes".

André LE GALL
(A suivre)

Pour la documentation, on a eu recours au Dictionnaire des auteurs et au Dictionnaire des œuvres (Collection Bouquins). Les œuvres de Jean Anouilh sont publiées par les éditions de La Table Ronde et, pour la plupart, reprises en Folio. Les références renvoient donc soit à l'édition originale de la LTR, soit aux rééditions en Folio. Que les éditions de La Table Ronde soient remerciées pour l'autorisation qu'elles ont accordée à France-Forum de reproduire les textes qui figurent dans l'étude. La date d'une pièce de théâtre n'est pas toujours aisée à déterminer. La date ici mentionnée est celle soit de l'écriture, soit de la création, soit de la publication.

Les livres de nos collaborateurs et amis

Jean ONIMUS

"Béance du divin"
Ed. PUF "écriture"

Joseph ROVAN

"Histoire de l'Allemagne"
Des origines à nos jours
Ed. du Seuil

François THUAL

"Géopolitique de l'orthodoxie"
Ed. Dunod

Paul POUPARD

"Nouvelle Europe"
*Reconquête de la liberté
et défi du libéralisme*
Ed. Mame

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Le Journal de **Julien Green** : *L'avenir n'est à personne* (1990-1992) ; On est si sérieux quand on a dix-neuf ans (1919-1924). - Les lettres de **Drieu la Rochelle** à Colette et André Jeramec. - De **François Leger** à **Raoul Girardet** et **Philippe Ariés** : Une jeunesse réactionnaire, ou "Naissance de la bande". - **Jacques de Bourbon Busset** : L'esprit de la Forêt. - **Pierre Gascar** : La Friche. - Histoires françaises : Des Hommes illustres, par **Jean Rouaud**, Aller à Elisabethville, par **Jacques Reda**. - **Roger Grenier** : La marche turque. - **Patrick Modiano** : Chien de printemps.

Le journal dont M. Julien Green a publié avant la guerre la première partie sous le titre *Les années faciles* commence le 17 avril 1928, mais, dans sa réédition de 1970, il est précédé de quelques pages écrites en 1926, et qui avaient été perdues. Quand M. Julien Green a-t-il, en fait, commencé à tenir un journal ? "Vers l'âge de vingt ans", a-t-il dit. Il était alors en Amérique à l'université de Virginie. Ces pages du premier journal de M. Green ont été retrouvées dans les papiers de Robert de Saint Jean. M. Julien Green note dans le dernier volume de son Journal, *L'avenir n'est à personne* (1), à la date du 25 septembre 1991 : "Dans le gros paquet de manuscrits que m'a apporté mon fils, il y a mon journal de 1919 à 1926, enfin ce qu'il en restait. Les pages que me montre Eric sont de qualité on ne peut plus variable... Il insiste pour tout garder et livrer". Ce fragment de journal commencé le 28 septembre 1919 est aujourd'hui publié, *On est si sérieux quand on a dix-neuf ans* (2).

M. Julien Green y reconnaît l'adolescent "farouche et fanatique" qu'il était. Il s'y adonnait, sous son armure de jeunesse qui le protégeait, mais l'isolait, à "une débauche d'idées et sentiments". "Déjà, ma destinée, écrit-il, était tracée. Pour tout homme, la vie est jouée à cet âge dans le secret de son cœur". Mais a-t-il mis, dans ces pages, ce secret, et quelqu'un pouvait-il le lui révéler, comme, jadis, la perspicace Rachel von Varnhagen au très romantique Astolphe de Custine ? M. Julien Green dit

avoir tenu à côté de ce journal, plus secret encore, un autre carnet qu'il avait appelé *das schwarz buch*. Il y a dans *Quand on a dix-neuf ans* une prière : "Mon Dieu, accordez-moi de soumettre à l'empire de ma raison cet amour désordonné de la beauté charnelle. Permettez que j'admire l'étonnante merveille de votre œuvre, sans que l'imagination que j'ai puissante et forcenée se déchaîne et suscite la perversion de ma nature". C'est l'époque où, dans cette "Terre lointaine", dans ce Sud interdit, il découvre que sa patrie n'est "nulle part". Il vit, sombre et studieux, dans l'un des plus beaux décors du monde, les heures les plus tristes de sa vie. "Jamais, je ne me suis senti plus misérable, plus seul... humilié. J'ai honte de ce que j'ai fait de mon âme, cette pauvre âme que Dieu m'a confiée. Du fond de mon désespoir, je crie vers Lui qu'il ne m'abandonne pas et prenne en pitié l'œuvre de ses mains. Cependant, je peux me sauver. Je quitterai ce pays où la beauté me perd". Mais "le désespoir de partir" ! "Que vais-je trouver là-bas, de l'autre côté de l'eau, de l'autre côté de ma jeunesse ? Le seul nom de Paris coupe mon cœur en deux... J'aurai toujours un là-bas, où que j'aile". Nous saurons, en lisant *Jeunesse*, le dernier volet de son *Autobiographie*, ce qu'il a trouvé à Paris. Est-ce, au cours de ses promenades nocturnes le long de la Seine, dans ce quartier du Trocadéro dont les deux tours symbolisent les portes de l'enfer, ce qu'il nomme la joie démoniaque de se détruire ? Ce qu'il a trouvé, ce qu'il retrouve à Paris dans le décor paisible de chintz et de sièges victoriens du salon de la rue Cortam-

bert, c'est sa famille. "A Paris, ou de l'autre côté de l'océan, dans l'Amérique d'autrefois, écrira-t-il dans *Fin de Jeunesse*, on était chez nous dans le groupe un peu singulier que formaient les Green". Le père lisait toujours *Le Temps* dans le même fauteuil à volets blancs et jaunes, ou bien il jouait aux cartes avec Lucy, tandis que Mary, après avoir vidé l'eau des vases de fleurs, faisait une patience et qu'à l'écart Julien écrit ses romans. Rien ne change, rien ne bouge. Où qu'on aille, on est toujours "chez soi". Il y a dans *On est si sérieux quand on a dix-neuf ans* le sentiment de l'agonie d'une civilisation, de la fin d'une ère, mais aussi celui, s'exprimant dans de tels moments, d'une permanence du monde.

Un demi-siècle plus tard, M. Julien Green, accumulant dans le dernier tome de son Journal, *L'avenir n'est à personne*, les orages et les tempêtes, peut écrire que la fin du monde est proche et que les signes s'en multiplient. "Depuis deux ans, les tempêtes se succèdent comme des avertissements mystérieux". Les titres des précédents volumes du Journal de M. Green étaient plutôt consolants : *La terre est si belle*, *La lumière du monde*, *L'arc-en-ciel*. Mais M. Green ne faisait qu'engranger dans "ce qui reste de jour" (autre titre de son Journal) des réserves de beauté au moment où il les sentait le plus menacées. Les événements politiques achèvent aujourd'hui d'obscurcir un tableau très noir. M. Green, tout adversaire des nationalismes qu'il est, tient aux différences, et il estime qu'il ne peut sortir du Traité de Maastricht qu'une Europe uniformisée, sans âme. L'unification de l'Allemagne, en outre, est, comme chaque fois qu'elle s'est produite, favorisée ou non, un grave danger pour la paix du monde. Une vie s'achève peut-être au seuil de l'Apocalypse, et ce sera toute l'aventure racontée dans ce Journal s'étendant sur presque un siècle. Mais l'avenir n'est à personne, et il suffit à M. Green, pour conjurer les prophéties de malheur, aujourd'hui comme hier, de s'isoler dans son "chez soi". Il regarde un peu longuement une théière noire sur sa table, et "voilà mon Angleterre, la théière de mon enfance à Paris dans la famille, la théière de Keats, celle qui reflète un bout de fenêtre, des branches d'arbre, des mains, des tasses et des soucoupes, un pays, un temps... Elle me rassure, me dit que tout est en place et que le monde n'a pas bougé". M. Green écrit cela le 28 février 1990. Le 16 juillet, il écrit : "On regarde autour de soi. Tout est en ordre à la maison... Les meubles brillent, les livres, rangée sur rangée, forment une muraille contre le monde. Ce décor nous enchante. Viendra peut-être le jour où nous nous dirons : vous souvenez-vous des beaux jours de juillet 1990 ?".

*
* *

MM. Gil Tchernia et Jules Hervier publient les lettres de Drieu la Rochelle à André et Colette Jeramec (3). Drieu a connu André Jeramec aux Sciences Po, et c'est par lui qu'il a été présenté à sa sœur Colette qu'il épousera en 1917 et dont il divorcera en 1921. Il évoque dans l'une de ces lettres la rencontre en 1911 sur le pont de la Concorde avec "la brune petite fille" à l'allure "un peu

garçonnière", descendant de son automobile. Au brillant étudiant timide et hautain elle opposera d'abord "un parti-pris d'hostilité et de moquerie". Les parents Jeramec, grands bourgeois israélites, reçoivent le camarade de leur fils. Marqué par les déboires de sa vie familiale - mauvaises affaires du père, une mère coquette, le souvenir des scènes de ménage autour de son lit d'enfant - il fait son entrée dans le monde des riches, mais par une porte entrebâillée. Elle manque de se refermer lorsque M. Jeramec apprend la faillite frauduleuse d'Emmanuel Drieu la Rochelle. Pourtant, cédant aux instances d'André, M. et M^{me} Jeramec inviteront le jeune Drieu dans leur propriété de Pougues. C'est l'été 1913. "De cette vie rapprochée pendant trois semaines, a écrit Drieu la Rochelle à Colette Jeramec, il allait sortir quelque chose". Ce fut l'étrange et douloureuse histoire d'un amour de tête entre les deux jeunes gens. Elle ne se terminera qu'en 1945, l'année où Drieu se suicide dans la maison de Chartrettes où Colette le cachait.

La préface à cette histoire, elle est dans les lettres de Drieu à André Jeramec. Drieu avoue y tenir "des propos brutaux", mais il est "intérieurement rempli de douceur, voire de mollesse". Il se nourrit de lectures "sèches et fiévreuses" : Stendhal, Benjamin Constant, Barrès. Il a eu le projet d'écrire un *Huit jours chez M. Barrès*, comme Barrès avait écrit *Huit jours chez M. Renan*. On respire dans ces lettres l'air de cette villégiature. Elles projettent sur le flot tumultueux et trouble de la jeunesse une passion d'analyse. Drieu, comme tout jeune homme de dix-huit ans, a besoin d'un confident, d'un réceptacle pour ses sentiments. Il procède à l'élection d'une âme. Les lettres d'André Jeramec manquent, mais, entre les lettres de Drieu, on sent passer, dans un délicat frémissement, l'âme élue. Drieu écrivait à Jeramec : "Notre morale a pour pierre de touche l'énergie". Une lettre du médecin major du 5^e R.I. publiée en annexe de ce volume témoigne pour cette âme. Quand la guerre éclate, André Jeramec, chétif, souffreteux, y voyant à peine, refuse de se laisser verser dans le service auxiliaire que lui ouvrent de puissants appuis familiaux. Il monte à Charleroi, écrasé sous un sac de fantassin, les pieds en sang. "Réfléchissez, Jeramec, lui dit le docteur Pichet. Irez-vous jusqu'au bout ? "Il veut" faire tout son devoir. "Drieu a raconté dans *La Comédie de Charleroi* comment il est mort. La dernière fois qu'il l'a vu, c'est en pleine charge, il avait perdu ses lunettes, il s'offrait sans défense à la mitraille.

Drieu s'est jeté lui aussi avec la même ardeur dans la guerre. "Je me sens ardent pour la guerre" écrit-il à Colette le 1^{er} août 1914. Mais s'il doit connaître dans la charge de Charleroi "la plus grande joie de ma vie" - "on est tout mouvement, écrit-il à son ami Raymond Lefèvre, on ne voit plus le monde, on ne se sent plus", il pressent que la guerre ne sera pas qu'une "fantasia", c'est, confie-t-il à Colette, "la grande épreuve qui m'éclairera sur l'avenir". Il ajoute aussitôt : "Nous ne pouvons plus parler de notre amour". Drieu a dit qu'il avait aimé Colette Jeramec trois mois. L'été de Pougues fut entre eux "une période de délicieuse naïveté". Mais

très vite, Drieu se déroba. “Je me sens si faible, écrivait-il en avril 1914. Pourrai-je faire ton bonheur?”. Il trouve a satisfaire une sensualité exigeante auprès des filles. Il fréquente assidûment les bordels. Personne, sauf peut-être Aragon, n'en a mieux parlé. Dans *Gilles*, roman publié en 1939, Colette Jeramec apparaîtra sous les traits de Myriam Falkenberg. Elle manque de féminité, elle a été livrée, dans une famille où elle est privée d'amour, à la seule intelligence. C'est une relation intellectuelle qui s'est établie entre Colette et Drieu à un niveau qu'il veut supérieur pour y avoir plus facilement ses aises, lui apprenant à “devenir elle-même”, l'élevant à sa hauteur dans un dur et tendre partage d'orgueil. Il se mêle à cette relation l'affection, et quelques sentiments plus troubles. Colette est l'irremplaçable petite camarade avec laquelle Drieu peut mettre l'amour en théorèmes, c'est aussi la “sœur de charité”. “Vous êtes la seule personne, lui écrit-il, pour qui j'ai une affection profonde, faite d'admiration, de respect, de reconnaissance. La très riche Colette lui assure un peu plus que ses fins de mois, et elle sait très bien que, s'il l'épouse, c'est pour sa dot. Le mariage restera vraisemblablement un mariage blanc.

Drieu s'est toujours retranché, à l'endroit de Colette, dans sa bohème galante, derrière une impossibilité d'être fidèle. Il ne lui cachait aucune de ses aventures. Mais la guerre n'a-t-elle pas été la seule véritable rivale de Colette ? Il écrit dans l'une de ses nouvelles, *La Prière d'Hargeville* : “Guerre, espèce de solitude, tu m'as obsédé, tu me tiens... Il faut bien que je m'abandonne à toi corps et biens. Tu as mis en moi une tendresse incurable. Je ne saurais plus vivre hors de toi. Tu m'as pénétré d'un amour étrange. Je suis un pauvre enfant perdu et fasciné... Ne me réveillera-t-elle pas de ce rêve mystique ?” Il y aura chez Drieu une déception de la guerre. “La guerre, aujourd'hui, écrit-il dans *La Comédie de Charleroi*, c'est d'être couché, aplati, vautré. Autrefois, la guerre, c'était des hommes debout”. Mais, chaque fois, il montera au front dans l'impatience de puissantes et neuves émotions, que ce soit à Charleroi, en Champagne, à Verdun, où, certes, entre deux convalescences, deux affectations à l'arrière, il ne fait que passer, mais où il s'est bien battu. En amour comme à la guerre, il en prend et il en laisse. Il traverse le champ de bataille, dandy ironique et mélancolique, mais tout entier projeté en avant de soi dans l'aventure de son salut. La guerre n'est pas pour lui l'occasion seulement de “se documenter”. Elle est l'arche triomphale de l'avenir dans lequel, “soutenu, écrit-il, par l'attente de grands événements”, il veut entrer. Ce n'est pas seulement l'avenir de la France - la France, “ah ! comme il se foutait d'elle” quand il chargeait à Charleroi -, mais celui de l'Europe et de l'Humanité. Il a d'étonnantes presciences. Il finira la guerre dans l'armée américaine en qualité d'interprète, revêtant enfin l'élégant costume kaki dont il a rêvé durant quatre ans sous l'uniforme bleu horizon. Il porte ce jugement sur l'Amérique : “Ces gens sont terriblement forts. Ils écraseront les Allemands sous leur acier. Et le XX^e siècle sera à eux. Mais ils sont dangereux pour la civilisation” (3 bis).

Dans ses dernières lettres, Drieu “bouillonne”. Il veut

“entrer dans l'action”. “Je ne peux penser à rien qu'aux immenses événements”, à ceux de l'après-guerre comme à ceux de la prochaine avant-guerre. Il n'a jamais peut-être été aussi tendre pour Colette dont il n'a jamais été aussi distant que dans le mariage où il refuse de s'installer. Il réclame de l'argent à l'inépuisable trésorière pour se faire faire un costume chez O'Rossen, mais, devant le monde où il se sent appelé, l'Allemagne énigmatique, la Russie mystérieuse, devant le monde où il s'élancera et où il s'abîmera, est-il encore temps de jouer avec Colette, après une tragédie abstraite, la comédie sentimentale d'un automne apaisé ? “Colette, ma compagne d'un voyage court et téméraire, adieu ou au revoir”. Lui fixait-il rendez-vous au jour fatal de 1945 ? Colette Jeramec, classant pendant les dernières années de sa vie ces lettres aujourd'hui publiées, écrivait que s'y révélait un Drieu inconnu. C'est le Drieu le plus ressemblant à lui-même que nous y avons trouvé.

*
* *

Le brillant petit livre des souvenirs de M. François Leger, *Une jeunesse réactionnaire* (4) est une invitation à relire les souvenirs de Philippe Ariès, *Un historien du dimanche* (5), et les souvenirs de M. Raoul Girardet, *Singulièrement libre* (6). C'est la même jeunesse, ligueuse, frondeuse, mais studieuse. François Leger, Philippe Ariès, Raoul Girardet ont lié amitié dans les années 35-36 à l'Institut d'Action Française, sorte de faculté libre siégeant rue Saint-André-des-Arts dans un local “poussiéreux, aux murs grisâtres”, dit Girardet, avec “des parquets disjoints et des chaises en fer rouillé”, précise François Leger, “sordide”, résume d'un mot Philippe Ariès. Chaque mois, une petite foule d'écoliers du Quartier latin, dont l'on retrouve aujourd'hui les noms dans les cinq classes de l'Institut de France et dans les hautes directions de la Nation, se rassemblait dans un cercle d'études politiques et historiques sous la direction de François Leger et du futur grand helléniste Edouard Delebecque. Ce local devait évoquer dans sa vétusté et sa saleté les collèges médiévaux où la jeunesse européenne s'entassait sur des blocs de paille pour écouter des maîtres prestigieux. Un étudiant traitait un sujet. Survenait sur les neuf heures, en coup de vent, son chapeau noir cabossé sur la tête, enveloppé dans un immense manteau couleur mastic de cocher de fiacre dont les poches étaient bourrées de journaux et de livres, la canne accrochée au bras gauche, Maurras lui-même. Quand l'étudiant s'était tu, écrit François Leger, “il prenait la parole... C'était un flot continu d'observations profondes, de raisonnements, de souvenirs déversés avec un naturel parfait... Il parlait avec une liberté entière... C'était un va-et-vient incessant des principes aux faits et des faits aux principes. Il l'enrichissait d'une multitude de références, d'évocations, de portraits, de citations... Ceux qui l'écoutaient étaient fascinés. Aucune éloquence n'approchait de cette improvisation”. Un jour, il eut, pour qualifier la renaissance intellectuelle et civique des Tchèques au XIX^e siècle, un mot que ne peut oublier François Leger : “un félibrige qui a réussi”. Ce Maurras, “c'était le meilleur Maurras”, dit Ariès encore sous le charme.

Dans ce cercle, devait bientôt apparaître, normalien frais émoulu de sa khâgne lyonnaise, étonnant mélange dans les traits de Bonaparte et de Hugo jeunes, Pierre Boutang. Il allait exercer sur cette génération un pouvoir fascinateur. On trouve son nom dans *L'Étudiant français* des années 38-39 avec ceux de Leger, d'Ariés, de Girardet, ceux, aussi, de Michel Déon qui n'est encore qu'Edouard Michel, Philippe Brissaud, futur secrétaire général de l'Institut, Jean-François Gravier auteur, demain, du célèbre *Paris et le désert français*. Jacques Laurent et François Sentein apportaient dans ce groupe l'air des petites revues non conformistes dont M. J.-L. Bayle s'est fait l'historien. De *Réaction* et d'*Ordre nouveau à Esprit*, elles ont tenté de rénover la pensée politique française. Le *Combat* de Jean de Fabrègues, de René Vincent et de Thierry Maulnier a été la dernière en date de ces petites revues. Daniel-Rops a pu parler à leur sujet, alors qu'elles avaient mis à la mode le mot "dépassement" (on dépassait le marxisme, le nationalisme), du "tournant des années 30". Mais c'est dans les années 1890-1990 que s'est amorcé ce virage, avec l'embarquée à droite du nationalisme, valeur alors traditionnellement de gauche, et la teinture de socialisme qui le marque du côté du cercle Proudhon. C'est le moment où s'est opéré un premier reclassement des idées politiques. Le royaliste Maurice Pujo, transfuge de l'Union pour l'action morale de Paul Desjardins, et le syndicaliste Janvion pendaient le buste de Marianne au quartier politique de la prison de la Santé. L'ancien communal Henri Rochefort paraissait sur les estrades de l'Action française aux côtés de la marquise de Mac Mahon. M. René Rémond a donné dans son livre sur *Les droites en France de la Restauration à la V^e République* une analyse assez juste du mélange détonant d'idées de droite et d'idées de gauche présenté par la première Action française, celle dont M. Jacques Paugam a écrit l'histoire dans l'*Apogée du maurrassisme*.

Raoul Girardet, Philippe Ariés, François Leger, issus de trois origines différentes, offrent un échantillonnage exemplaire des composantes dont ce mouvement était fait. Philippe Ariés, évoquant le brassage, dans le néo-royalisme de l'Action française, du traditionnalisme avec son attachement aux libertés concrètes et aux communautés intermédiaires, dont il retrouvera la trace en mai 68, et d'un jacobinisme qui ne lui semble pas étranger au "gaullo-pompidolisme" (1), dit qu'il a été forcé de boire ce "cocktail". Il lui en est resté une certaine ivresse. Mais, s'il a eu à faire un choix, c'est du côté du traditionnalisme provincial quelque peu libertaire, dont il a puisé la sève dans son Bordelais natal, et d'un royalisme d'héritage où les fidélités, le sens du sacré comptent plus que les démonstrations rationnelles à travers lesquelles le nationalisme "intégral" aboutit à la monarchie. Raoul Girardet, de famille militaire, mais sans traditions monarchiques, avec un goût très vif pour l'activisme, a représenté, lui, dans la famille maurrassienne, le nationalisme autoritaire de coloration barrésienne. Ce qui l'a attiré d'abord à l'Action française, comme Malraux chez les communistes, c'est une complicité dans l'amitié, un

esprit de bande, l'air de rébellion dont les amateurs de révolution peuvent se griser. Il lisait dans l'A.F. quotidienne l'article de Daudet avant celui de Maurras. Ce n'est qu'ensuite qu'il a fait ses classes. Ses ouvrages, *La crise militaire de la France*, *L'idée coloniale en France*, expriment le principal de ses préoccupations. L'esprit de revanche des années 1870-1914, même dans la France apparemment victorieuse de sa jeunesse, n'a cessé de le hanter. C'est cet esprit qui le conduira, de la Résistance à l'O.A.S., dans toutes les aventures où il a pensé que la France pourrait ressaisir son destin. Il est né trop tard dans son siècle. Elève de l'école communale de Belleville, nous le voyons marcher au pas régimentaire entre Charles Péguy et Alain Fournier aux premiers rangs de la génération fauchée en 1914 par le feu allemand, derrière ses curés et ses instituteurs portant le même drapeau du devoir moral et patriotique. La crise religieuse de 1927 qui déchira tant de familles royalistes ne toucha pas les Girardet. Aumônier du lycée Voltaire où grandit le jeune Raoul, l'abbé Ducaud-Bourget, déjà mal avec son évêque, ne pouvait guère lui prêcher la soumission. Girardet devait quitter sa troupe scout en s'écriant qu'ayant été trompé sur la manière d'arrêter un cheval emballé en lui mettant les doigts dans les naseaux, une tromperie en appelant une autre, il ne croyait plus en Dieu. Chez les Ariés, où le catholicisme ultramontain des pèlerinages au Sacré-Cœur pour la restauration d'Henri V et le catholicisme social greffé sur le légitimisme avaient plongé leurs racines, la condamnation de 1927 avait eu un autre retentissement. On s'y divisa jusqu'à ne plus vouloir se reconnaître entre fidèles de l'Action française et adeptes du Sillon. Si Philippe Ariés se rejeta du côté de l'A.F., ce fut sans doute par une réaction de l'anticléricalisme existant à l'état latent dans les meilleures familles catholiques et ne demandant qu'à éclater à l'occasion de crises où les sacristies veulent faire un peu trop sentir leur pouvoir dominateur.

Dans la famille de François Leger, il existait, bien établie, une tradition de persécution cléricale. Un arrière-grand-père, professeur au lycée Condorcet, grand ami de Renan et de Mgr Duchesne, avait publié quatre gros volumes sur l'*Histoire des persécutions de l'Église*. Ils avaient été mis à l'Index. Les très pieuses filles de Benjamin Aubé soutinrent aussi bien les Leger dans l'épreuve en souvenir de leur père. Le jeune François était montré du doigt au catéchisme de Sainte-Clotilde et quand, plus tard, il vit le curé du Gros-Caillou suspendu *a divinis* pour être allé bénir la dépouille mortelle de Jacques Bainville, il ne pourra que faire éclater son indignation. A l'indifférentisme de Girardet, il oppose une sacrée colère. C'est que l'événement avait touché à vif ce garçon élevé dans la foi catholique, mais il est intéressant de constater qu'il n'obéit pas, dans son insoumission, aux mêmes réflexes viscéraux que Philippe Ariés. François Leger appartient, dans la famille de l'Action française, à la branche positiviste, comtiste et tainienne. L'une de ses grand-mères était apparentée à Hippolyte Taine, et ce cousinage valut à son grand-père Louis Leger, professeur au Collège de France, grand

historien de la renaissance tchèque au XIX^e siècle, une chaire à l'École des sciences politiques d'Emile Boutmy. La carrière de Louis Leger avait débuté sous l'égide de Jules Simon et de Jules Ferry. Un antidreyfusisme de républicain patriote devait l'amener dans les années 1898-1900 aux très proches abords de la petite "revue grise" d'Henri Vaugeois et Charles Maurras. Il n'en resta pas moins campé sur ses positions philosophiques, et il se fit enterrer civilement. C'est dans cette filiation de pensée universitaire, sans doute, que François Leger a puisé son sens très vif et très fier de l'indépendance d'esprit. Elève en khâgne à Louis le Grand du philosophe catholique Louis Lavelle, mais aussi du très radical Albert Bayet, la collaboration de ce dernier à la maçonnerie *Lumière* ne l'empêche pas de lui exprimer sa reconnaissance. La fréquentation de la famille Daudet ne put que consolider en lui une liberté intellectuelle confinante à l'insolence. Jacques Bainville, de son côté, lui a légué, dans l'héritage du XVIII^e siècle, un bon usage de l'ironie. Très tôt, dans sa famille où l'on conservait les exemplaires dédicacés des *Origines de la France contemporaine*, François Leger s'était mis à l'école de Taine. A l'ironie dont il a toujours apprécié les pouvoirs décapants, il put allier la rigueur de celui que Zola a nommé un mathématicien de la pensée et qui ne lui transmet jamais que les leçons empiriques du réel. François Leger a consacré à Taine deux ouvrages capitaux, *La jeunesse d'Hippolyte Taine*, et *Monsieur Taine* (7), paru cet été. Il a préfacé aussi la réédition dans la collection *Bouquins des Origines de la France contemporaine*. Extrayant le réel de l'abstrait, Taine soumet cette opération à la vérification par l'expérience. Ainsi peut-il écrire à son ami Guillaume Guizot : "La vue des choses ne dément pas les prévisions du cabinet". C'est la vue des choses, c'est l'observation de la réalité, pourtant, qui l'on conduit un jour à rectifier une opinion prématurée et téméraire. Il avait osé dire tout jeune, dans un accès de fièvre d'abstraction, que la vie ne l'intéressait pas et qu'il se demandait si, seulement, il y avait des Français. Au lendemain de Sedan, il découvre les Français et la France. "Je ne savais pas qu'on pût avoir mal à la patrie", écrit-il. Thibaudet a remarqué que la littérature française est, après la défaite de 1870, une littérature de consultation. Taine, écrivant les *Origines de la France contemporaine*, est le médecin de la France. Dénonçant ce qu'il appelle "l'œuvre meurtrière de la Révolution", il a fait crouler le monument élevé à la gloire de celle-ci sous l'amoncellement des *petits faits vrais*. M. Marc Fumaroli, clôturant brillamment un colloque tainien tenu cet hiver à la Bibliothèque nationale, a pu le comparer à Soljenitsyne.

Hippolyte Taine, cacique de sa promotion, Edmond About, Prévost-Paradol, Francisque Sarcey avaient formé à l'École normale en 1848 un cénacle qu'About prétendait ressembler à celui décrit par Balzac dans les *Illusions perdues*. Prévost-Paradol en aurait été le d'Arthez et Taine, qui diagnostiquera le mal français, le docteur Bianchon. On ne saurait assimiler le groupe des Ariés, des Girardet et des François Leger à un cénacle. C'est, comme l'a dit Raoul Girardet, une *bande*. "Qu'est-

ce qu'il faut à des êtres jeunes et qui ont de l'ardeur, demande Jules Romains dans le volume de ses *Hommes de bonne volonté* intitulé *Naissance de la bande*, c'est d'abord qu'ils aient envie de marcher ensemble, plaisir à marcher ensemble et ensuite l'idée qu'ils feront ensemble de grandes choses". Girardet, François Leger et Ariés ont-ils fait de grandes choses au sens où l'entendait Jules Romains ? Ils ont fait de très bons livres. Tôt dispersés, tiraillant à travers le siècle chacun de son côté - François Leger est allé jusqu'en Asie d'où il a rapporté, avant de rentrer dans l'étude tainienne, un maître-livre sur les influences de l'Occident dans les révolutions d'Extrême-Orient -, ils restent reconnaissables à une même marque d'origine, celle de leur "jeunesse réactionnaire". Il est arrivé que la bande se regroupât, comme au coup de sifflet, dans certains moments tragiques. Ce qui nous intéresse, c'est d'avoir ici, dans ces souvenirs j'allais dire de famille, assisté, pour parler comme Jules Romains, à sa naissance.

*
* *

Nous avons connu en M. de Bourbon Buset le haut-fonctionnaire au service d'un Etat désincarné et d'idées abstraites. Il a écrit sur cette période de sa vie un roman, non pas de fonctionnaires, mais, au sens mathématique du terme, de fonctions, *La Grande conférence*. Il ne visait qu'à s'alléger de toute chair, à s'épurer. Il croyait appartenir à une espèce en voie de disparition, et il était embarrasé de vivre. Sa vie, dira-t-il plus tard, est faite de ruptures. Brusquement, il quittait l'Administration, descendant du socle où, disciple du Monsieur Teste de Paul Valéry, il avait tenté d'édifier la statue d'un homme "décharné" à la Ligier Richier. Il allait, héritier d'une longue tradition terrienne, se réinvestir, se réenraciner dans son domaine du Saussay. Au contact de ses bois et de ses sources, il devait subir, après celle de la pensée pure, la tentation de la pensée sauvage, entretenant commerce, dans une œuvre revivifiée, avec son *lion* en qui il se recharge de forces animales. M. de Bourbon Buset tenait dès lors un Journal pour découvrir entre les deux pôles opposés de la pensée pure et de la pensée sauvage une voie moyenne d'humanité incarnée et pour établir l'unité de son être déchiré entre des aspirations contradictoires sur une assise où il pût trouver son équilibre.

Il y a dans les contes de *l'Esprit de la Forêt* (8) un retour à la pensée sauvage. Dans le premier de ces contes, M. de Bourbon Buset devise au bord d'un ruisseau, sous une frondaison, avec un écureuil et une taupe. "Pauvre homme, lui dit l'écureuil, tu es aussi perdu ici que je le serais à Paris, place de la Concorde". M. de Bourbon Buset a toujours eu le sentiment qu'il n'était jamais à sa place. "Je suis partout déplacé" dit-il. La taupe l'incite à s'enfouir avec elle dans le sol. Le fera-t-il pour y "reprendre racine" ? Non, s'il aspire à "devenir souche", est-ce pour plonger dans un sous-sol grouillant de vies, y sentir battre, au niveau de l'instinct créateur, les pulsations de la pensée sauvage ? c'est pour "disparaître", "se faire

oublier". Il a reçu cette leçon de Spinoza, l'un de ses maîtres, que l'homme est inutile, qu'il n'est pas nécessaire. A peine rêve-t-il dans la nature de "faire partie du paysage", mais passivement, à titre d'"élément". Le temps des forêts est révolu, mâchonne, amer, l'écureuil, un tantinet passéiste. Il n'y a pour M. de Bourbon Busset qu'une solution à son embarras de vivre, s'échapper de ce monde où il ne trouve pas sa place, basculer, faute d'une assise stable, dans l'autre monde. On le voit, dans l'un de ces contes, chercher à travers la forêt une faille par où passer de l'autre côté. Le surréaliste René Daumal cherchait dans un roman, *Le Mont analogue*, la même issue. Les contes de *L'Esprit de la forêt* sont, dans l'œuvre de M. de Bourbon Busset, une tentative pour se tirer, par le biais du fantastique, du mauvais pas de la vie. M de Bourbon Busset, dans d'autres contes, s'est déjà lancé sur des tapis magiques dans des aventures imaginaires, mais qui ne l'ont conduit nulle part. Combien de fois a-t-il écrit dans son Journal qu'il pensait "être arrivé au bout de son parcours". Ici, tous les chemins qui s'ouvrent dans la forêt aboutissent dans des impasses où il lui faut retourner sur ses pas. Il recommence toujours, dans un perpétuel mouvement, la même aventure où, cependant, s'il y a un guide, une pensée inspiratrice, c'est la femme-épouse, qui n'est que la femme-mère. Les contes de *L'Esprit de la forêt* sont dédiés à Laurence. Est-ce elle que l'on voit apparaître dans la cascade où M. de Bourbon Busset distingue "le calice d'un corps de femme"? *Calice*, réceptacle de métamorphoses : le mot est employé à dessein. Il y a peut-être plus de féerie que de fantastique dans cet *Esprit de la Forêt*.

*
* *

M. Pierre Gascar n'a eu contact dans les premiers pas de son enfance qu'avec une nature souffrante, ne communiquant, n'enseignant que le mal. Il a raconté dans *La Graine* comment, cueillant des fleurs, il se piquait à des épines, mangeant des fruits, il n'en ressentait que l'amertume, creusant la terre pour en ramener un trésor, il n'en extrayait que des ordures. Né dans le faubourg parisien, au bord de la Seine, il n'y voyait flotter que des déchets. Un jour, le fleuve lui apporta un cadavre. Plus tard, il fut mis en pension par son père chez des parents dans un village du Périgord. Ce village, avec sa place, son église, ses métiers, une vie de paysannerie traditionnelle, il l'a décrit dans *L'Ange gardien*, autre livre de souvenirs. Il allait lui révéler un aspect un peu différent du monde. Il s'insérait dans le paysage d'une nature civilisée, bienveillante, où il aurait fait bon vivre. M. Pierre Gascar n'en gardait pas moins le souvenir de son enfance humiliée et blessée. Dans la famille qui l'avait recueillie, il se sentait "en surnombre", il ne trouvait pas sa place, il n'avait pas droit au partage du bonheur. Est-ce pour prendre une revanche qu'il a écrit *La Friche* ? (9)

La ronce, aujourd'hui, réoccupe les champs abandonnés dans un monde où il n'y a plus de paysans. M. Gascar oppose à la nature civilisée la nature sauvage, la marâtre de son enfance. Buffon, qu'il cite, la disait hideuse, mais

l'écologie la réhabilitera. *La Friche* est la chronique d'un village où les paysans, les artisans, les petits notables héréditaires ont disparu, les maisons en sont habitées par des citadins en vacances, sans traditions, ou s'en inventant, les champs incultes sont transformés en jardins dans le style décoratif de *Maisons et jardins*, quand ils n'offrent pas le spectacle de la désolation. *La Friche* est à la fois chronique, enquête sociologique, discours pédagogique. M. Gascar peint sans éclat dans une pâte épaisse, mais en soulignant bien le trait, un monde aménagé par une technocratie du retour à la nature, une nature ni sauvage, ni civilisée, rien qu'une nature planifiée. C'est un monde artificiel, uniformisé, où tous les hommes sont mélangés et fondus en un type unique, une masse homogène, sans conflits possibles. M. Gascar mal débarbouillé, dans sa nouvelle toilette écologique, d'emplâtres marxistes, annonce la fin de l'Histoire. Le village dont il a narré la chronique et qu'il propose en exemple est un microcosme préfigurant, assure-t-il, l'état futur de l'humanité. Il offre un visage sans une ride, sans un défaut. *La Friche* est une sorte de *lifting*.

*
* *

M. Jean Rouaud a obtenu en 1990 le Prix Goncourt pour son premier roman, *Les Champs d'honneur*. La pluie y tombait sans arrêt sur l'estuaire de la Loire. D'un mélange de terre et d'eau, de ciel et de mer, M. Rouaud avait composé dans une tonalité de gris sombre un "paysage lamentable", un "marécage infernal", mais, dans la dissolution et la putréfaction universelles, on sentait un frémissement, comme annonçant une germination, un recommencement de vie. Aux déluges succèdent toujours de nouvelles genèses, et l'Histoire renaît des cendres où elle consume ses triomphes. L'une des images les plus frappantes de ce roman était celle où l'on voyait un jeune homme, fils des vainqueurs de 1918, s'incliner, un jour de Toussaint, sur les tombeaux de sa famille, dans une méditation nourrie secrètement d'histoire française. *Les champs d'honneur* était fortement marqué par l'influence du Claude Simon de *l'Herbe*, du *Vent* et de la *Route des Flandres*, mais l'histoire française qui en constituait la toile de fond était celle-là même dont François Nourissier a écrit la chronique contemporaine.

Le second roman de M. Jean Rouaud, *Des hommes illustres* (10), montre dans un même jour de fidélité et de piété, en la Toussaint 1941, "un grand jeune homme triste en manteau de deuil penché au dessus de la tombe des siens" et "incapable de s'arracher au pouvoir d'aimantation de la dalle de granit sur laquelle étaient gravés de part et d'autre de la croix couchée"... des noms et des dates. Il y a dans le retour obsessionnel de cette image, d'un roman à l'autre, une permanence de la pensée et le signe d'une continuité. Mais le roman des *Champs d'honneur* s'enfonçait dans un magma aqueux, un cloaque mou où l'on ne touchait aucun fond solide. On le trouve dans *Des hommes illustres*. L'eau était l'élément dans lequel baignait *Les Champs d'honneur*. Ici, l'élément fondamental est la pierre. Ce n'est point par hasard

que M. Jean Rouaud a placé au centre symbolique de son roman cette dalle funéraire de granit, point par hasard qu'il a fait de son héros un collectionneur de pierres traçant ses itinéraires de voyageur de commerce à travers les alignements mégalithiques de son plateau hercynien. N'est-ce pas de la pierre que ce personnage tire sa force de caractère et, ajoute M. Rouaud, "tout ce qui concourt à faire de lui un homme illustre" ? *Des hommes illustres*, il faut expliquer ce titre. Rappelons-nous notre livre de latin de la classe de cinquième A, *De viris illustribus*. Le titre de M. Rouaud est-il parodique ? Les hommes illustres, ce sont ceux qui, modestement, il faudrait dire clandestinement, chacun à sa place, ont fait de l'histoire française. *Des hommes illustres*, c'est un fragment de cette histoire. Le héros en est le père du Narrateur. M. Rouaud lui donne un nom qui lui fait honneur : le "maître de maison". Il est celui dont, chaque fois qu'il part en tournée, on attend le retour. Il rapporte toujours de ses voyages des projets de nouvelles fondations. La paternité est la pierre d'angle de ce roman. Tout est construit sur elle, et par elle tout est transmis. Dans *Des hommes illustres*, comme dans *Les champs d'honneur*, les forces de destruction sont certes à l'œuvre : le bombardement américain de Nantes en 1944, la dévastation de la Bretagne par les bulldozers du remembrement agricole en 1960. C'est l'occasion pour M. Rouaud de morceaux de bravoure. Mais, de ces ruines, le maître de maison, dressant sa stature au dessus d'elles, recompose un paysage, pourquoi ne pas dire un ordre. Il a, écrit M. Rouaud, le don de "grandir toutes choses". Il y a, se faisant fortement sentir dans *Des hommes illustres*, le pouvoir d'aimantation émanant de la dalle funéraire de granit sur laquelle s'est incliné "le grand jeune homme triste" en la Toussaint de 1941. Quand bien même des charges d'ironie peuvent paraître par endroits en miner les substructures, elle aspire ce roman par en haut.

*
* *

Dans *Aller à Elisabethville* (11), comme précédemment dans *Aller aux mirabelles*, M. Jacques Réda est parti à la maraude de souvenirs d'enfance. Auteur de précieux opuscules, *Recommandations aux promeneurs*, *Le sens de la marche*, c'est toujours dans la même direction que M. Réda conduit ses promenades, par des routes ouvertes à travers l'imagination, ce qu'il appelle des circuits rêveurs, vers un pays réel, oublié, retrouvé, réinventé. Elisabethville est le nom donné à un château l'honneur de la princesse bavaroise épouse d'Albert 1^{er}. Le rêve d'un petit garçon, lisant, dans un grenier, de vieilles *Illustrations* d'avant la guerre de 1914, le peuple d'une multitude de petites princesses échappées en robes de tulle de ces pages glacées. Mais Elisabethville figure en un point précis sur une carte de géographie et s'insère dans un paysage où la guerre de 1939 inscrira ses péripéties. C'est ainsi encore une *histoire française* qui se déroule dans *Aller à Elisabethville*, mais à la faveur d'un jeu. L'histoire française est projetée dans l'imaginaire du petit Réda et de ses camarades. Ils déclarent la guerre au III^e Reich, occupent aussitôt les points stratégiques des

jardins de leurs parents, y disposent chasseurs d'Afrique, chasseurs alpins, fusiliers marins, guerriers foubés. L'un de ces enfants dont les parents, militants antimilitaristes, ont toujours refusé de lui acheter des soldats de plomb, doit se contenter de creuser des trous et de poser des mines. "Il est difficile, écrit M. Jacques Réda, d'apprécier l'importance exacte du rôle qu'auront joué ces forces dans l'ensemble des opérations de la Deuxième guerre mondiale". Il est vrai que les unités du type *Pro Patria* en carton découpé avaient été décimées par les fièvres et les intempéries, mais, ajoute M. Réda, "dans le domaine de plus en plus actif de l'abstraction cartographique, deux de nos corps expéditionnaires prirent à la gorge le Danemark, retranchés dans des petites îles où leur présence pouvait inquiéter Hambourg et Lubeck". C'est charmant d'invention, mais aussi piquant de raillerie sous-jacente. Il y a dans les *Enfantines* de Valéry Larbaud une nouvelle, *La grande époque*, où trois enfants, trois apprentis-héros, font aussi, en jouant dans leur jardin, de l'histoire française. Chez M. Réda, ce qui est plus troublant, il y a interférence entre le jeu et la réalité. Quand les avions, de vrais avions, bombardent leur territoire pour de bon, les enfants s'écrient : "C'est plus de jeu !". Faut-il se laisser prendre au jeu de M. Réda ? Il y a dans cette féerie enfantine un conte moral.

*
* *

M. Roger Grenier, rêvant un jour, dans l'une de ses nouvelles, sur une photographie de foule comme on en voit dans les journaux, disait que cette foule était faite d'une multitude de petits grains noirs, et que ces petits grains noirs étaient chacun un homme, et que chacun de ces hommes avait, dans cette foule anonyme, un destin personnel. Comment ces hommes ont-ils vécu ? Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont quitté le monde, mais après y avoir laissé quelles traces ? M. Roger Grenier a consacré son œuvre à chercher ces traces, à les suivre, à en faire le relevé, et, presque toujours, elles s'embrouillent, elles s'effacent, elles se perdent. Les nombreuses histoires que M. Roger Grenier a écrites ne conduisent nulle part, elles tournent court. C'est pourquoi M. Grenier écrit plutôt des nouvelles que des romans. Dans chacune d'elles, il détache de la vie collective, comme le grain d'une énorme grappe, une vie individuelle, mais chacune d'elles pose la même question qui est celle que pourrait poser, en n'y apportant aucune réponse, un gros roman de cinq cents pages : qu'est-ce que la destinée ?

Le dernier recueil des nouvelles de M. Roger Grenier, *La marche turque* (12) nous entraîne jusqu'à Constantinople pour poser, en vue de l'Asie mineure où est née notre civilisation, cette obsédante question. Le héros de *La Marche turque* est un jeune licencié ès-lettres. Il a écrit un diplôme d'études supérieures sur "Fiction et vérité dans l'œuvre de Pierre Loti", et il lui arrive une aventure exotique à laquelle il trouve une ressemblance avec un roman de Maurice Dekobra, mais qui ne fait que cacher l'angoisse existentielle de M. Roger Grenier. Du Bosphore, une autre nouvelle de ce recueil nous conduit,

au temps des tsars, à Moscou d'où deux amants tuberculeux s'échappent pour aller en Crimée en s'écriant, comme dans une nouvelle de Tchekov, qu'ils vont "vers le pays où l'hiver est doux, vers une autre vie plus digne, plus belle, plus heureuse". Troisième étape de cet itinéraire à travers une Europe galante pour économiquement faibles : Vienne. De Constantinople, de Moscou et de Vienne, M. Roger Grenier nous ramène, en passant par Caldeyres, la ville d'eaux béarnaise où, enfant, l'on se rappelle peut-être qu'il se promenait sur l'ânesse Jeanette, à Paris, au Marais, avant la guerre de 1914, dans l'un de ces ateliers comme il y en a dans *Fromont jeune et Risler aîné* d'Alphonse Daudet. L'héroïne de *La jeune fille*, première nouvelle de ce recueil, et celle que l'on préférera, est une petite ouvrière orpheline "s'avancant dans la vie comme dans un rêve". Elle rêve à l'amour en se demandant, elle aussi, ce qu'est la destinée. Elle se mariera à l'église (ô ironie !) Notre-Dame de Bonne-Nouvelle. La nouvelle de M. Roger Grenier se termine là où pourrait commencer un roman qui est esquissé en cinq lignes. "Le temps du rêve était fini. Marie savait-elle ce qui l'attendait ? Le mari à Verdun, puis au café, au billard, à la pêche, les ruines, les enfants morts... L'amour s'est évaporé on ne sait où, on ne sait quand". Il vaut mieux ne pas en dire plus. On ne le pourrait pas d'ailleurs. Un destin en points de suspension pour s'achever sur un point d'interrogation. M. Roger Grenier a écrit jadis un livre qui s'appelle *Le Silence*.

*
* *

Le photographe nommé Jansen que M. Patrick Modiano a rencontré à l'âge de dix-neuf ans dans un café de la place Denfert-Rochereau, puis a disparu et dont, toujours à la recherche d'identités perdues, il évoque le souvenir dans *Un chien de printemps* (13), prétend qu'il est plus facile d'exprimer le silence avec des photographies qu'avec des mots. "De tous les caractères d'imprimerie, écrit M. Modiano, Jansen m'avait dit qu'il préférerait les points de suspension". Le petit livre de M. Modiano, roman selon l'éditeur, plutôt nouvelle ou récit

- souvenir, semble écrit aussi bien avec des points de suspension. Ce ne sont pour son auteur que points de repère permettant de jalonner la trace d'une vie ne se manifestant que par intermittences. M. Modiano raconte qu'ayant fait la connaissance de Jansen et celui-ci lui ayant ouvert trois valises à l'abandon pleine de photos, il a entrepris d'en dresser l'inventaire, en essayant de retrouver les lieux et les visages qui y apparaissent furtivement pour effectuer des recoupements avec les chemins suivis clandestinement par Jansen. "Si je m'étais engagé dans ce travail, écrit M. Modiano, c'est que je refusais que les gens et les choses disparaissent sans laisser de traces". Là où passe quelqu'un, là où se marque le moindre tremblement de vie, les photographies anciennes, on le sait, ne montrent qu'une tache claire. Ce sont des traces, mais gommées. Le livre de M. Modiano présente cette similitude avec ces photographies. Il offre, comme elles, à la place de ce qui pourrait être une présence, des taches claires, c'est un vide d'être. Baliser le passage d'une vie, M. Modiano ne peut le faire qu'en signalant des absences. "Jansen, écrit-il, laisse une sensation de vide et d'absence". Sa démarche ressemble à celle d'un amnésique. M. Modiano tire du pouvoir magique des mots, avec un art qui procède de la sorcellerie, le silence où peut seule s'inscrire cette démarche.

Philippe SÉNART

(1)(2) Fayard

(3)(8)(9)(11)(12) Gallimard

(3 bis) Je signale le très intéressant ouvrage de M. Jean Bastié, professeur à l'Université de Toulouse sur Drieu La Rochelle soldat de la Grande Guerre (Ed. Albatros), paru il y a quelques années et qui mérite d'être relu en marge de cette correspondance.

(4) Publications F.B, 24 rue Amiral Ronsin, Paris.

(5) *Le Seuil*, Cf. *France Forum* n° 183-184, novembre-décembre 1980.

(6) Perrin, Cf. *France Forum* n° 263-264, juillet-septembre 1990.

(7) *Criterion*

(10) *Editions de Minuit*

(13) *Le Seuil*

Faites connaître "FRANCE-FORUM"
CARREFOUR DE L'HUMANISME DÉMOCRATIQUE

PIERRE GUYÉNOT

par Yvan CHRIST

La rigueur, mais une rigueur lyrique. Ainsi peut-on qualifier l'œuvre de Pierre Guyénot.

Ce Comtois, né à Dole - une cité qui semble avoir été modelée pour lui et par lui -, fut, durant près de cinq ans, romain. N'obtint-il pas le Premier Grand Prix de Rome en 1945 ? La marque laissée par son séjour à la Villa Médicis est indélébile. Il ne pouvait en aller autrement pour cet inconditionnel amant de l'architecture - élève, entre autres maîtres, d'Albert Decaris, graveur incomparable, il en fut le plus fidèle ami jusqu'à ses derniers jours. Le balcon de Decaris, quai Malaquais, fut du même coup, le balcon de Guyénot. Leur lien est la tradition du classicisme, vertu française. Guyénot est un classique, dans toutes les faces de sa production, qui sont nombreuses, mais jamais contradictoires. Il est, de manière naturelle, hors de son temps et de ses caricatures. Réussir à être intemporel ! Quelle gageure ! Elle est tenue.

Ses paysages, où il excelle, sont tout le contraire d'une réalité photographique. Non point des relevés d'état-major, mais des constats recomposés, suivant sa sensibilité qui va d'abord à l'essentiel, au primordial, au permanent. Qu'il s'agisse des vues de la Seine parisienne, du Louvre à Notre-Dame, par dessus le dôme de l'Institut, des volumes mouvementés de la montagne Sainte-Geneviève, à partir de l'Ecole polytechnique (où il exerça la fonction de professeur de dessin), de la place des Vosges, qu'il épure et magnifie, d'une cité bourguignonne comme Semur-en-Auxois, des villages de Provence, non loin de ces paysages des Bouches-du-Rhône "somp tueux et tragiques comme des cadavres de rois" (1) pour reprendre l'image du jeune André Malraux, il est toujours question de "portraits" de ville. Désir constant de parfaire des sites et des lieux, non pas artificiellement idéalisés, mais dépouillés des scories qui les agressent, jusqu'à les martyriser. Visions utopiques qui altèrent la réalité quotidienne ? Non, soif de maîtriser, de soigner, de guérir une réalité insolente, aux yeux lucides d'un puriste exigeant et implacable. Il n'hésite pas à arracher les arbres des quais de la Seine afin de sonder jusqu'au tréfonds ces hauts lieux ainsi devenus ou redevenus strictement minéraux. Je ne suis pas de ceux qui lui reprocheraient de pratiquer une telle métamorphose. Un historien de l'art ne peut que se sentir solidaire de ces vues hardies qui sont du passé mais qui devraient être d'avenir.

Les aquarelles de Guyénot relèvent des mêmes disciplines. Ce ne sont pas de simples pochades mais des reconstitutions cérébrales. Ses fleurs ne sont pas de trop jolis bouquets, mais de solides compositions quasi hiératiques. Ses portraits ne sont pas de flatteuses photogra-

*Pierre Guyénot,
La Montagne Sainte-Geneviève vue de l'Ecole polytechnique*

phies de groupe, mais des images durables. L'éphémère n'est rien pour lui. La plénitude est son lot. On retrouve les mêmes caractères dans ses décorations murales d'édifices publics, de Paris à Noyon, à Saintes, à Longuyon, à Perpignan. L'esprit de synthèse est toujours son guide.

Après celui de Rome, le plus prestigieux de tous, nombre de prix furent décernés à Pierre Guyénot. Impossible de les énumérer. Je ne citerai que le Grand Prix Cormon, qu'il obtint en 1990 de la Fondation Taylor, là où, précisément, se tint la plus récente exposition de son œuvre (2). Une telle distinction, le magnifique mécène que fut le baron Taylor n'aurait pu qu'y applaudir. Voilà l'un des points forts d'une carrière exemplaire.

Yvan CHRIST

(1) *Préface à Mademoiselle Monk, ou la génération des événements, de Charles Maurras, Paris, Stock, 1922.*

(2) *Du 3 au 27 novembre 1993.*

DISQUES

par Marc DARMON

Edouard GRIEG : 23 pièces lyriques
Andrei Gavrilov, piano
1 CD Deutsche Grammophon 437-522-2

Dans le cadre du cent-cinquantième de la naissance du norvégien Edouard Grieg (1843-1907), Deutsche Grammophon a publié, parallèlement à une anthologie des œuvres pour orchestre et chœurs magistralement dirigée par N. Jarvi, les sonates pour piano et violon (Deutsche Grammophon 437-525-2) et une sélection des dix cahiers (soixante-six pièces au total) de *Pièces Lyriques* pour piano que Grieg composa tout au long de son activité créatrice.

A mon sens beaucoup plus intéressantes que les *Romances sans paroles* de Mendelssohn, ces *Pièces Lyriques* en reprennent le principe : pièces de courtes durée (une à cinq minutes), au titre évocateur et au climat varié.

La sélection d'Andrei Gavrilov ne comporte que des pièces majeures et est remarquablement interprétée. La prise de son numérique utilise le nouveau système original de Deutsche Grammophon, qui améliore encore l'effet de spatialisation du son.

Franz LISZT : Les treize Poèmes Symphoniques
Orchestre Philharmonique de Londres, direction Bernard Haitink
4 CD PHILIPS 438-751-2 et 438-754-2

Philips a réédité dans une série très économique l'ensemble des Poèmes Symphoniques de Liszt que Bernard Haitink avait enregistrés de 1968 à 1971 à la tête de l'Orchestre Philharmonique de Londres. Si l'on trouve d'excellentes versions (par exemple G. Solti, DECCA ou K. Masur, EMI) des poèmes les plus connus (Mazeppa, les Préludes...), cette réédition est la seule exhaustive.

Franz Liszt est le premier à avoir utilisé le terme de "Poème Symphonique" pour désigner une œuvre de musique à programme sur une référence littéraire. Avec une orchestration digne de son gendre Richard Wagner, Liszt nous raconte les faits marquants des vies de Mazeppa, Hamlet, Orphée, Prométhée, et paraphrase des poèmes de Victor Hugo et Schiller.

L'interprétation de Bernard Haitink est parfaitement adaptée aux Poèmes. Tour à tour et à bon escient mélancolique, pompeux, violent, pathétique, le chef d'orchestre nous restitue l'ambiance de ces pièces.

En complément des œuvres pour piano à juste titre les plus connues, dont la Sonate en si mineur qui est un monument de la littérature pour piano, cet ensemble

permettra de mieux connaître l'œuvre d'un compositeur plus original et novateur qu'on ne le croit et ne le dit souvent.

Luciano PAVAROTTI : Quinze airs veristes de Puccini, Giordano, Cilea...
1 CD DECCA 440-400-2

DECCA réédite le récital d'airs veristes donné en 1980 par Luciano Pavarotti. Parfois décrié par les puristes, le ténor italien possède à mon sens le timbre idéal pour faire apprécier ces airs magnifiques bien que souvent peu connus (*Andrea Chenier* de Giordano, *Manon Lescaut* et *La Fille du Far-West* de Puccini...). Un programme original, une prise de son impressionnante (comme le plus souvent chez DECCA), un disque chaleureusement recommandé.

Wolfgang Amadeus MOZART : Quintette pour clarinette, Trio "des quilles",...
L'Archibedulli, Charles Neidich, Robert Levin
1 CD SONY SK 53366

Ce disque rassemble principalement deux chefs-d'œuvre de la musique de chambre de Mozart, joués sur instrument d'époque. La prise de son remarquable restituée avec une grande vraisemblance les timbres du piano-forte, de la clarinette de basset et des instruments à cordes.

Pour l'intérêt du programme, la qualité exceptionnelle de la prise de son, des instruments et ("last but not least") des instrumentistes, cet enregistrement est vivement conseillé.

Felix MENDELSSOHN : Trois sonates op. 6, 105, 106
Frederic CHIU, piano
1 CD Harmonia Mundi HMU 907117

Composées par Mendelssohn entre douze et dix-huit ans, ces sonates pour piano donnent une preuve supplémentaire de la précocité de ce compositeur. Elles sont en effet magnifiques, même si, sur le plan musical, elle n'ont pas le caractère novateur des dernières sonates de Beethoven publiées plus de trois ans auparavant.

On retrouve dans ce disque les qualités qui caractérisaient le formidable enregistrement par le même pianiste américain de l'ensemble des sonates de Prokofiev (Harmonia Mundi HMU 907086/88) : une virtuosité utilisée à bon escient et un toucher d'une légèreté remarquable (quelle sonorité !), magnifiés par une prise de son transparente.

notes de Lecture

● Une histoire “révisionniste” de l’Empire des Habsbourg

Jean Bérenger est le premier historien de l’Ecole française à écrire une “Histoire de l’Empire des Habsbourg” (1) qui, rompant avec les anciens clichés, décrit cet Empire non comme une “prison des peuples”, mais comme le résultat d’expériences dont le trait commun était l’union, sous le sceptre des Habsbourg, et pendant plus de six siècles, de peuples et nations européens formés après la chute de l’Empire romain et le déclin de Byzance. Ces expériences, à partir de débuts modestes et de l’enracinement dans les Marches orientales germaniques en passant par la tentative grandiose de Charles-Quint d’établir une monarchie universelle, et à travers la longue lutte contre l’expansion ottomane, allaient aboutir à l’Empire danubien multinational dont la destruction après 1918 aura eu des conséquences catastrophiques pour notre continent. (Je note que Bérenger, à quelques nuances près, accepte à ce sujet ma thèse (2) : “*En favorisant la destruction d’Autriche-Hongrie, les puissances de l’Entente ont, pour des intérêts à court terme, créé un vide en Europe orientale, et le problème posé en 1918 n’est toujours pas résolu de manière satisfaisante*”, écrit-il.

Il est certain qu’après les deux guerres mondiales, après la mainmise, d’abord nazie, puis soviétique, sur les pays successeurs de la monarchie, ce sont les événements survenus après 1989 qui ont attiré l’attention du public occidental sur le destin de la *Mitteleuropa*, en permettant de mesurer les effets désastreux des paix dictées par les vainqueurs de 1918. Comme le fait remarquer à juste titre Bérenger - dont l’ouvrage est la somme de dizaines d’années de patientes recherches dans les archives - les honneurs funèbres rendus à l’Impératrice Zita, à Pâques 1989 à Vienne, puis l’accueil chaleureux réservé en Hongrie au fils du dernier Empereur, l’archiduc Otto, “ont prouvé que la Maison Habsbourg vivait encore et que, tels les Bourbons d’Espagne avant 1976, elle avait toujours des intérêts pour la politique et pour les peuples sur lesquels elle avait régné”. Ceci dit, je ne pense pas que la

situation des deux Maisons soit comparable, malgré les nostalgies qui se manifestent ici ou là, en Hongrie ou en Croatie, pour les “bons vieux temps de François-Joseph”.

On ne saurait résumer en quelques colonnes cet ouvrage monumental. Notons que Bérenger relève le caractère *européen* de la dynastie “qui n’a jamais voulu s’identifier avec une nation”; mais il y eut une exception : “*les Castillans ont fait, dit-il, de la Casa Austria une dynastie nationale*”. En effet, “*Philippe II, quoi qu’il fût le souverain européen le plus puissant, donna à la monarchie un caractère espagnol... la Maison d’Autriche avait apporté à l’Espagne deux siècles de gloire*”.

Par la suite - ajoute l’auteur sur un ton admiratif, - le destin de cette Maison souveraine demeure prodigieux. “*Les Capétiens ont eu une seule vocation : faire l’unité française, - les Habsbourg en ont eu finalement quatre*”. Je note qu’un politologue hongrois, enseignant en France, Peter Kende, dans une récente étude (3), qualifie lui aussi d’“énigmatique, voire miraculeuse, la réussite pluriséculaire de la monarchie de réunir pendant un temps si long dans un seul cadre des peuples si divergents”.

Après l’achèvement de la “vocation mondiale” des Habsbourg, la branche allemande continua encore pendant longtemps de jouer le rôle de grande puissance en Europe et le règne de Marie-Thérèse - en dépit des coups reçus de la Prusse - fut “l’un des plus brillants qu’eût connus la monarchie”. Il me semble toutefois que Bérenger ne rend pas assez justice à la personnalité tragique de Joseph II dont l’œuvre réformatrice, inspirée par la philosophie des Lumières mais menée avec trop de précipitation et d’esprit centralisateur, aurait pu être poursuivie, avec plus de sens tactique, par son remarquable frère et successeur, Léopold - le Pietro-Leopoldo de Toscane - si sa mort prématurée et les contrecoups de la Révolution française n’avaient pas favorisé le revirement

réactionnaire de la Cour et de l'aristocratie. Léopold, on le sait maintenant, désapprouvait les manières absolutistes de son frère. Il se préparait à régner en monarque constitutionnel.

Parmi les portraits subtils et bien individualisés que peint Bérenger des Empereurs-Rois de la dynastie, celui de François-Joseph est peut-être le plus saisissant. La longue vie de l'Empereur a été marquée par une série de deuils : mort tragique de son frère cadet, Maximilien, fusillé au Mexique où l'avaient entraîné les calculs malencontreux de Napoléon III ; mort de son fils unique, Rodolphe, en janvier 1889 ; assassinat de son épouse fantasque mais bien-aimée, Elisabeth, en 1898, puis de son neveu François-Ferdinand. François-Joseph, dit Bérenger, "supportait ces deuils avec un stoïcisme que les observateurs superficiels avaient pu prendre pour de l'indifférence". En fait, l'Empereur avait hérité de ses ancêtres éclairés l'idée de se comporter en "premier fonctionnaire de l'Etat". Il poursuivit sa tâche jusqu'au dernier moment. A la veille de sa mort, bien qu'il souffrît d'une pneumonie qui devait l'enlever à l'affection de ses sujets, il travailla encore jusque tard dans la nuit, dans son bureau de Schönbrunn

Bérenger souligne que "la disparition de Rodolphe fut une catastrophe pour la monarchie". Mais il accepte, peut-être un peu à la légère, la version officielle de la mort du dauphin, qualifiée de suicide, en écartant d'emblée toutes les rumeurs et révélations dont les dernières en date furent celles de l'impératrice Zita, peu de temps avant sa mort, affirmant qu'il s'agissait d'un assassinat (4). Ce qui donne à réfléchir, c'est que, quelque temps avant son "suicide", Rodolphe fit publier à Paris, sous le pseudonyme de Julius Felix, une "Lettre ouverte à S.M. l'Empereur François-Joseph", dans laquelle il esquissait un programme de renversement des alliances, le projet d'une entente officielle ou secrète de l'Autriche avec la Russie et avec la France, ainsi que l'abandon de toutes les ambitions balkaniques qu'il avait pourtant nourries auparavant lui-même (5) - cela en prévoyant que Guillaume II, dont il avait percé le caractère par des contacts directs, pourrait "*par son ambition dévorante et criminelle susciter un bain de sang où l'Autriche et l'Allemagne sombreraient...*"

D'autre part, Rodolphe - que l'Empereur tenait à l'écart de la vie politique, en lui confiant uniquement des tâches militaires - ne cachait pas ses sympathies pour les milieux libéraux d'Autriche et de Hongrie ; et c'était un secret de Polichinelle qu'il finançait le journal *Schwarzgelb* qui combattait vigoureusement le compromis austro-hongrois de 1867 pour avoir assuré à l'aristocratie hongroise une position privilégiée dans la Hongrie multinationale. "*Nous voulons une Autriche unie et puissante, proclamait le journal, mais nous voulons aussi le respect de la position historique de chaque pays et du droit national de chaque peuple*". (6) Quand on était animé par de tels projets politiques, quasi révolutionnaires, est-il tout à fait crédible, même si l'on admet qu'il avait des nerfs fragiles, que ce prince ambitieux ait pu céder à un moment de dépression pour se donner la

mort ? Certes, on ne peut guère croire à la partie des confidences de Zita dans laquelle, se référant à ce qu'elle avait entendu chuchoter dans l'entourage de l'Empereur, elle a attribué la responsabilité de l'assassinat à Clemenceau. En effet, l'homme d'Etat français, qui avait rencontré à plusieurs reprises le dauphin et était au courant de ses idées progressistes, n'avait pu avoir que de la sympathie pour lui et regretter sa disparition. Celle-ci avait pour conséquence immédiate le recul de l'influence des libéraux, le renforcement du parti pro-germanique et militariste en Autriche et le resserrement de l'alliance avec l'Allemagne. Le mystère demeure sur cette mort. Comme d'ailleurs aussi sur celle de François-Ferdinand, fait remarquer Bérenger. Tout comme Rodolphe, François-Ferdinand se méfiait de l'Allemagne et de Guillaume II. Il supportait mal le rôle de satellite que Berlin voulait assigner à Vienne. Il voulait éviter toute mesure pouvant provoquer une guerre avec la Russie et, ce qui lui valut la haine des nationalistes serbes, soutenus par Moscou, c'était ses projets visant à élargir le cadre dualiste de la monarchie par la création d'un royaume slave du Sud avec la Croatie, la Slavonie et la Bosnie-Herzégovine. On comprend que la mort de François-Ferdinand fût accueillie avec soulagement par les aristocrates magyars, par le "parti de la guerre" en Autriche et par la Cour de Berlin.

Quant à la destruction de l'Empire, Bérenger dit ne pas vouloir "se montrer aussi dur" que moi dans "le réquisitoire contre les politiciens français". Il admet cependant que les gouvernements de l'Entente commirent "une grave erreur d'appréciation" en décidant que le démembrement de la Monarchie, son remplacement par une multitude d'Etats-successeurs, élimineraient plus aisément le risque d'une *Mitteleuropa* à direction allemande. Il ne conteste pas non plus ma thèse que la radicalisation de la guerre menée par l'Entente, avec pour objectif la *victoire totale*, lui avait donné un caractère de *guerre idéologique*. Bérenger pense que j'ai exagéré dans cette idéologisation le rôle de la franc-maçonnerie. Pourtant on se saurait nier que c'est celle-ci qui fournissait à la diplomatie, au Parlement dominé par les radicaux et à la presse, l'idéologie qui justifiait le démembrement préparé par les promesses excessives faites dans les Traités secrets de 1916 aux Italiens, aux Roumains, et plus tard aux émigrés tchèques Masaryk et Bénès, "inventeurs de la Tchécoslovaquie". Elle offrait, comme je l'ai dit dans mon *Requiem* cité par Bérenger, aux peuples en guerre "*le grand dessein d'extirper de l'Europe les derniers vestiges du cléricalisme et du monarchisme, et cela, en ignorant ou feignant d'ignorer le processus de libéralisation accélérée à quoi on avait assisté en Allemagne et en Autriche-Hongrie depuis la fin du XIX^e siècle*". Enfin Bérenger dément aussi vigoureusement le mythe de la "décadence" de l'Empire durant les dernières décennies d'avant la guerre mondiale. Tant sur le plan économique que culturel, tous les pays et provinces de la monarchie connaissaient un essor qui avait fait de Vienne, de Prague, de Budapest, de Cracovie, de Ljubljana, de Zagreb, des capitales européennes florissantes.

Inutile de dire que je partage entièrement la conclusion de Bérenger, qui marque une révision des jugements jusqu'à présent majoritaires dans l'historiographie française :

"Etait-il bien utile de détruire l'Autriche-Hongrie ? Ses peuples étaient incontestablement plus libres avant 1914 que dans le système mis en place depuis 1918".

A la fin de 1989, l'impérialisme russe a renoncé à contrôler son glacis est-européen. Mais cet abandon interpelle l'ensemble de l'Europe : saura-t-elle endiguer les passions nationalistes des pays affranchis de la tutelle communiste en les intégrant ?

François FEJTÖ

(1) Jean BERANGER "Histoire de l'Empire des Habsbourg", Fayard, 1992.

(2) François FEJTÖ, "Requiem pour un Empire Défunt, Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie", Edima-Lieu Commun 1992.

(3) P. KENDE, "La problématique nationale du bassin danubien et l'énigme Habsbourg dans la revue Valoság (Réalité), Budapest" janvier 1993.

(4) Erich FEIGL, "Zita de Habsbourg, Mémoires d'un empire disparu", Préface de François Fejtö, Criterion, Paris 1991.

(5) Cité dans le livre de Jean-Paul BLED, "Rodolphe et Mayerling", Fayard 1989, p. 161.

(6) id. p. 160.

● Chronique d'histoire religieuse

Les deux ou trois dernières années ont apporté leur brassée de livres d'histoire concernant le christianisme ou les religions en général. Odon Vallet, enseignant à Paris I et à Paris VII, qui nous a donné un bon manuel de *Culture Générale* (Masson 1989), s'interroge cette fois sur *Qu'est-ce que la religion ?* (Albin Michel, coll. Question de) et s'efforce de décrypter les origines des religions méditerranéennes, pour achever son périple sur les chemins de l'Orient. La démarche est comparative, parfois iconoclaste. Pour en tirer profit, le lecteur doit posséder déjà une bonne culture religieuse générale.

Jean Favier, le directeur général des Archives de France, dont le *Philippe le Bel* est un grand classique de l'histoire médiévale, célèbre à sa manière le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, par son livre sur *Les grandes découvertes* (Fayard, Paris 1992), très révélateur sur les motivations qui ont poussé Espagnols et Portugais à la découverte des nouveaux mondes et sur les progrès dans la technique navale qui ont permis leur succès. C'est à un autre dépaysement que nous invite le Père Jean Charbonnier des Missions étrangères de Paris, dans son *Histoire des Chrétiens de Chine* (Desclée, Paris 1992), qui souligne le rôle joué par les chrétiens chinois dans la permanence de leur Eglise depuis le XVII^e siècle. La lecture de ce livre, riche en informations souvent inédites, aide à bien comprendre la situation religieuse actuelle en Chine continentale et à Formose.

La période de la seconde guerre mondiale continue à susciter une abondante moisson. Un beau témoignage, celui d'Adrien Némoz, *Avoir 20 ans en 1940* (Editions du Témoignage Chrétien, Paris 1991), un jeune chrétien résistant qui a imprimé et diffusé *Témoignage Chrétien* et qui retrace aujourd'hui son action, avec ses camarades de combat dans la région lyonnaise, contre les nazis. André Kaspi nous donne une étude dense et fouillée sur *Les juifs pendant l'occupation*, (Seuil, 1991) décrivant les étapes de la persécution nazie, montrant les complicités qu'elle a trouvées dans l'administration et la police

françaises, l'indicible détresse des juifs livrés à la tempête, abandonnés par leur propre patrie.

L'Italie des années difficiles a inspiré deux livres. L'un, en italien, du Père Primo Mazzolari étudie l'immense entreprise de secours développée par Pie XII pendant les années de guerre et celles de la reconstruction, au service des réfugiés, des sinistrés et de toutes les victimes du conflit, *La carita del papa* (Edizione Paoline). L'autre est la magnifique thèse de mon ancien étudiant Jean-Dominique Durand, devenu Professeur à Lyon III et directeur de l'Institut d'Histoire du christianisme fondé par André Latreille, *L'Eglise catholique dans la crise de l'Italie*, (1943-1948), éditée par l'Ecole française de Rome. Oeuvre monumentale, exhaustive sur l'institution ecclésiale, l'intervention de Pie XII, des évêques, mais aussi l'action des catholiques italiens, dans l'Italie d'après la chute du fascisme et pendant les débuts de la démocratie. Un livre bourré de références, désormais incontournable dans la connaissance de l'Italie et de l'Eglise de ce temps.

A la veille de l'ouverture du grand marché, la construction de l'Europe suscite un intérêt renouvelé. L'ouvrage de mon jeune collègue de Genève, Philippe Chenuaux, *Une Europe vaticane ?* (Edition Ciac, Bruxelles 1990, coll. Histoire de notre temps), étudie le vaste et délicat sujet de la contribution du Saint-Siège et plus largement des catholiques à la construction de l'Europe, thème d'actualité dont nous avons débattu dans un colloque à Aix-en-Provence, *Les Eglises et la construction de l'Europe* (1). Notons la parution en italien des Actes du Symposium préparatoire au Synode des évêques d'Europe, qui s'est tenu au Vatican du 28 au 31 octobre 1991, *Cristianesimo e cultura in Europa Memoria, Coscienza, Progetto* (Edizioni CSEO, Forlì, La Biblioteca del Nuovo Aeropago) ouvert et conclu par le cardinal Poupard, président du Conseil Pontifical pour la Culture.

Deux livres analysent le rôle moteur de Jean-Paul II dans l'échec du communisme mondial et la libération des pays de l'Est. L'un d'André Frossard, concis et prospectif, s'efforce de dégager à grands traits le projet Wojtylien pour le destin post-communiste de l'humanité dans *Le monde de Jean-Paul II* (Fayard, Paris 1991). L'autre, beaucoup plus copieux, de Bernard Lecomte raconte comment Jean-Paul II a vaincu le communisme, *La vérité l'emportera toujours sur le mensonge* (J.C. Lattès, Paris 1991). Ces livres m'ont d'autant plus intéressé que j'avais signalé, dès l'élection de Karol Wojtila et le premier voyage en Pologne, que l'action libératrice du pape allait, de l'intérieur, faire basculer l'ordre communiste : "la fin du ghetto est proche", avais-je écrit à ce moment-là et j'affirmais qu'un jour le Vatican et le Kremlin se rencontreraient. Je me réjouis d'avoir, en la circonstance, été bon prophète.

François-Xavier Cuche a consacré une étude abondante aux réflexions sociales et politiques de la génération catholique de la deuxième partie du règne de Louis XIV, pour montrer qu'alors existait véritablement *Une pensée sociale catholique, Fleury, La Bruyère, Fénelon*, (Le Cerf, Paris 1991, coll. Histoire). Gérard Cholvy, Bernard Comte et Vincent Féroldi dirigent une série d'études convergentes sur *Les Jeunesses chrétiennes au XX^e siècle* (Editions ouvrières, Paris 1991). Une biographie de prêtre passionnante pour le Marseillais que je suis, celle que mes collègues Isabelle et Jean-Marie Visière consacrent au Père Roger de la Pommeraye, *Aux frontières du royaume* (Centurion 1992, coll. Interviews, préface du cardinal Coffy). Le Père de la Pommeraye a participé avec cœur et intelligence aux grandes expériences pastorales publiques de la métropole phocéenne depuis un demi-siècle, mais aussi aux formes plus

cachées et plus touchantes comme son apostolat au Nid, pour le relèvement des prostituées.

Signalons aussi les actes du Symposium qui s'est tenu à Lourdes sur la doctrine sociale de l'Eglise, les 18 et 22 avril 1991, *Lourdes ou l'appel des pauvres*, à l'initiative conjointe de l'Institut Catholique de Toulouse, du Père Cabes, chapelain à la Grotte et théologien, et du Secours Catholique (Mame, 1991), un très bon article dans *Christus* (Assas Editions) sur le Nouvel Age aux Etats-Unis et un numéro excellent de *Concilium, Vers le Synode Africain* (Bauchesne, Paris, Cahier spécial 299).

Pour terminer, retenir deux livres concernant à la fois l'Islam et le christianisme. Mgr François Abou Mokh nous livre l'expérience d'un catholique melkite, évêque de Damas en Syrie, qui travaille à amener Rome à mieux respecter les particularités des catholiques orientaux pour un meilleur œcuménisme entre chrétiens et des relations plus positives avec l'Islam, *Confessions d'un Arabe catholique* (Centurion, coll. Les interviews), recueillies par Joëlle Chabert et François Mourvillier. Aux éditions du Felin (Paris, 1991) Jeanne-Hélène et Pierre-Patrick Kaltenbach, nous donnent une lecture, différente du commun, de la présence et de "l'appropriation" de l'Islam dans notre pays, *La France, une chance pour l'Islam*. Voici beaucoup de lectures disponibles.

Jean CHÉLINI

(1) Les Actes du VI^e colloque International de l'I.D.H.C. *Les Eglises et la Construction de l'Europe peuvent être commandés au secrétariat de l'Institut de Droit et d'Histoire canoniques, Faculté de Droit, 3 avenue Robert Schuman, 13100 Aix-en-Provence, Tél. 42.17.28.77.*

● Etudiants d'Europe de Maurice Flory

Rarement le gouvernement de la France, en dépit du calme de surface, se sera révélé aussi délicat et risqué qu'en cette fin de millénaire. L'urgence de réformes, trop longtemps différées, se heurte à des corporatismes, plus crispés que jamais sur la défense de leurs droits acquis. Situation explosive où le moindre mouvement mal calculé risque de provoquer une déflagration. Or la crise de l'enseignement supérieur est sans conteste l'un des plus dangereux brûlots politiques du moment, d'autant qu'elle est pour partie intimement liée à cet autre fléau qu'est le chômage des jeunes. De fait, depuis 1968, plusieurs éruptions ont montré qu'en permanence ce volcan-là demeurait très actif et menaçant.

Il faut donc savoir gré à Maurice Flory, professeur à la Faculté de droit d'Aix-Marseille, d'avoir eu l'audace de s'en approcher et d'en mener l'exploration scientifique. France-Forum, il y a quelques années, avait tenté, avec l'aide de quelques universitaires, de faire une étude comparée des problèmes rencontrés et des systèmes adoptés par plusieurs pays occidentaux. Mais ceux qui avaient

commencé à réunir chiffres et documentation ont, au dernier moment, été dissuadés de les publier par les organismes auprès desquels ils se les étaient procurés.

Le premier mérite d'"Etudiants d'Europe" est de contenir une masse d'informations et de données quantitatives sur l'enseignement supérieur dans chacun des douze pays membres de l'Union Européenne - avec, comme il se doit, et conformément à la tradition universitaire, l'indication de ce que recouvrent (et des marges d'erreurs que sont susceptibles de recéler) les chiffres disponibles.

Partout, le nombre des étudiants a explosé. Globalement, il aura été, en 40 ans (de 1960 à l'an 2000) pour l'Europe des Douze, multiplié par 20. Il atteint sans doute aujourd'hui près de 10 millions, compte tenu de la réunification de l'Allemagne - soit, note l'auteur, au passage, à peu près le chiffre des chômeurs dans ce même ensemble. En France, déjà, près de 50 % (l'objectif est de

80 % !) d'une classe d'âge accède au baccalauréat, et le nombre d'étudiants est probablement proche de 1 600 000.

Aucun pays n'est parvenu à absorber de façon satisfaisante un tel choc. Il en est résulté, pour une part, plus ou moins grande selon les pays, des établissements d'enseignement supérieur une paupérisation caractérisée par la faiblesse du taux d'encadrement des étudiants, l'impossibilité de procéder autrement que par cours magistral ou distribution de photocopiés, l'absence ou le misérabilisme des locaux et des bibliothèques, le total abandon à eux-mêmes des étudiants qui sont incités à pratiquer "le bachotage le plus basement utilitaire". Tels en Italie ceux de la Faculté de médecine de la Sapienza ("Università affollata") qui "ne voient jamais un cadavre et encore moins un professeur" (p. 90).

A vrai dire, des solutions diverses ont été expérimentées pour tenter de résoudre la quadrature du cercle. Elles peuvent, pour la plupart des pays de l'Union européenne, se rattacher à deux catégories principales. Dans la première, peuvent notamment se ranger la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni : le phénomène de paupérisation universitaire y est moins développé qu'ailleurs, grâce à la pratique de la sélection à l'entrée (en Grande-Bretagne), ou du *numerus clausus* des inscriptions combiné avec un système qui est plus d'orientation que de sélection (en Allemagne) - et, ajoutons-le, dans les deux pays, avec une forte dérivation des étudiants vers des filières techniques ou même professionnelles de qualité que n'affecte, notamment en Allemagne, aucune connotation péjorative. On apprend même au passage que, dans ce dernier pays, entre 1971 et 1988, la proportion de bacheliers souhaitant poursuivre leurs études est tombée de 87 à 64 %. Mais on sait que les Allemands bénéficient d'un système bien rodé et bien accepté de formation en alternance - ce qui incite même certains à ne reprendre des études générales que plus tard. En Grande-Bretagne, aucune tendance ne se manifeste à l'augmentation de la durée des études, notamment au-delà des trois ans nécessaires à l'obtention du Bachelor of Arts. Mais ce pays est en tête pour le nombre des inscrits dans les Universités d'adultes : 57 000 aujourd'hui, 100 000 prévus en 2000.

La contrepartie, ce sont des Universités d'excellence, type Oxford et Cambridge, où, au lieu de cours magistraux délivrés dans des locaux bondés, peut être pratiqué, par petits groupes, un mode actif, "socratique", d'enseignement. Globalement, les Britanniques disposaient dans leurs Universités de 45 000 enseignants pour 430 000 étudiants en 1988-1989, contre 47 600 en France pour plus d'1 million à la même époque.

Dans un petit pays comme les Pays-Bas, un enseignement supérieur de qualité est dispensé à des étudiants en nombre strictement limité par la capacité des établissements ou, dans beaucoup de disciplines menacées d'engorgement, par les débouchés prévisibles (tel, par exemple, inattendu pour nous, Français, le secteur des études japonaises, ce qui témoigne de l'ouverture sur le

monde de cette économie dynamique) : la sélection s'opère tantôt à travers des examens, tantôt par tirage au sort !

Même l'Espagne soumet environ deux étudiants sur trois, après une préparation d'un an, à la "Prueba de Acceso a la Universidad", couramment appelée sans complexe, la "Selectividad".

Ailleurs, et généralement dans les pays du Sud-Européen, se rencontre une deuxième catégorie. La porte de l'Université demeure grande ouverte, avec toutes les conséquences qui en résultent : Universités-"parkings" ou "stations-service", prolongation indéfinie des études (en Italie, en fin de parcours, 2/3 des étudiants se retrouvent sans aucun diplôme), course-poursuite, perdue d'avance, des enveloppes budgétaires après des besoins en croissance exponentielle, engendrant malaises, frustrations, révoltes chez les enseignants et les étudiants - le pire étant atteint dans certaines Universités de banlieue.

Et la France, dans tout cela ? Eh bien, nouvelle manifestation, cette fois particulièrement malheureuse, de l'exception française, elle constitue, à elle seule, une troisième catégorie - la pire, selon Maurice Flory, reprenant à son compte le jugement formulé, dès 1970, par Michel Crozier dans "La Société bloquée". Sa caractéristique ? "Une sélection à rebours". Coexistent en effet un monde universitaire - qui n'est pour trop des étudiants qui s'y engouffrent qu'une impasse ou un parking, et qui ne peut de toutes façons offrir que des prestations insuffisantes (le taux moyen d'encadrement - satisfaisant en sciences, catastrophique en droit - y est le plus faible d'Europe) - et un secteur ultra-élitiste, extérieur à l'Université, celui des grandes écoles. Système très inégalitaire. L'auteur évalue à 200 000 F par an la dépense de l'Etat pour un Polytechnicien contre 7 000 F pour un étudiant en droit. Le budget de la même école est, pour des promotions de 300 élèves, égal à celui de l'Université de Paris-I, qui compte plus de 30 000 étudiants. Certes, les Instituts Universitaires de Technologie (IUT), partie intégrante de l'Université, ont été un succès : ils pratiquent la sélection à l'entrée, disposent d'un bon taux d'encadrement, délivrent des diplômes appréciés et peuvent dès lors afficher pour leurs étudiants à la sortie un taux satisfaisant d'insertion professionnelle. Il reste que les Fachhochschulen allemandes (au cursus un peu plus long) comptent 330 000 élèves contre seulement 66 000 dans les IUT français (auxquels, certes, il faudrait ajouter, pour une comparaison valable, les élèves des grandes écoles).

Mais ces derniers, lorsqu'ils sont issus des plus réputées de ces grandes écoles sont le plus souvent très tôt "détournés" des tâches de recherche et d'enseignement scientifique et technique vers l'administration et la gestion. Ils manqueront à l'Université, à qui cependant incombe le rôle ingrat d'accueillir, de plus en plus mal, les moyens budgétaires n'étant pas indéfiniment extensi-

bles, une masse toujours croissante de bacheliers. (500 000 étudiants supplémentaires en dix ans, de 1981 à 1991 !).

Et Maurice Flory de conclure : "l'amertume de l'étudiant s'aggrave en France lorsqu'il réalise qu'à côté du système malade dans lequel il se trouve, coexiste une filière qui a droit à toutes les attentions du pouvoir et au soutien de l'opinion publique". Pour lui, demeure valable aujourd'hui - hélas ! - le constat fait il y a près d'un quart de siècle par Michel Crozier : du fait de "cette paradoxale coexistence du système le plus élitiste avec le système le plus égalitaire", aucun autre pays occidental - chacun connaît pourtant les mêmes problèmes - "n'a gâché avec autant d'indifférence autant de potentialités humaines. Aucun d'eux n'a marqué son conservatisme avec un égalitarisme aussi démagogique".

Ce livre n'est tout de même pas un roman totalement noir. Même si nulle part n'ont été découvertes les solutions idéales à de si difficiles problèmes, il est instructif et tonique d'étudier celles mises en œuvre par nos partenaires européens. En France même, à la marge - et toujours, il est vrai, en dérogeant aux sacro-saints principes qui président à l'organisation universitaire française demeurée très rigide et centralisée en dépit des réformes de d'après 1968 -, Maurice Flory relève quelques initiatives intéressantes.

L'Europe, enfin, en tant que telle, apporte un début de réponse. Le dernier chapitre du livre, qui n'est pas le moins intéressant, est consacré aux priorités définies à l'échelon communautaire, aux premières réalisations concrètes de développement de la mobilité des étudiants, des enseignants, des chercheurs. Les résultats, déjà, se

traduisent dans quelques chiffres qui ne sont plus symboliques et qui progressent rapidement. De précieuses indications sont données sur les filières déjà existantes (dans ce chapitre ou dans ses annexes). On trouvera même l'esquisse d'un "Gault et Millau" des établissements d'excellence, discipline par discipline, à travers l'Europe des Douze...

Bref, les informations et les chiffres réunis dans ce livre en feront désormais le point de départ obligé de toute réflexion sérieuse sur le sujet.

Les politiques parviendront-ils à maîtriser une crise dont le caractère redoutable est appelé à s'accroître, si l'on en croit Michel Godet, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers ? Dans un article de "l'Expansion" du 20 décembre 1993-janvier 1994, il laisse prévoir qu'en l'an 2000 près de deux jeunes sur trois seront inscrits dans l'enseignement supérieur, dont moins de la moitié seulement pourront espérer devenir cadres un jour, puisque 25 % seulement des emplois créés - et ce chiffre tend à diminuer - ont cette qualification. L'Allemagne montre-t-elle la voie ? Avec deux fois moins d'étudiants et cinq fois plus d'apprentis, le taux de chômage des jeunes y est cinq fois plus faible...

C'est du moins le devoir des intellectuels d'exposer, dans toute leur rigueur, les données du problème et d'en esquisser, sans faux-fuyant, les solutions.

Jean AUBRY

Maurice FLORY, Etudiants d'Europe, coll. "Vivre en Europe" - Institut international d'administration publique - La Documentation Française - 3^e Trim. 1993.

"France-Forum" est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9 rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE PUBLICA

46 rue Saint-Jean - 14300 CAEN

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32 Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30 rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LIBRAIRIE "DIALOGUES"

Square Mgr Roull - 29200 BREST

POINT DE VENTE EN ALLEMAGNE : LIBERTAS, M^{me} VIGOUROUX,

Hintere Gasse 35/1, D. 7032 SINDELFINGEN